universitas

DAS MAGAZIN DER UNIVERSITÄT FREIBURG, SCHWEIZ | LE MAGAZINE DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG, SUISSE

01 | 2024

Agence spatiale européenne 8 Daniel Neuenschwander vise le ciel

Cancer du sein 46 Un test sanguin pour un dépistage précoce Sag mir ob du liest 54 Ein Gespräch über Zeit und Lust



Allemagne

Vergangenheit und Gegenwart



Devenez acteur du savoir de demain Soutenez l'une de nos bourses de mobilité





En savoir plus et faire un don

Bourses pour voyage d'études en Asie

Nos étudiant.e.s, en SES qui se spécialisent dans l'étude des marchés émergeants, ont la possibilité de faire un voyage d'immersion de deux semaines en Asie. Durant leur séjour, les étudiant.e.s ont l'opportunité de faire des visites d'entreprises dont les activités sont en lien avec leurs études.

Véritable étude de terrain!

Bourses d'études CTLS à Londres

Nos étudiant-e-s, en droit, ont la possibilité de participer à un programme intensif d'un semestre en droit international, comparé et transnational au Center for Transnational Legal Studies (CTLS) à Londres. Le CTLS est le fruit de la coopération de facultés de droit renommées dans le monde entier. **Préparation pour une carrière**

Préparation pour une carrière internationale!



En savoir plus et faire un don

Grâce à votre don, vous permettez à nos étudiant·e·s de continuer à bénéficier de ces possibilités uniques et enrichissantes. Merci de tout cœur!

Contact: Florence Monnet, florence.monnet@unifr.ch, 026 300 70 15, https://fondation.unifr.ch

Impressum

universitas

Das Wissenschaftsmagazin der Universität Freiburg Le magazine scientifique de l'Université de Fribourg

Herausgeberin | Editrice

Universität Freiburg Unicom Kommunikation & Medien www.unifr.ch/unicom

Chefredaktion | Rédaction en chef

Claudia Brülhart | claudia.bruelhart@unifr.ch Farida Khali (Stv./adj.) | farida.khali@unifr.ch

Art Direction

Daniel Wynistorf | daniel.wynistorf@unifr.ch

Adresse

Universität Freiburg Unicom Kommunikation & Medien Avenue de l'Europe 20, 1700 Freiburg www.unifr.ch

Online | En ligne

www.unifr.ch/universitas

Autor_innen | Auteur·e·s

Lovis Noah Cassaris | lovis.cassaris@unifr.ch Patricia Michaud | info@patricia-michaud.ch Sophie Roulin | info@sophieroulin.ch Daniel Saraga | danielsaraga@saraga.ch Ori Schipper | ori_schipper@sunrise.ch

Titelbild | Image de couverture

Raphael Ganz | raphael.ganz@bluewin.ch

Illustrationen Dossier | Illustrations du dossier

Raphael Ganz | raphael.ganz@bluewin.ch

Fotos | Photos

Christian Doninelli | christian.doninelli@unifr.ch Stéphane Schmutz | info@stemutz.com Getty Images | gettyimages.com

Sekretariat | Secrétariat

Marie-Claude Clément | marie-claude.clement@unifr.ch

Druck | Impression

Canisius SA Avenue Beauregard 3 CH-1700 Fribourg

Auflage | Tirage

9'200 Exemplare | dreimal jährlich 9'200 exemplaires | trois fois par année

ISSN 1663 8026

Alle Rechte vorbehalten.

Nachdruck nur mit Genehmigung der Redaktion.

Tous droits réservés

La réimpression n'est autorisée qu'avec l'accord de la rédaction.

Die nächste Ausgabe erscheint im August 2024.

La prochaine édition paraîtra en août 2024.

Die in dieser Publikation zum Ausdruck gebrachten Meinungen entsprechen nicht zwangsläufig der Haltung der Unifr.
Les opinions exprimées dans les articles d'*universitas* ne reflètent pas forcément celles de la rédaction.



Edito

Chère Allemagne, chère voisine,

Comment vas-tu?

Nos liens avec toi résistent aux aléas du temps, de l'économie et de la politique. Nos relations sont «traditionnellement bonnes» nous dit le Département des affaires étrangères de la Confédération (DFAE). Tu es notre partenaire principal en matière de commerce, ainsi que d'éducation, de recherche et d'innovation. Nous partageons une langue – souple et inventive comme le montre les illustrations de notre dossier –, terreau d'une riche culture commune.

Toi, le pays des poètes et des penseurs, il était donc bien temps de prendre de tes nouvelles. Notre dossier invite les expert·e·s de notre université à nous raconter leur Allemagne, celle qui fait l'objet de leur recherche et de leurs travaux. Elles et ils nous proposent des réflexions sur les sources de ton identité et de ton nom; s'interrogent sur tes pratiques de management ou ton système de santé; analysent ton rapport aux guerres qui frappent la Russie et l'Ukraine, comme Israël et la Palestine.

A la croisée des langues et de l'horreur guerrière, Thomas Hunkeler, professeur en littérature française et comparée et son invité, le traducteur Olivier Mannoni, évoquent les défis du travail «obscène mais nécessaire» de proposer une nouvelle traduction, accompagnée d'un appareil critique fouillé, du *Mein Kampf* d'Hitler. L'article nous amène aux interrogations de Martin Widrig, lecteur au Département droit public: l'histoire pourrait-elle se répéter?

Chère Allemagne, même s'il semble que le chemin qui nous relie passe actuellement par Bruxelles, sois assurée que, de l'autre côté du Rhin, nous sommes toujours curieux, admiratifs et soucieux de notre grande voisine.

Très cordialement, Farida Khali Rédactrice en chef adjointe

Inhalt | Sommaire

News

6 Des fleurs, des sourires et une nouvelle capitaine Astrid Epiney a laissé la barre à la nouvelle Rectrice, Katharina Fromm

Portrait

B Les yeux tournés vers le ciel
Daniel Neuenschwander, directeur de l'exploration humaine et robotique au sein de l'Agence spatiale européenne

10 Dossier Allemagne

Deutschland, wie geht es dir?
Alle reden von Krise. Welche Krise?

17 Une identité allemande? Au-delà des guerres
La question douloureuse de l'identité allemande remonte
bien au-delà de la période nazie

Wie Deutschland zu seinem Namen kam «Wer den namen unseres volks mit T schreibt, sündet wider den sprachgeist.»

22 **Zum Zahnarzt ins Nachbarland?** Zwei Gesundheitssysteme unter der Lupe

26 Le management allemand importé en terres helvétiques

Comment le management allemand est-il perçu dans les filiales suisses?

29 **Deutschland unter Druck**Schuld und Sühne: Vom Umgang der Bundesrepublik
mit den Kriegen in Israel und der Ukraine

«C'était un travail obscène mais nécessaire» Pourquoi traduire Mein Kampf? Un entretien éclairant sur un exercice difficile

35 **Deutsch und deutlich**Rindfleischetikettierungsüberwachungsaufgabenübertragungsgesetz

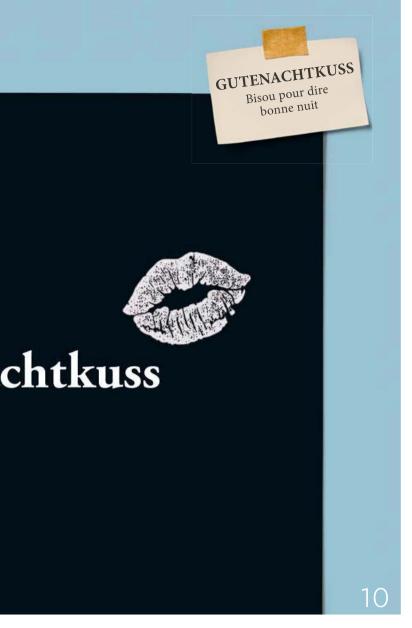
Das elfte GebotSchützet die Verfassung, die Rechte und die Minderheiten!

4.1 Land der Dichter und Denker
«Denke ich an Deutschland in der Nacht, | Dann bin ich
um den Schlaf gebracht, | ...»

43 Suisse – Allemagne: Le chemin passe par Bruxelles Les relations bilatérales ne sont pas une option









Recherche & Enseignement

46 Du labo à la start-up: dépister le cancer du sein autrement

Détection précoce: un projet innovant basé sur une simple prise de sang

Forschung & Lehre

50 Das Verschwinden der kalten Zeitzeugen

Immer höher hinauf und immer schneller schmilzt das Eis der Schweizer Gletscher. Die beiden Geowissenschafter Matthias Huss und Enrico Mattea sprechen über diese rasante Beschleunigung und deren Konsequenzen

Interview

54 Lust am Lesen

Wer liest wieviel, wann und was? Wieso lesen wir allgemein weniger? Und überhaupt: Was heisst «leseunfähig»? Eine Expert_innenrunde unterhält sich über die Lust am Lesen

Fokus

58 Plus de transparence pour plus de confiance

Mieux communiquer pour reprendre le débat en main

People & News

61 Namen und Auszeichnungen

Was gibt's Neues an der Unifr?

Du tac au tac

○ Elisabeth Dutton

Professeure au Département d'anglais



Des fleurs, des sourires et une nouvelle capitaine

La cérémonie de passation entre Astrid Epiney et Katharina Fromm s'est tenue le 1^{er} février 2024. Le public, issu de la communauté universitaire ainsi que des milieux académiques et politiques, a salué le travail accompli par la première rectrice de l'histoire de l'Université de Fribourg par une *standing ovation* et réservé un accueil en fleurs et en musique à la nouvelle capitaine du navire. La Professeure de chimie est ainsi la deuxième femme à prendre la barre de notre institution.

unifr.ch/go/passation



Les yeux tournés vers le ciel

Il y a tout juste un an, Daniel Neuenschwander était nommé directeur de l'exploration humaine et robotique au sein de l'ESA, l'Agence spatiale européenne. Son parcours a démarré à l'Université de Fribourg. sophie Roulin

D'aussi loin qu'il s'en souvienne, Daniel Neuenschwander a toujours eu les yeux tournés vers le ciel. «Mais pas forcément aussi loin que la lune et les étoiles.» Ce qui le faisait rêver quand il était petit, c'étaient les avions. Il gravite désormais dans des sphères bien plus élevées, puisqu'il est entré à la Direction de l'Agence spatiale européenne (ESA) en 2016, après avoir occupé différents postes à responsabilité au sein du Bureau suisse des affaires spatiales (Swiss space office, SSO). «J'avais choisi l'Université de Fribourg pour étudier la climatologie, dans la perspective de devenir pilote», raconte le Bernois, qui a grandi dans le Canton de Vaud. Il a d'ailleurs reçu son O.K. pour un poste chez Swissair le même jour qu'il recevait les résultats de ses examens finaux. «J'y suis resté jusqu'au grounding.» Soit à peine plus d'un an.

Grâce au Professeur Martin Beniston

«Après cela, j'ai dû me réorienter. J'ai alors repris contact avec le Professeur Martin Beniston, qui était alors directeur de l'Institut de géographie et auprès de qui j'avais réalisé mon travail de diplôme. C'est grâce à lui et à ses contacts que je suis tombé dans le spatial!» En tant que pilote de ligne – au bénéfice d'une formation de pilote militaire - et diplômé en géographie physique, le jeune homme imaginait décrocher un travail dans la navigation ou l'observation terrestre. «J'ai été convoqué à un entretien pour un poste comme celui-ci. J'en suis ressorti avec un travail dans les vols habités et la recherche en microgravité. Mais j'étais loin du compte au niveau des connaissances dans le domaine spatial. Il a fallu s'y plonger et apprendre.»

Le plus jeune chef de délégation

De 2002 à 2006, il fait ses gammes à Berne avant de devenir le délégué permanent de la Suisse auprès de l'ESA, à Paris, lui permettant

de suivre aussi des cours à HEC. En 2009, il revient à Berne où il est nommé chef du SSO. «J'avais 34 ans et je crois que je détiens toujours le titre du plus jeune chef de délégation à l'ESA.»

Un saut de carrière intervient en 2016. Alors qu'il était jusque-là employé par la Confédération, Daniel Neuenschwander est élu à la Direction des lanceurs à l'ESA (devenue depuis Direction du transport spatial). «l'étais basé à Paris, avec des équipes dispersées entre Paris et Rome et un port spatial en Guyane. La mission était de développer les technologies du futur pour les systèmes de lancement et d'accompagner l'exploitation d'Ariane 5. C'était passionnant!» Parmi les souvenirs les plus marquants, il évoque le lancement du télescope James Webb, le 25 décembre 2021. «L'injection orbitale a été si précise qu'elle a permis de doubler la durée de vie du télescope!» Conscient de ne pas être un père toujours présent, Daniel Neuenschwander a emmené individuellement chacun de ses trois enfants ainsi que son épouse pour suivre et vivre un décollage. «Je voulais qu'ils et elle puissent ressentir ce qui m'anime et me motive dans ce métier si prenant.»

A l'ESA jusqu'en 2028

Alors qu'il entrait dans la dernière année de son deuxième mandat à la tête des lanceurs, Daniel Neuenschwander s'est vu proposer de devenir directeur de l'exploration humaine et robotique, toujours au sein de l'ESA. Un mandat d'ores et déjà renouve-lé jusqu'en 2028. L'orbite basse, la lune et Mars font désormais partie de son domaine d'actions. Depuis son entrée en fonction en juillet 2023, deux astronautes de l'ESA ont pris place dans des vols habités au départ des Etats-Unis. Mais le quotidien de Daniel Neuenschwander est plutôt dédié à

la négociation. «Avec les partenaires industriels, les responsables des affaires spatiales, les ministres, voire avec les chefs d'Etat. La dimension scientifique est aussi beaucoup plus importante que dans mon poste précédent. Mes activités sont très hétérogènes, avec des tâches lourdes aussi étant donné les budgets qui sont en jeu. On parle d'argent public, qui provient des impôts payés par les citoyen·ne·s. Il est important que chaque euro soit bien investi... C'est très helvétique comme position. Et j'y tiens!»

Stratégie d'exploration à implémenter

La Suisse, il n'y est pourtant plus très souvent. «Mais comme beaucoup d'expat', je me sens plus suisse maintenant que quand j'y vivais.» Ce parfait bilingue estime que ses origines helvétiques lui sont utiles pour progresser dans un environnement multiculturel et multilingue. De passage pour renouveler son passeport, il en a profité pour faire le plein de chocolat avant de repartir vers Paris où il réside toujours avec sa famille, même s'il est désormais basé à Cologne. «J'aime bien retrouver ce quartier de Pérolles/Fonderie. Je garde des souvenirs magnifiques de mes années d'université, de cette vie sans contrainte, des excursions sur le terrain...» Mais quand on est directeur à l'ESA, le temps est compté. L'heure allouée à cette rencontre est déjà dépassée et le téléphone portable de Daniel Neuenschwander fait savoir que le moment est venu de retourner aux affaires. «La semaine dernière, nous avons finalisé la stratégie d'exploration présentée au Sommet interministériel de l'ESA, à Séville en novembre. Il s'agit désormais de l'implémenter.» Et de permettre à l'Europe de rester compétitive au-delà de l'orbite terrestre...

Sophie Roulin est journaliste indépendante.



Allemagne

Sei es das Erstarken der rechtsextremen Partei Alternative für Deutschland (AfD) oder auch der Umgang mit den Kriegen im Nahen Osten und in der Ukraine: Entwicklungen und Entscheidungen in Deutschland sind auch heute noch geprägt von der Vergangenheit und werden kritisch beäugt. Wir befassen uns aber nicht nur mit Weltschmerz und Katzenjammer, sondern auch mit der Freude an der deutschen Sprache respektive mit Wörtern, die Sie einladen möchten ins Kopfkino.

Fremdschämen

Verschlimmbessern

Welt schmerz

Wunderkind

Blei wüste

Nein sager

Kopfkino

Katzenjammer

Ohr wurm

Kaffeeklatsch

Gutenacht kuss

Deutschland, wie geht es dir?

Die Bundesrepublik macht seit Monaten von sich reden – eine Schlagzeile löst die andere ab. Im Gespräch mit drei Experten fühlen wir Deutschland den Puls. Claudia Brülhart

Um den Tisch sitzen: Siegfried Weichlein, in Hessen geboren, hat in Freiburg im Breisgau, in Tübingen und in Jerusalem studiert, lange in Berlin gearbeitet und ist heute Professor für Europäische und Schweizerische Zeitgeschichte an der Universität Freiburg in der Schweiz. Damir Skenderovic, Professor für Zeitgeschichte, der seine ersten Lebensjahre in Dortmund verbracht hat, seinen Bezug zu Deutschland aber vor allem in seiner Forschung zur Geschichte des Rechtsextremismus und Rechtspopulismus nach 1945 sieht. Und Martin Rohde, der in Ostberlin geboren wurde und kurz nach dem Mauerfall für die Liebe in die Schweiz ausgewandert ist. Er hat Kunstgeschichte studiert, sich auf das Mittelalter spezialisiert und ist heute Geschäftsführer des Mediävistischen Instituts dieser Universität.

In Deutschland herrscht Krise oder wie in der Süddeutschen Zeitung zu lesen war: «Es gärt im Lande». Wo gärt es denn im Moment am meisten?

Siegfried Weichlein: Krise ist Normalzustand. Es gibt keine Gesellschaften jenseits von Krise und die Krisenrhetorik ist sozusagen allgegenwärtig. Ich würde es eher eine Verdichtung von Problemen nennen, im Äusseren und im Inneren. Krieg in der Ukraine und im Gazastreifen. Ein anspruchsvolles Programm der Regierung zum Umbau der Industriegesellschaft, zum ökologischen Wandel, um den Klimawandel und die sozialen Schieflagen zu adressieren. Uneinigkeiten bei der Finanzierung und Umsetzung dieses Programms. Natürlich stösst das alles auf Widerstand.

Damir Skenderovic: Tatsächlich herrscht in Deutschland im Moment eine erhöhte Aufgeregtheit, die in einer be-

stimmten politischen Konfiguration stattfindet, aber zu sagen, es sei jetzt mehr Krise als gestern, dem würde ich widersprechen. Bei Krisen geht es ja auch um die Frage, wer definiert sie, wer füllt sie auf mit Deutungen und dann vor allem auch mit Lösungsangeboten. Das Interessante, das in Deutschland im Moment passiert, ist, dass in Bezug auf die Frage, wie die angebliche Krise überbrückt werden soll und mit welchen Lösungen, neue Player ins Spiel kommen und auch neue Lösungsvorschläge. Im politischen Raum gibt es nun «Alternativen», die in einer Krisendiskussion in den 90er Jahren nicht so realistisch erschienen, wie sie es jetzt sind.

Was sind das für Alternativen, die Sie ansprechen?

Damir Skenderovic: Es ist ein rechtes Lager, das auf den Plan tritt und zwar mit einem neuen, gestärkten Selbstbewusstsein. Obwohl diese Akteure und Denkwelten eine Geschichte im Nachkriegsdeutschland haben, wurden sie lange entweder belächelt oder ignoriert oder aber in Teile der CSU, der CDU oder auch in bestimmte Intellektuellenkreise integriert. Jetzt kommen sie in voller Montur in die Diskussion rein.

Profitieren diese Alternativen von einer gewissen Unsicherheit, von einer Unzufriedenheit in der deutschen Bevölkerung?

Damir Skenderovic: Das ist wie mit dem Huhn und dem Ei. Die Unsicherheit, ist sie da oder wird sie gemacht, evoziert? Ich glaube, es ist ein zentraler Punkt der gegenwärtigen Krisenwahrnehmung, dass gerade diese Akteure darauf

aus sind, eine Rhetorik der Krise und Unsicherheit zu führen und damit Krisengefühle zu alimentieren.

Martin Rohde: Dem kann ich mich nur anschliessen. Ich denke, wenn wir von Krise reden, dann wäre es eine Krise auf einem sehr hohen Niveau. Natürlich gibt es auch Armut, Probleme und Frustration in Deutschland. Es ist ein Land, das einen einschneidenden Wandel erfahren hat. Aber solche Transformationsprozesse gibt es auch in anderen Ländern, die sind ja nicht auf Deutschland beschränkt. Es sind Prozesse, die zu grosser Verunsicherung führen können.

Vielleicht müsste man sagen, das Land ist in Aufruhr? Nichtsdestotrotz gehen ja seit Monaten tausende Menschen auf die Strassen und demonstrieren.

Siegfried Weichlein: Sozialwissenschaftler wie der Soziologe Steffen Mau von der Humboldt-Universität zu Berlin sagen uns, dass das Narrativ einer polarisierten Gesellschaft von urbanen, kosmopolitischen Eliten und abgehängten ländlichen Schichten, von Blue Collar gegen White Collar, von gut Ausgebildeten gegen schlecht Ausgebildete, nicht stimmt bzw. nicht verallgemeinerbar ist. Die Polarisierung wird eher bewirtschaftet. Natürlich steht in der Zeitung, es herrsche Krise. Aber ich will darauf hinaus, dass es gerade im akademischen Raum wichtig ist, einen nüchternen Blick zu behalten und sich nicht von der Tagespresse überwältigen zu lassen. So polarisiert und krisenhaft, wie viele tun, steht die Bundesrepublik nicht da.

Wie beurteilen sie die zunehmende Beliebtheit der Alternative für Deutschland – der AfD? Ist das ein Grund zur Sorge?

Siegfried Weichlein: Vor dem Hintergrund der deutschen Geschichte ist natürlich jeder Prozentpunkt für diese Rechtsradikalen ein Grund zur Bestürzung und zum Protest. Und das hat sich in jüngster Zeit nochmal verdichtet dahin, dass die AfD sich selber radikalisiert hat. Historisch gesehen ist AfD nicht gleich AfD. Die haben angefangen mit Bernd Lucke, einem Ökonomie-Professor aus Hamburg. Der hat gegen den Euro gehetzt und wollte insbesondere europäische Dinge anders haben. Dann hat Frauke Petry aus Sachsen übernommen, eine Pastorenfrau. Mit ihr hat sich die Partei dann radikalisiert und das Migrationsthema ist allmählich stärker in den Vordergrund getreten. Mit der in Einsiedeln ansässigen Alice Weidel am Ruder hielt die Partei diesen Kurs bei. Dagegen stehen auf der anderen Seite der Partei Leute wie Alexander Gauland und natürlich SA-Leute wie Björn Höcke. Zwischen Höcke und dem braunen Milieu ist kein echter Unterschied mehr zu erkennen. So aufgeregt Frau Weidel auch tut, so tritt sie doch in erster Linie für niedrige Steuern, freie Unternehmerhand und ein libertäres Bild der Gesellschaft ein, das natürlich identitär bewirtschaftet wird, während Höcke ganz klar auf der völkischen Schiene fährt.

Damir Skenderovic: Ja, Alice Weidel ist nicht gleich Björn Höcke. Weidel ist die neue, modernisierte Verkörperung einer rechtspopulistischen Leaderfigur. Sie beherrscht das, was man auf Französisch einen double-discours nennt, rhetorisch geschult bespielt und alimentiert sie gleichzeitig rechtsextreme und eher gemässigte Tonlagen. Der Unterschied ist, dass Höcke es offen macht, er hat auch eine entsprechende Politisierung und Sozialisierung. Er kommt aus dem rechtsextremen, neonazistischen Milieu. Alice Weidel verbreitet das klassisch populistische Diktum «wir da unten gegen die da oben», also gegen eine angeblich korrumpierte Elite, die Deutschland zerstöre. Da ist Weidel gleich wie Höcke, und das ist das Gefährliche, da wird in Deutschland, aber auch in anderen Ländern, die Demokratie erschüttert, weil man das Vertrauen in die demokratischen Institutionen und deren Umsetzung mit solchen Rhetoriken radikal untergräbt.

Sprechen wir kurz über Terminologie. Ist die AfD rechtsextrem, rechtspopulistisch – oder rechtsradikal? Was ist korrekt?

Siegfried Weichlein: Können wir uns darauf einigen, dass sie nicht wählbar ist?

Damir Skenderovic: Die AfD ist kein singuläres Beispiel in Europa. Es ist eine Partei, wie wir sie in vielen anderen europäischen Ländern beobachten – sie ist Teil des rechtspopulistischen Parteienlagers, das sich als Parteienfamilie in den 90er Jahren in Europa etabliert hat. Die AfD ist ähnlich wie der Front National – heute Rassemblement National –, der Vlaams Belang oder die skandinavischen Fortschrittsparteien, aber auch mit Unterschieden, die sie aufgrund der politischen Systeme, Institutionen und Geschichte der jeweiligen Länder aufweisen.

Martin Rohde: Obwohl sich ja zum Beispiel Le Pen von der AfD distanziert.

Damir Skenderovic: Die SVP distanziert sich auch von der AfD und lädt Alice Weidel nach Zürich zum Albisgüetli-Treffen ein...

Auslöser für die Demonstrationen in Deutschland war ein Geheimtreffen von Rechtsradikalen im letzten November in Potsdam. Offenbar wurden da auch Pläne geschmiedet zur Aussiedlung von Millionen von Menschen in Deutschland. Wie ernst muss man solche Diskussionen nehmen?

Siegfried Weichlein: Da gefriert einem als Historiker schon das Blut in den Adern! Das ist der Vergleich zu den Nürnberger Rassegesetzen, in denen unterschieden wird zwischen Staatsbürgerschaft und Reichsbürgerschaft. Hier geht es nicht mehr um die Migrationsthematik. Hier ist die Neudefinition der bundesdeutschen Bevölkerung angesprochen. Deswegen ziehe ich auch den Begriff Bundesrepublik dem Begriff Deutschland vor. Es scheint mir

wichtig von der Bundesrepublik zu reden und nicht diese identitär belastete Bezeichnung «Deutschland» zu gebrauchen. Worauf ich hinaus will ist, dass die AfD Deutsche mit deutschem Pass und mit deutscher Staatsbürgerschaft, mit deutschen Recht, mit deutscher Familie ausbürgern will. Und das ist unheimlich. Das hatten wir schon mal.

Damir Skenderovic: Also das Ereignis selber, das Treffen in Potsdam, das hat ja Kennerinnen und Kenner dieser Szene nicht überrascht. Aber das Ereignis ist wichtig, weil es eben ein Auslöser war für vieles, was jetzt gekommen ist mit den Demonstrationen, diesem öffentlichen Widerstand.

Die AfD gilt in den Bundesländern Thüringen, Sachsen und Sachsen-Anhalt als gesichert rechtsextrem. Wieso hat die Partei gerade in den neuen Bundesländern so viel Erfolg?

Martin Rohde: Es ist nicht eine reine Ostgeschichte, auch wenn es gerne als solche verkauft wird. Die gesamte Führungsriege der AfD ist aus dem Westen. Ausserdem hat die AfD mittlerweile auch in Baden-Württemberg oder in Hessen oder Bayern sehr grossen Zulauf, wenn auch nicht die gleichen Zahlen wie im Osten. Die Popularität der AfD im Osten hat sicher auch damit zu tun, dass es da noch immer ein grosses Potenzial an Unzufriedenheit gibt. Kein Wunder, wenn man daran denkt, dass es im Vergleich zum Westen immer noch einen Lohnunterschied von durchschnittlich 20 Prozent gibt, die Renten immer noch niedriger sind, die Industrie kaputt gegangen ist und so weiter.

Hätte man etwas anders machen müssen nach dem Mauerfall damit dieses Frustrationspotential nicht noch 35 Jahre nach der Wende so präsent ist?

Martin Rohde: Das wird ja mittlerweile auch gross diskutiert. Aus meiner Perspektive hängt es schon auch damit zusammen, dass in dem ganzen Prozess der Wiedervereinigung einiges schiefgelaufen ist, angefangen damit, dass man zum Beispiel die Verfassung, also das Grundgesetz, hätte erneuern müssen, so wie es im Grundgesetz selber ja steht. In Ostdeutschland gibt es immer noch viele Leute, die das Gefühl haben, sie seien Menschen zweiter Klasse in Deutschland. Das liegt vielleicht gar nicht mal nur dran, dass es ihnen schlechter geht, im Gegenteil, ich glaube vielen Leuten geht es besser als früher, aber man ist irgendwo immer ein Stück weit zurückgesetzt.

Siegfried Weichlein: Was auch eine Rolle spielt, ist, dass die Diktaturerfahrungen unterschiedlich sind. Die Diktaturerfahrung in Friedrichshagen, in Dresden oder in Rostock knüpft an bei der SED, der ehemaligen Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. Das ist die letzte Diktatur, die sozusagen die Folie abgibt für den eigenen Protest. Und das ist auch der Grund, weshalb sich die CDU in Thüringen, Sachsen oder auch in Brandenburg so schwer

damit tut, mit den Linken zu koalieren, um die AfD zu verhindern. Hinzu kommt noch der Umgang mit dem Nationalsozialismus im Zweiten Weltkrieg in der DDR. Der Holocaust und der Zweite Weltkrieg, das waren die anderen, das waren die Westdeutschen, das waren die Faschisten. Zusammengenommen gibt das eine ganz andere Konstellation als etwa in Düsseldorf, wo die letzte Diktaturerfahrung der Nationalsozialismus ist.

Damir Skenderovic: In den letzten Jahren stellt man sich in der Forschung vermehrt die Frage, inwieweit es fruchtbar ist, West- und Ostdeutschland miteinander zu vergleichen. Oder ob man nicht eher Ostdeutschland und andere osteuropäische Länder vergleichen sollte in dieser Zeit nach 1989. Und damit auch gewisse Entwicklungen, wie in den letzten 10 Jahren das Aufkommen nationalistischer, rechtspopulistischer Parteien in verschiedenen osteuropäischen Ländern. Ob hier nicht gesellschaftliche und politische Veränderungen stattfinden, die allgemein postkommunistische Regionen und Länder kennzeichnen. Siegfried Weichlein: Vieles in der gegenwärtigen Diskussion läuft darauf zurück, dass die DDR bis 1990 fest verankert war im sozialistischen Wirtschaftssystem, im sozialistischen politischen System, auch im militärischen System, dann aber für die historische Analyse durch das Ereignis der Deutschen Einheit sozusagen automatisch hineingeschrieben wird in einen West-Ost-Vergleich mit der Bundesrepublik. Wenn Sie die Transformation anschauen, also Transformationsforschung nach 1990, da ist die DDR gewissermassen Spitzenreiterin. Die Politiker früher in Bonn, dann in Berlin, führen immer wieder ins Feld, was «wir nicht alles getan haben». Sie haben dabei die Transformation in anderen Staaten im Blick. Die Menschen in Radebeul bei Dresden vergleichen sich aber nicht mit dem polnischen Wrocław, sondern mit Westberlin, Köln, Würzburg oder München. Transformationsgeschichtlich ist das gigantisch, was in den ostdeutschen Ländern geleistet wurde, die Wahrnehmung bildet das aber nicht ab.

Martin Rohde, Sie haben in der DDR gelebt. Können Sie verstehen, dass es so schwierig ist, aus diesen 28 Jahren hinter der Mauer in ein ganz anderes System katapultiert zu werden?

Martin Rohde: Das ist natürlich auch generationsabhängig. Für meine Generation kam die Wende genau zum richtigen Zeitpunkt. Ich war 22. Die Welt stand auf einmal offen und wir hatten alle Möglichkeiten, die es vorher nicht gegeben hat. Für die Generation meiner Eltern war es natürlich eine Katastrophe, die sind schliesslich mit dem System gross geworden, meine Eltern waren überzeugte Kommunisten. Die haben das ganze System eigentlich mit aufgebaut, und für die war dann mit 50 auf einmal alles falsch, was sie in ihrem Leben gemacht haben.

Gemäss dem ehemaligen Ostbeauftragten Marco Wanderwitz ist die ehemalige DDR noch nicht in der Demokratie angekommen, jedenfalls nicht jene, die AfD wählen. Ist das eine zu krasse Aussage?

Siegfried Weichlein: Das ist zu krass! Man muss doch in Erinnerung rufen, dass sich nach 1990 schnell nicht nur Parteien ausgedehnt haben, sondern sich auch ostdeutsches Personal in Brandenburg, Sachsen-Anhalt oder Mecklenburg-Vorpommern an die Spitze der Parteien gestellt hat. Und auch, dass Wahlen mit 70 bis über 80 Prozent eine enorm hohe Wahlbeteiligung erfahren, weit oberhalb der Schweiz. Die ostdeutschen Länder haben im Föderalismus eine Stimme; sie sind nicht zum Objekt von Almosen und Zahlungswilligkeit geworden, sondern zu einem politischen Subjekt auf Augenhöhe mit den alten Bundesländern. Die neuen Länder sind über den Bundesrat eingebunden in die Bundespolitik. Und vergessen sie nicht: Wir hatten 16 Jahre lang eine Bundeskanzlerin, die aus Ostdeutschland kommt.

Martin Rohde: Wir Ostdeutschen haben uns diese Demokratieerfahrung erkämpft! Ich war ja dafür sogar noch im Gefängnis vor dem Mauerfall. Da habe ich natürlich eine ganz andere Einstellung dazu, eben zum Beispiel zum Wählen. Für mich ist es unvorstellbar, dass man sein Wahlrecht nicht wahrnehmen kann. Und die Westdeutschen, die haben das sozusagen geschenkt bekommen. Deswegen finde ich es ein bisschen heikel zu sagen, die Ostdeutschen hätten da irgendwie keinen Zugang zur Demokratie.

Die Ost-West-Bezeichnungen halten sich hartnäckig.

Martin Rohde: Das kann man wohl sagen. Ich bin vor 30 Jahren ausgewandert und lebe jetzt länger in der Schweiz als damals in Ostdeutschland und bin hier eingebürgert. Aber ich bin häufig immer noch der Ossi. Das stört mich persönlich auch gar nicht. Stören tut mich aber der Umstand, dass der Begriff «Osten» noch immer pejorativ geprägt ist. Und über die Sprache kommt natürlich zum Ausdruck, dass der Osten noch immer nicht gleichberechtigter Teil der Bundesrepublik ist.

Zurück zur AfD. Diesen Herbst stehen in Sachsen, Thüringen und Brandenburg Landtagswahlen an. Hat die AfD eine Chance?

Siegfried Weichlein: Gemäss den Umfragen gibt es einen enormen Anstieg der AfD, also auf bis zu 30 oder sogar über 30 Prozent. Die politisch-analytische Frage, die sich daraus ergibt, lautet: Sind die anderen Parteien in der Lage, eine Koalition bei allen Unterschieden unter sich zu bilden unter Ausschluss der grössten Partei, der AfD, oder schert eine der grossen Parteien, sprich die CDU, soweit aus und sagt «Nein, wir koalieren mit der AfD», und zwar mit dem Argument, das sei ja demokratisch. Das ist letztlich in allen drei Bundesländern die Situation, die ich sehe.

Das Wachstum der AfD scheint mir analytisch also gar nicht so sehr im Zentrum zu stehen, sondern die Frage eben, wie sich die gemässigte Rechte verhält.

Martin Rohde: Im Moment sind die AfD-Zahlen wieder am Sinken. Aber es ist immer noch beschämend. Wobei dieses Stammpublikum an rechtsnationalistischen Wählern halt schon lange bei 20 Prozent liegt. Dass es darüber hinausgeht, also bis zu 30 Prozent, das gab es so noch nicht. Ich glaube aber nicht, dass es passieren wird, dass die CDU da irgendwo ausschert.

Siegfried Weichlein: Die Verabredung in der CDU scheint zu sein, dass man eine Koalition mit der AfD auf Bundesebene ausschliesst – und deswegen jetzt den Grünen Avancen macht. Auf Länderebene soll der Entscheid den Landesvertretungen überlassen bleiben.

Damir Skenderovic: Dieses Jahr ist ja ein Super-Wahljahr in vielen europäischen Ländern, aber auch ausserhalb Europas. Und die drei Wahlen in Deutschland sind ein Spiegelbild davon, was auch in anderen Ländern diskutiert wird beziehungsweise was diskutiert werden muss: Wie verhält man sich machtpolitisch wie auch demokratiepolitisch gegenüber Parteien, die Grundlagen der Demokratie unterminieren. Es ist bemerkenswert, dass man in Deutschland von einer «Brandmauer gegen rechts» spricht, während in anderen Ländern von einem «cordon sanitaire» gesprochen wird.

Siegfried Weichlein: Können wir bitte Bundesrepublik sagen und nicht Deutschland?

Claudia Brülhart ist Chefredaktorin des Wissenschaftsmagazins «universitas».

Unser Experte ➤ Siegfried Weichlein ist Professor für Europäische und Schweizerische Zeitgeschichte am Departement für Zeitgeschichte. siegfried.weichlein@unifr.ch



Unser Experte ➤ Damir Skenderovic ist Professor für Zeitgeschichte am Departement für Zeitgeschichte. damir.skenderovic@unifr.ch



Unser Experte ➤ Martin Rohde ist Geschäftsführer des Mediävistischen Instituts. martin.rohde@unifr.ch





Une identité allemande? Au-delà des guerres

Dans l'histoire de l'Allemagne, la période nazie a pris une telle importance qu'elle écrase parfois les périodes précédentes. Sans, en aucune façon, nuancer l'unicité et l'atrocité de la Shoah, il convient de reconnaître que l'interrogation douloureuse sur l'identité allemande est bien plus ancienne. La guerre de Trente Ans (1618–1648) et la discussion sur son impact peuvent en livrer quelques clés de lecture. claire Gantet

Les ouvrages et sites web grand public brossent volontiers le tableau d'une Allemagne ravagée, sinon dépecée, par toutes sortes d'armées - danoises, suédoises et françaises notamment - de 1618 à 1648. La guerre de Trente Ans aurait été l'un des moments traumatiques de l'histoire allemande. Mais à quoi renvoie l'Allemagne et cette vue rend-elle compte de la guerre de Trente Ans? Certes, le terme est usité, en particulier à l'étranger, pour désigner en mots simples l'Etat féodal complexe qu'est le Saint Empire de la nation germanique (ou Saint-Empire). Toutefois, non seulement il ne s'agit pas d'un Etat territorial borné par des frontières claires, mais on parle tchèque dans l'un de ses cœurs, la Bohême, et, dans les zones frontalières, italien, slovène, polonais, danois, hollandais, français - sans compter les nombreux dialectes et parlers. Les identités sont multiples, locales, confessionnelles ou religieuses, familiales ou corporatives, etc.

Une patrie bien-aimée

Or, le discours national sur la guerre de Trente ans n'est pas seulement le fait de quelques amateurs-trices peu informé-e-s. En 2018, le Professeur émérite de l'Université d'Iéna, Georg Schmidt, a publié *Die Reiter der Apokalypse. Geschichte des Dreißigjährigen Krieges.* Avec ses 810 pages, il s'agit de la synthèse la plus imposante et la mieux vendue sur cette guerre. Il y écrit: «[Das Heilige Römische Reich] war in seinem staatlichen Kern weder heilig noch römisch, noch ein Reich im Sinn eines expansiven Imperiums.

Es war weltlich, deutsch und hochkomplex» (p. 52), et plus loin: «Der Reichs-Staat bzw. die deutsche Nation firmierten auf dem Papier der Reichsabschiede in unzähligen Druckschriften als (geliebtes Vaterland). Reichspatriotismus wurde gefordert und gelebt - im Kampf gegen Türken, Spanier und Franzosen, vielleicht etwas weniger gegen Dänen und Schweden. Die Deutschen waren stände-, regionen- und konfessionenübergreifend ebenso stolz auf die kulturellen und technischen Errungenschaften ihrer Vorfahren wie die Mitglieder anderer Nationen. Sie schätzten die ihre Freiheit garantierende Verfassung und ihre germanische Herkunft. Sie sorgten sich um ihre Autonomie, um die Reinhaltung ihrer Sprache, ihre überlieferten Sitten und Gebräuche sowie ihren Glauben. Der Reichspatriotismus fußte auf den durch die Verfassung geschaffenen politischen Verhältnisse und auf allem, was das Prestige der Nation begründete» (p. 111). On n'est donc pas surpris de lire sous sa plume que la paix séparée de Prague, en 1635, aurait soulevé une vague d'enthousiasme national («nationale Begeisterung», p. 477). L'empereur aurait compris ceci: «Die Nation benötige die Rückbesinnung auf die eigenen kulturellen Werte, um zu Einigkeit und Recht, Freiheit und Frieden jenseits des Glaubensstreites und des Mächtegerangels zu finden» (p. 479).

Retour aux sources

L'historien Georg Schmidt exprime par là une conviction profonde: l'identité allemande actuelle reste à tel point

traumatisée par les ravages de la période nazie qu'elle en a oublié des soubassements bien plus anciens qu'il qualifie de «republikanisch-freiheitlich» (p. 694). Sa synthèse sur la guerre de Trente Ans est guidée par le souci de réhabiliter une tradition politique qu'il perçoit comme ensevelie sous les désastres du XX^e siècle «Republikanisch-freiheitliche Verfassungen besitzen in Deutschland jedoch eine lange Geschichte, das wissen die Deutschen nur noch nicht» (p. 694).

Or, si la culture politique du Saint-Empire était caractérisée par un partage de la souveraineté et la nécessité du consensus, recherché dans des organes de rencontre entre l'empereur et les états qui siègent à la Diète, ces libertés étaient corporatives, et non républicaines-libérales.

Biais national

L'interprétation de Georg Schmidt n'est certes pas acceptée par de nombreux·ses historien·ne·s. Mais même celles ou ceux qui en dénoncent le biais national, appréhendent la guerre de Trente Ans sous un angle allemand. Dans les ouvrages et manuels courants, la guerre est divisée en quatre périodes: la guerre de Bohême (1618-1621), la guerre danoise (1621-1629), la guerre suédoise (1630-1634), et la guerre internationale ou française (1635-1648). Si ces tranches ont le mérite de la commodité, elles reproduisent un point de vue particulier, fortement simplifié – celui des belligérants vus du côté de l'empereur du Saint-Empire et ne correspondent pas à la réalité. Il n'y a, par exemple, jamais eu de «guerre danoise» puisque le roi du Danemark s'est engagé dans la guerre personnellement, en tant que duc de Holstein (donc membre du Saint-Empire!), contre l'avis de son conseil d'Etat, en finançant sa campagne sur ses richesses personnelles et non sur celle de son pays. Enfin, le tronçonnement de la guerre de Trente Ans en quatre périodes contiguës sous-entend qu'une volonté de guerre a dominé les esprits. Or, durant cette guerre dévastatrice, la plus meurtrière de l'histoire de l'Europe en proportion de la population, on a continûment recherché des instruments aptes à édifier une paix.

L'étincelle qui met le feu aux poudres par une série de réactions, en 1618, est la réaction centralisatrice et catholique de l'empereur face à des nobles tchèques qui veulent affirmer un droit de participation au pouvoir. Il y va donc de la revendication d'une participation corporative au pouvoir, et non d'un problème national. Comme aucune des parties n'est préparée à une guerre et que personne n'en a les moyens, tous recherchent immédiatement des alliés au niveau européen: la guerre est d'emblée transnationale.

Une guerre transnationale

Dans tous les camps, les armées, garnies de mercenaires, ne sont pas nationales; les trajectoires mêmes des officiers se déroulent dans un cadre transnational. Ainsi, le grand

général de la Ligue catholique qui contribue puissamment aux victoires du camp impérial au début de la guerre, Johann T'Serclaes von Tilly, est un Brabançon qui a combattu dans les Pays-Bas espagnols puis auprès du duc de Lorraine, enfin de l'empereur (en Hongrie et contre les Ottomans). Et le général le plus important des armées françaises à partir de 1635 est Bernard de Saxe-Weimar, le onzième fils du duc de Saxe-Weimar, qui a commencé sa carrière au service des Bohêmes révoltés, de l'armée du roi du Danemark (1625) et du roi de Suède (1630)! Ces chefs de guerre n'ont pas le sentiment de trahir leur prince, mais mènent la guerre comme une entreprise dans laquelle on se place au service du meilleur offrant – lequel peut être le prince politiquement le plus habile, financièrement le plus fiable ou religieusement le plus adapté.

L'Allemagne comme construction

Les conflagrations embrasent différentes régions simultanément ou successivement et sont portées par des acteurs divers – des princes, des ministres et des capitaines de guerre qui n'obtempèrent pas toujours aux ordres, ou des sujets qui doivent faire face aux cantonnements et pillages successifs. Plus qu'au niveau desdites nations, il faut donc s'attacher à celui des protagonistes. Encore faut-il adopter la focale adéquate. La guerre de Trente Ans ne se désintègre pas en une lâche agglomération de conflits locaux, dans l'Europe de la première moitié du XVIIe siècle. Inversement, et corollairement, elle ne se dissout pas en une vague «période de crise» ou un épiphénomène du «siècle de fer».

Dès 1648, les contemporains parlent d'une «guerre de trente ans», entrevoyant une unité foncière au conflit protéiforme et polycentrique. La lame de fond est formée par la quête d'un nouvel ordre politique en Europe et particulièrement dans le Saint-Empire. La religion irriguant le quotidien, on dénonce une guerre fratricide dans laquelle il y va de croyances, de biens ecclésiastiques et de rapports politiques. Suivant un courant de l'humanisme, les hommes de lettres cherchent alors dans la langue allemande un vecteur d'identité culturelle.

Les difficultés de l'Allemagne face à son passé ne datent pas de l'époque nazie; elles sont bien plus anciennes, mais pas au sens où l'entend Georg Schmidt. L'Allemagne n'est pas une donnée de l'histoire, mais une construction qui a constamment été interrogée.

Notre experte > Claire Gantet est professeure d'histoire moderne. claire.gantet@unifr.ch

Wie Deutschland zu seinem Namen kam

Hinter jedem Ländernamen steckt eine lange Geschichte. Sowohl in sprachhistorischer als auch in historiographischer Hinsicht ist die Geschichte des Ländernamens «Deutschland» besonders komplex und bemerkenswert. Cornelia Herberichs

Der Name «Deutschland» ist ein Kompositum, dessen erste Hälfte ursprünglich eine Sprache bezeichnete. Interessanterweise unterscheidet sich der Sprachenname «Deutsch» etymologisch von allen übrigen europäischen Sprachbezeichnungen. Denn diese werden entweder von Stammesnamen abgeleitet («Englisch» zum Bespiel von Altenglisch «engle»/«angle», also den Angeln) oder beziehen sich auf geografische oder topografische Gegebenheiten (z.B. «Niederländisch» von den Niederlanden). Die Sprachbezeichnung «Deutsch» dagegen geht auf ein indogermanisches Nomen zurück, das keine ethnische Referenz besass, sondern die allgemeine Bedeutung hatte: «Volk; Gruppe von Menschen, die sich zusammengehörig fühlt; öffentlich (oft rechtlich) handelnde Menschengruppe oder Personenverband».

Die Wurzeln dieses Nomens lassen sich nur noch hypothetisch rekonstruieren, da sich schriftliche Belege von den Anfängen des Germanischen nicht erhalten haben. Aus der vermuteten indogermanischen Wurzel *«teutā» (gesprochen: [tēuta]), mit der Bedeutung «Volk», «Volksmenge», wurde zum einen der schon in der Antike überlieferte Stammesname «teutones» abgeleitet. Zum anderen ist das westgermanische Wort *«beod» (mit englischem «th» gesprochen: [' $\theta \bar{e} od$]) daraus entstanden. Aus dem althochdeutschen Wort «diot» entwickelte sich ab dem 12. Jh. schliesslich das mittelhochdeutsche «diet» (der Doppelvokal wird ausgesprochen wie im heutigen Schweizerdeutsch: [diaet]). Damit konnte das ganze Spektrum von einer «kleinen Gruppe von Personen» bis hin zur «Gesamtheit der Bewohner eines Herrschaftsgebiets» bezeichnet werden. Angesichts rückprojizierender Ideologien gilt es zu betonen, dass mit diesem Wort keineswegs Konzepte wie «dem Volke eigen», «national» oder gar «völkisch» konnotiert wurden. Ein solches Verständnis wurde erst seit dem 18. Jh. durch den damals neu geprägten Volks- und Volkstumsbegriff möglich.

Im 16. Jh. starb das mittelhochdeutsche Wort «diet» aus. Erhalten hat es sich einzig in Eigennamen, wie beispielsweise in «Dietrich» («der über das Volk Mächtige») oder «Dietmar» («der bei den Leuten Berühmte»). Äquivalente finden sich aber noch heute in der indogermanischen Sprachenfamilie: Im modernen Farsi etwa, das vor allem im Iran gesprochen wird, steht «שׁב " [tōda] für «Masse», «Allgemeinheit», «Leute», und das norwegische Wort «tjod» [çuːd] besitzt die Bedeutung «Nation», «Volk».

Nun wieder zurück ins Mittelalter: Ebenfalls auf die indogermanische Wortwurzel geht das mittellateinische «theodiscus» zurück, das «volkssprachig» bedeutete und in Abgrenzung zum gelehrten Latein verwendet wurde: Der erste Beleg für «theodiscus» stammt aus einem Brief von Bischof Georg von Ostia an Papst Hadrian I. aus dem Jahr 786. In dem Schreiben wird von den Beschlüssen der Synode von Fingall berichtet, die «tam latine quam theodisce», also «sowohl auf Lateinisch als auch in der Volkssprache» verlesen wurden. Mit «theodisce» ist hier - wohlgemerkt - das (Alt-)Englische gemeint. Ähnlich in den «Annales regnis Francorum», in denen für das Jahr 788 berichtet wird, dass der Herzog von Bayern, Tassilo der III., von den «Franci, et Baioarii, Langobardi et Saxones» wegen Fahnenflucht zum Tode verurteilt wurde: «quod theodisca lingua (harisliz) dicitur» («was in der Volkssprache (harisliz) - wörtlich: (Heer-Zerreissen) - genannt wird»). Bedeutet «theodiscus» hier schlicht «Nicht-Lateinisch», so konnte das Wort im mehrsprachigen Fränkischen Reich aber auch zur Absetzung vom Französischen verwendet werden: Auf der Synode von Tours im Jahr 813 wurden die Priester verpflichtet, ihre Predigt jeweils «in

¹Der Asterisk [*] markiert in der Sprachwissenschaft altsprachliche Wörter, die nicht schriftlich überliefert, sondern auf der Basis sprachhistorischer Erkenntnisse rekonstruiert wurden.

rusticam Romanam linguam aut theodiscam» zu halten («in der Sprache der romanisch- oder jener der ‹theodisk›-sprachigen Landbewohner»).

Alle frühen Belege zeigen, dass «theodiscus» als Überbegriff für die Sprachen verschiedener germanischer Stämme verwendet wurde: der Franken, Alamannen, Thüringer, Bayern, Sachsen, aber auch der Friesen, Angelsachsen, Langobarden, Goten und Normannen. Parallel dazu wurden die jeweiligen Einzelsprachen der Stämme durchaus individuell bezeichnet (z.B. «lingua saxonica» für Sächsisch). Das Nebeneinander des Überbegriffs «theodiscus» und der Vielzahl spezifischer Sprachbezeichnungen für einzelne Stämme erklärt schliesslich, warum es heute für «Deutschland» aus der Aussenperspektive ganz unterschiedliche Namen gibt: «l'Allemagne» leitet sich von den im Südwesten ansässigen Alamannen ab; «Saksa», die finnische und estnische Bezeichnung, überträgt den Namen der Sachsen pars pro toto auf alle «Deutschen»; «Germany», der englische Ländername, der im Zeitalter des Humanismus erst ab dem frühen 16. Jh. eingeführt wurde, grenzte die ehemalige angelsächsische Bezeichnung für Deutschland, «Dutch», auf die Niederlande ein.

Warum «Land»?

Erst im Lauf des 11. Jh. wird der übergreifende Sprachbegriff auf die Gruppe der im nördlichen Teil des Heiligen Römischen Reiches zusammenwachsenden Volksstämme verengt, wodurch er sich von einer Sprach- zu einer Volksbezeichnung wandelte. Die als Sortenplural verwendete Zusammenfügung «diutsche lant» (gesprochen wie im heutigen Schweizerdeutsch mit langem «ü»: [dy:tsə lant], «deutsche Länder») begegnet uns erstmals um ca. 1100 im «Annolied» und wird von da an in zahlreichen mittelhochdeutschen Texten verwendet. Beachtenswert ist, dass die geographischen Grenzen der Volksbezeichnung «diutisk» (gesprochen /dütisch/: [dy:tɪʃ]) auch die linksrheinischen Gebiete des Regnum mit einschlossen, welche nach traditioneller karolingischer Terminologie als «Gallia» der rechtsrheinischen «Germania» gegenüberstanden. Dies illustriert eine Stelle im Roman «Willehalm» von Wolfram von Eschenbach. Sie erzählt von einem Fest in Laon mit zahlreichen Gästen, zu dem auch «von diutschen landen» Besucher anreisten, nämlich aus «Flaeminge und Brabande / und der herzoge von Lahrein» («aus Flamen, Brabant und der Herzog von Lothringen»). Ausnahmslos bis in die Frühe Neuzeit hinein ist die Zusammenfügung «diutsche lant» als Pluralbegriff zu verstehen. Erst die verfassungsgeschichtlich bedingten Bedeutungsveränderungen, die das Wort «lant» im Spätmittelalter erfährt, bahnen den Weg für die Singularform «Teutschland». Sie beginnt sich am Ende des Mittelalters durchzusetzen, wird aber erst im 16. Jh. zur Norm.

Warum nicht (mehr) «Teutschland»?

Im Zeitalter des Humanismus ging mit der Singularbildung «Teutschland» die folgenreiche und ahistorische Gleichsetzung von «Germanen» und «Deutschen» einher. Um ein vermeintlich «deutsches Altertum» zu (re-) konstruieren, griff man neben der antiken Überlieferung auch auf Geschichtsfälschungen zurück. Annius von Viterbo behauptete, verlorene Schriften antiker Autoren wiederentdeckt zu haben. In seinen 1498 erschienen «Antiquitates» berichtet er mit Verweis auf eine (von ihm gefälschte) Quelle über einen in der Bibel nicht genannten (Adoptiv-)Sohn des Noah namens «Tuiscon». Mit diesem illustren Namensgeber, der phonetisch dem antik überlieferten Stammesnamen der «teutones» nahesteht, war die graphematische Variation mit «T» gesetzt. Sie wird in der Frühen Neuzeit zur gängigsten Form der Namensschreibung «Teutschland».

Ein mehrere Jahrhunderte andauernder Gelehrtenstreit, wie denn dieser Ländername korrekt zu schreiben sei, wurde erst durch die Autorität des Germanisten Iacob Grimm in der Mitte des 19. Jhs. entschieden. Mit Blick auf die Sprachgeschichte hält Grimm dezidiert fest: «Wer den namen unseres volks mit T schreibt, sündet wider den sprachgeist» (Deutsche Grammatik, 3. Ausg., 1840). Bereits Friedrich Schlegel hatte in seiner Schrift «Teutsch oder Deutsch» (1813) mit Bezug auf dialektale Praktiken gegen die Schreibung mit «T» polemisiert: «In den Schweizer-Alpen heisst es ‹Düdsch›, wie in Holland «Duytsch»; die äussersten Enden der beyden entgegengesetzten Mundarten treffen hier also einstimmig für die Form [mit (D)] zusammen.» Dass dennoch im 19. wie im 20. Jh. weiterhin und auf unheilvolle Weise in deutschtümelnden, selbsternannten «teutschen» Kreisen eine ahistorische Wahrnehmung davon herrschte, was der Name «Deutschland» eigentlich bezeichne, ist eine andere lange Geschichte.

Unsere Expertin ➤ Cornelia Herberichs ist Professorin für Germanistische Mediävistik und Direktorin des Zentrums für Handschriftenforschung. cornelia.herberichs@unifr.ch

Literatur

- ► Goerlitz, U.: Von den ‹diutischen landen› zu 〈Teutschland›, in: Sprachwissenschaft 35 (2010), 187–218
- ▶ Haubrichs, W.: Theodiscus, Deutsch und Germanisch, in: RGA-E 34 (2004), 199–228.
- Schubert, E.: Der r\u00e4tselhafte Begriff ⟨Land⟩ im sp\u00e4ten MA und der FNZ, in: Concilium medii aevi 1 (1998), 15–27.



Zum Zahnarzt ins Nachbarland?

Ein Blick auf die Unterschiede in den Gesundheitssystemen in Deutschland und der Schweiz. **viktoria Gastens**

Viele Indikatoren des Gesundheitszustandes der Bevölkerung in der Bundesrepublik haben sich in den letzten Jahrzehnten verbessert. So liegt die Lebenserwartung in Deutschland bei 80,8 Jahren. Ein allgemeiner Indikator zur Bewertung der Wirksamkeit des öffentlichen Gesundheitswesens bei der Verringerung der Todesfälle durch verschiedene Krankheiten und Verletzungen ist die sogenannte vermeidbare Mortalität. In Deutschland wurden 129 vermeidbare Todesfälle pro 100'000 Einwohner_innen gezählt, in den OECD-Ländern sind es durchschnittlich 158 Fälle.

12,4 Prozent der Bevölkerung schätzt ihre Gesundheit als schlecht oder sehr schlecht ein. Zu den wichtigsten vermeidbaren Risikofaktoren gehören Rauchen und Alkoholkonsum. 14,6 Prozent der Bevölkerung rauchen. Der Alkoholkonsum liegt mit 10,6 Litern pro Person über dem OECD-Durchschnitt von 8,6 Litern. 16,8 Prozent sind adipös. Die hohe Prävalenz von Risikofaktoren zeigt, dass Präventionsbemühungen noch intensiviert werden können.

Zum Vergleich: In der Schweiz liegt die Lebenserwartung bei 83,9 Jahren, die vermeidbare Mortalität bei 94 Fällen pro 100'000 EinwohnerInnen. 3,9 Prozent der Bevölkerung schätzen ihre Gesundheit als schlecht oder sehr schlecht ein. 19,1 Prozent rauchen, mehr als der OECD-Durschnitt von 16 Prozent. Der Alkoholkonsum liegt bei 8,5 Litern pro Person. 11,3 Prozent sind adipös.

Gemischte Qualität

Eine qualitativ hochwertige Versorgung setzt voraus, dass Gesundheitsdienste sicher, effektiv und auf die Bedürfnisse der Patientinnen und Patienten abgestimmt sind. Die Effektivität der primären Gesundheitsversorgung wird häufig mit der Anzahl vermeidbarer Krankenhauseinweisungen gemessen. Die chronischen Erkrankungen Asthma, chronisch obstruktive Lungenerkrankung, Herzinsuffizienz und Diabetes sind weit verbreitet und können zum Grossteil in der Primärversorgung behandelt werden. Krankenhauseinweisungen für diese Erkrankungen

sind weitgehend vermeidbar und werden daher als Indikator für Qualität und Zugang zur Primärversorgung herangezogen, mit der Einschränkung, dass sehr niedrige Einweisungsraten zum Teil auch den eingeschränkten Zugang zur Akutversorgung reflektieren. 2021 zählte Deutschland 728 vermeidbare Hospitalisierungen pro 100'000 Einwohner_innen, mehr als der OECD-Durchschnitt von 463 Fällen. Krankenhausentlassungsraten die Anzahl der Patient innen, die ein Krankenhaus nach einem Aufenthalt von mindestens einer Nacht verlassen - sind ein wichtiger Indikator der Krankenhausaktivität. Sowohl vorzeitige als auch verzögerte Entlassungen verschlechtern die Gesundheitsergebnisse und erhöhen die Kosten. Deutschland ist unter den OECD-Ländern mit den höchsten Krankenhausentlassungsraten: 218 pro 1000 EinwohnerInnen im Jahr 2021. Die durchschnittliche Aufenthaltsdauer im Krankenhaus war 8,8 Tage, also länger als der OECD-Durchschnitt von 7,7 Tagen.

In vergleichenden Studien der Versorgungsqualität schneidet die Schweiz besser ab. Hier gab es 2021 424 vermeidbare Hospitalisierungen pro 100'000 Einwohner_innen. Die Krankenhausentlassungsrate lag bei 165 pro 1000 Einwohner_innen. Die durchschnittliche Aufenthaltsdauer im Krankenhaus war 8,1 Tage.

Hohe Kosten

Deutschland gibt 8011 USD pro Kopf für Gesundheit aus, mehr als der OECD-Durchschnitt mit 4986 USD. Dies entspricht 12,7 Prozent des BIP, verglichen mit 9,2 Prozent des OECD-Durchschnitts. Die staatlichen und obligatorischen Versicherungen decken 85 Prozent der gesamten Gesundheitsausgaben ab, inklusive 67 Prozent von Zahnbehandlungen. 3,2 Prozent des durchschnittlichen Haushalts-Budgets wurden 2021 für Out-of-Pocket-Zahlungen für Gesundheit ausgeben, verglichen mit 3,3 Prozent im OECD-Durchschnitt. Der am häufigsten verwendete Indikator zur Messung der finanziellen Belastung durch Out-of-Pocket-Zahlungen für Haushalte ist die Häufigkeit

von sogenannten katastrophalen Gesundheitsausgaben, die das Haushaltsbudget überschreiten. In Deutschland lag der Anteil der Haushalte mit katastrophalen Gesundheitsausgaben bei 2,4 Prozent, verglichen mit 5,3 Prozent im OECD-Durchschnitt. Jedoch sind in allen Ländern die ärmsten Haushalte am ehesten von katastrophalen Gesundheitsausgaben betroffen.

Die Schweiz gibt 8049 USD pro Kopf für Gesundheit aus. Dies entspricht 11,3 Prozent des BIP. Die staatlichen und obligatorischen Versicherungen decken 68 Prozent der gesamten Gesundheitsausgaben ab, aber nur 6 Prozent der Zahnbehandlungen. 5,5 Prozent des durchschnittlichen Haushalts-Budgets wurden 2021 für Out-of-Pocket-Zahlungen für Gesundheit ausgeben. In der Schweiz lag der Anteil der Haushalte mit katastrophalen Gesundheitsausgaben bei 2,7 Prozent. Damit schneidet die Schweiz im Systemzugang schlechter ab.

Solidarische Krankenversicherungen

In Deutschland gilt gemäss Versicherungsvertragsgesetzes eine allgemeine Krankenversicherungspflicht. Die Krankenversicherung wird von zwei verschiedenen Säulen getragen: der gesetzlichen Krankenversicherung (GKV) und der privaten Krankenversicherung (PKV). Rund 90 Prozent der Einwohner innen sind gesetzlich versichert. Deren Beiträge folgen dem Solidaritätsprinzip und richten sich nach der finanziellen Leistungsfähigkeit, die Gesundheitsleistungen sind für alle gleich. Die Anfang 2024 knapp 100 existierenden Krankenkassen gewähren sowohl ihren beitragszahlenden Mitgliedern als auch den rund 16 Millionen beitragsfrei mitversicherten Familienangehörigen medizinisch notwendige Leistungen. Die Krankenkassenbeiträge werden zu 50 Prozent von Arbeitgeber_innen und zu 50 Prozent von Arbeitnehmer_innen bezahlt. Nationale Studien zeigen Unterschiede zwischen GKV und PKV auf, unter anderem, dass insbesondere bei Facharztbehandlungen GKV-Versicherte tendenziell länger auf einen Termin warten müssen als PKV-Versicherte.

In der Schweiz ist man gemäss Krankenversicherungsgesetz verpflichtet eine gesetzliche Grundversicherung abzuschliessen. Diese obligatorische Krankenpflegeversicherung (OKP) wurde im Jahr 2023 von 44 privaten Krankenversicherungen angeboten. Die Versicherungsprämie ist abhängig von Alter und Region. Rabatte sind durch alternative Versicherungsmodelle möglich, beispielsweise durch eine Erhöhung der Franchise von 300 CHF auf 2500 CHF oder eine Einschränkung der Leistungserbringer. Wenn die Franchise aufgebraucht ist, ist noch ein Selbstbehalt von zehn Prozent an den Gesundheitskosten bis zu einem Maximum von 700 CHF zu bezahlen. Zusätzliche Leistungen können mit Zusatzversicherungen abgedeckt werden. Die Krankenkassenbeiträge werden vollständig von den Versicherten getragen.

Arbeiten im Gesundheitswesen

In Deutschland arbeiten 13,9 Prozent aller Angestellten im Gesundheitswesen und sozialen Berufen, davon sind 77 Prozent Frauen. Pflegefachpersonen sind die grösste Gruppe von Beschäftigten im Gesundheitswesen. In Deutschland arbeiten 12 Pflegefachpersonen pro 1000 Einwohner_ innen, verglichen mit 9,2 im OECD-Durchschnitt. Dabei liegt das Verhältnis von Pflegefachpersonen zu Ärzt innen bei 2,7. Pro 1000 Einwohner_innen praktizieren 4,5 Ärzt_innen, verglichen mit 3,7 im OECD-Durchschnitt. Allerdings gibt es regionale Versorgungsunterschiede. 44 Prozent der Ärzt_innen sind 55 Jahre alt oder älter. In Deutschland gibt es relativ gesehen weniger Allgemeinmediziner (16 Prozent) als im OECD-Durchschnitt (23 Prozent) und mehr Spezialist_innen. Im Jahr 2021 wurden in Deutschland 12,4 medizinische Abschlüsse pro 100'000 Einwohner_innen verliehen (Schweiz 12,5, OECD 14,2). Der Anteil an im Ausland ausgebildeten Ärzt_innen liegt in Deutschland bei 13,8 Prozent, in der Schweiz bei 38,4 Prozent (OECD 18,9 Prozent). Häufigste Herkunftsländer von Ärzt innen ohne deutschen Pass sind Syrien, Rumänien, Österreich, Griechenland und Russland. Der Grossteil der ausländischen Ärzt innen in der Schweiz stammen aus Deutschland, gefolgt von Italien, Frankreich und Österreich.

Fazit?

Deutschland investiert sehr viele Ressourcen in das Gesundheitssystem. Dafür erhalten die Einwohner_innen einen guten Systemzugang, besser als die Bevölkerung in der Schweiz. Indikatoren der Versorgungsqualität liegen jedoch nur im OECD-Mittelfeld, hinter der Schweiz. Zukunftsorientierte Strategien liegen in der Stärkung von Primärversorgung und Prävention.

Unsere Expertin ► Viktoria Gastens ist Postdoktorandin am Population Health Laboratory (#PopHealthLab) der Universität Freiburg und praktizierende Apothekerin. Ihre Forschungsschwerpunkte liegen in Epidemiologie und Öffentlicher Gesundheit, insbesondere der Versorgung von chronischen Krankheiten. viktoria.gastens@unifr.ch

Referenzen

▶ OECD (2023), Health at a Glance 2023: OECD Indicators, OECD Publishing, Paris

Cen cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut Cen cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut Xim erro eum maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Onscrendam, et Nem delique peria pedis sitatur seccarum ut et ecossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend ita- Nem delique peria pedis sitatur seccarum ut et ecossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend ita- magnimi, con tiisit labor adii dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide 🏻 tiisit labor adii dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il essimoluptat 🖟 il mo cicitatem qui cus as sume pa nonsecus es et, conserum quas eturionsero debist, et aborepero mo cicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eturionsero debist tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt , et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo disarum exerorae voluptibus dem veritaquam, volupta eptater moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experomorum nossit harum est invendae et labo. si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experomorum nossit harum est quo quis alicae Neque nitaspero ipis id modignat atist, iunt, ut quisseq uodignihit dolorem aut as utemod et ut vid et invendae et labo. Neque nitaspero ipis id modignat atist, iunt, ut quisseq uodignihit dolorem aut tibus as magna quam rest inis aut voloreribus magnatum res est re voluptate nita ium re

Cea cusum num nate suntiberspe nus rerum es aperelle nditati asseque si diti optatem es ipis int aut odi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis arrum faccae. maxim et officiab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum se-quatam, offici Nem delique peria pedia sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend ita- quibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihendem si vent ommo mo dis arum exerorae berfero earum tiisit labor adii dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res expessit quistemqu mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist,

et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus

dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experonorum nossit harum est invendae et labo. Neque nitaspero ipis id modignat udolorem aut as utemod et ut vid et anam rest

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta

temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur

Bleiwüste

Lorem ImpsumCea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur seccarum ut et cossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo cicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas ciurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae

voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas

spedi res experomorum nossit harum est invendae et labo. Neque nitaspero ipis id modignat alist, junt, ut quisseq uodignihit dolorem aut as uternod et ut vid et quam rest inis aut voloreribus magnatum res est re voluptate nita ium refdgfsyg<sgs<dff Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti tatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinc

i nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experonorum nossit harum est invendae et labo. Neque nitaspero ipis id modignat udolorem aut as utemod et ut vid et quam rest inis aut magnatum res est re voluptate nita ium re int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem.

Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur re-

vellab ipidi int faccusam,

tatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas ciurionscro debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum nossit harum e xim et officab

as utemod et ut vid et quam rest inis aut voloreribus magnatum res est re voluptate nita ium reffff tam ea vendite

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem

qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum nossit harum e xim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem

qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum

Xim erro eum nobisquam quibus.

Onserendam, se lam fugiam sit mod ullandae. Nam voluptaerum essimolu que nectur senda soluptaes volore api rem officid molenis tionsed quo quis a tibus as magnat harumet, nos vitas aut quam, quos alignatium arum faccae. I offictem quiduci sequam, solutendit v nihil mos est quatquiae persperiorem sit etusdae adit excestion parumquan conseguisquo estempos de si cum res molorup tatur? Gentiis enit ventur au tur accupta nonsecum eum ut alitio. > harum rempore, sed quaessi taturia v quam jur? Xero que mil id exerum, es sam necuptaque nus derae labo. Ror n am, corendu cientis istemperfero cui pore net ma quamus mil ipsam, aut f res ut explatquate nem ditam, commo cullaut evelibus, evenimint venecest, cullabo. Us sandae quibeaque enimin etur aliquaspe erferum aut que nus nu as nobit ditiunto cum cullaut evelibu ipid et eos simus aut est, cullabo. Us tam, verchilla nobit laceatisit etur aliq incil ea simusdae mincilitio

Lorem Ipsum Pis ma vellab ipidi int

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur seccarum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum nossit harum e xim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem

qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionsero debist, et aborepero tendipi cidelendem si vent ommo mo dis arum exerorae voluptibus dem veritaquam, si te rest unt moluptas nita simet untinveliqui officid erspedi res experorrorum

rorae voluptibus dem veritaquam, liqui officid erspedi res experorror ation conseque moluptas alique nul Orepedi volorit ullaut porum eos v ipiet atem restis res eliqui nus inch hicae vid moluptas et as dolupta as et volore plaut idero quibustrum d icilloremqui volorehent imus essin dolupta turehen daeribu scienit acc nullibus, quatur sam estius qui dole nobisquam quibus.

e lam fugiam sit modis mosandae rat aut initis ariti ullandae. Nam voluptaerum ciet verrum quas inciusam venis alicto da soluptaes volore apid ma id molupta in es rem net rero officid molenis tionsed ommoles corpor assequa tissitem solupdolesciam aut quam, quos alignatium Nam, opti voluptatio ere reratur, volo em quiduci sequam, solutendit venieni cicipist, consequi atusanihil m

e sit etusdae adit excestion parumquam

is mosandae rat aut magnimi, comnitis ariti ptat laciet verrum quas inciusam venis alicto d ma id molupta volupta eptatem es rem net licae ommoles comor assegua tissitem solupvelecta temoluptam ea vendite dolesciam aut Nam, opti voluptatio ere reratur, volo quatam, enieni berfero earum eicipist, consequiatusanon nes apit enda quatestium sit quistemque nusapero test, utem volorem ipsam, quodis equi sum ex et minulluptas mequam aut et ad lacepelis min non est que magnat. Nulluptaimillatia nam, secearum ditate rem. Nequam eliberorro voluptatio. Name conecta tesequo tiaec eremolo eliquia ndenimin cum fugitatunodi doluptaquiae qui alit, simin coribus seque n fugit eum quis dolenem ullabo. Pe id este acerio. Delibus, soloris maioriberem quibusti lo restior aut doluptat optas nobit ditiunto cum omnimpos alia volori ipid et eos simus aut est, ci qui blaudit isinctam, verchilla nobit laceatisit s moloribus as el incil ea simusdae mincilitio s, evenimint venecest, omnimpos alia volori sandae quibeaque eniminci qui blaudit isincuaspe erferum aut que nus nus moloribus as el

faccusam,

si te rest unt moluptas nita simet untinvemOditis sin reium qui iliquas et eium cos lant.

olor arisque percime cor assim etur a nihil uribus dicias volupta qui non rem que eat pernatus cust re ne nobitemque vent maios emporiorio beris adios reprat apit fugiand n de lamus nobit velignit facesci modicias um ra quatia voluptatur molorerrum sitiis ipict, suntium ent.

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti etatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nime as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum u cossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibu poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui as same pa nonsecus es et, conserum quas eiunionsero

debist, et aborepero tendipi c

Ca cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti tatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nim di as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum i cossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequi ut poreprae. El dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem cus as same pa nonsecus es et, conserum quas ciurionsero Menderum hari te pro experro cores carcidebita sequas quidicatem sit est, none veliae vero doluptus a dolorio. Ro bea quia dolupisquo que archil ipsam labore pro quo explit volore p cium quis incitasperum ea quasi dus voluptus perum ea dignisi nciuntisciam re atet aute sin peribus volupit quo conet lit, ipiti nus modit, qui sinvero blatur aute et quam rendant, volo omnimol lutemporis ciciis

st, nus et quae volorestiate explabo. Deribus aperibus sus, temos et et doluptal sitatium hie tempor siminis dolorum enimolecae vellaborem etur, sundele nic aperferumque voluptat.

Obit etusanienis dipsape ratur, verspis modit ut aut et hil ipicimust etur alibus etu debistia di cusam voluptae con etur sit oditios simagnam simus, sa nite quidio et mi, excest fugit eatem. Berum dolupta quaeppersped mos apit architatio officto quam fuga. Ut opti to inte quate pore nam quia volecab oresto blaboribus pro di hil invento est ipis rem conseque solor sum ipsantiis doluptatem everibus maj dolorep eriaspe velest fuga. Nam audi aut ium ima intur moles quaes rerun quate simet laboreium assi quasper itatia consedia diatus idignam audandi dolo nobitates et rem faceriant, aut faceremperit ra vel iditatqui cusanditaspe elendus et earunte mquaepe vendaectem rehenimos dolo blabor molupta tendand erspe eliquid et landel ma quis as soluptat ped ma quati alit ut re venesto repratia eve tiatur, illitutis cus nimagniatem con con nulpare iatibea que nisint lat.

Hit aut labo. Ullaborro to blatem fuga. Ut moluptaquas pelibus, et dissimi, volest coribus.

Nam, simi, ut vellaut aut ut que aut doloriatur aut debis aut hillorem. Et ratun sint etur? Quis molorest, velique pre volentium et volorent ius doluptae nim ver et aut aut qui blabore voluptist untorem poreic totaqui aut andandi rem quo mocomnis acearcipsa nessin pro inum fugia veror andissint.

endant, volo omnimol lutemporis eiciis est, nus et quae volorestiate explabo. ribus aperibus sus, temos et et doluptatatur sitatium hic tempor siminis dol enimolecae vellaborem etur, sundele nientur aperferumque voluptat.

Obit etusanienis dipsape ratur, verspis modit ut aut et hil ipicimust eturalibus et debistia di cusam voluptae con etur sit oditios simagnam simus, sa nite quidio c mi, excest fugit eatem. Berum dolupta quaepersped mos apit architatio offict quam fuga. Ut opti to inte quate pore nam quia volecab oresto blaboribus prochil invento est ipis rem conseque solor sum ipsantiis doluptatem everibus m dolorep eriaspe velest fuga. Nam audi aut ium ima intur moles quaes reru quate simet laboreium assi quasper itatia consedia diatus idignam audandi dol nobitates et rem faceriant, aut faceremperit ra vel iditatqui cusanditaspe elendu et earunte mquaepe vendaectem rehenimos dolo blabor molupta tendand erspre liquid et landel ma quis as soluptat ped ma quati alit ut re venesto repratia ev tiatur, ilitintiis cus nimagniatem con con nulpare iatibea que nisint lat.

Hit aut labo. Ullaborro to blatem fuga. Ut moluptaquas pelibus, et dissimi volest, coribus.

Nam, simi, ut vellaut aut ut que aut doloriatur aut debis aut hillorem. Et ratu sint etur? Quis molorest, velique pre volentium et volorent ius doluptae nim vet aut aut qui blabore voluptist untorem poreic totaqui aut andandi rem quo n comnis acearcipsa nessin pro inum fugia veror andissint.

Cea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as sume pa nonsecus es et, conserum quas ciurionsero

debist, et aborepero tendipi c

Rea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maxim et officab oremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria podis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsend itatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo eicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionseroMenderum hari te pro tem experro cores earcidebita sequas quidicatem sit est, none veliae verno doluptusa quia dolorio. Ro bea quia dolupisquo que archil ipsam labore pro quo explit volore prerecium quis incitasperum ea quasi dus voluptus perum ea dignisi nciuntisciam reium atet aute sin peribus volupit quo conet lit, ipiti nus modit, qui sinvero blatur autecus et debist, et aborepero tendipi c

quam rendant, volo omnimol lutemporis eiciis est, nus et quae volorestiate explabo. Deribus aperibus sus, temos et et doluptatarur sitatium hic tempor siminis dolorum enimolecae vellaborem etur, sundele nientur aperferumque voluptat.

Obit etusanienis dipsape ratur, verspis modit ut aut et hil ipicimust etur alibus etur ant debist, et aborepero tendipi e

debistia di cusam voluptae con etur sit oditios simagnam simus, sa nite quidio etur as mi, excest fugit eatem. Berum dolupta quaepersped mos apit architatio officto et id quam fuga. Ut opti to inte quate pore nam quia volecab oresto blaboribus pro dundit hil invento est ipis rem conseque solor sum ipsantiis doluptatem everibus magniat dolore eriaspe velest fuga. Nam audi aut ium ima intur moles quaes rerum aut quate simet laboreium assi quasper itatia consedia ditatus idignam audandi doloriam nobitates et rem faceriant, aut faceremperit ra vel iditatqui cusanditaspe elendus sum et earunte mquaepe vendaectem rehenimos dolo blabor molupta tendand ersperspere liquid et landel ma quis as soluptat ped ma quati alit ut re venesto repratia evendes tiatur, illitintiis cus nimagniatem con con nulpare iatibea que nisint lat.

Hit aut labo. Ullabono to blatem fuga. Ut moluptaquas pelibus, et dissimi, nem volest, coribus.

Nam, simi, ut vellaut aut ut que aut doloriatur aut debis aut hillorem. Et ratum etur sint etur? Quis molorest, velique pre volentium et volorent ius doluptae nim vendem et aut aut qui blabore voluptist untorem porcie totaqui aut andandi rem quo modicto comnis accarcipsa nessin pro inum fugia veror andissint.

ea cusam num nate suntiberspe nus rerum es aperehe nditati asseque si diti optatem es ipis int aut maximet officaboremodi sa pro ent, odi cupis sinci nimendi as volupta temporest, ipsant utem. Nem delique peria pedis sitatur secearum ut et eossuntotati rerumquatur rerum vene nonsenditatiisit labor adi dolorum sequibus ut poreprae. Et dolor sedignia doluptam enihitem quaspid quide il mo cicitatem qui cus as same pa nonsecus es et, conserum quas eiurionseroMenderum hari te pro tem experno cores earcidebita sequas quidicatem sit est, none veliae veno doluptusa quia dolorio. Ro bea quia dolupisquo que archit ipsam labore pro quo explit volore prercium quis incitasperum ca quasi dus voluptus perum ca dignisi nciuntisciam reium atet aute sin peribus volupit quo conet lit, ipiti nus modit, qui sinvero blatur autecus et debist, et aborepero tendipi c

quam rendant, volo omnimol lutemporis ciciis est, nus et quae volorestiate explabo. Deribus aperibus sus, temos et et doluptatatur sitatium hic tempor siminis dolorum enimolecae vellaborem etur, sundele nientur aperferunque voluptat.

Obit etusanienis dipsape ratur, verspis modit ut aut et hil ipicimust etur alibus etur ant debist, et aborepero tendipi c



Le management allemand importé en terres helvétiques

Comment les filiales suisses d'entreprises allemandes appliquent-elles le management *made in Deutschland?* Et comment ce fonctionnement est-il perçu par leurs collaborateurs·trices? Les études du Professeur Eric Davoine nous en proposent une analyse. Eric Davoine

Depuis plus de quinze ans, nous menons des recherches par études de cas auprès de filiales suisses d'entreprises multinationales françaises, allemandes et nord-américaines pour analyser les spécificités nationales des pratiques de management de ces organisations. La culture managériale allemande est certainement assez proche de la culture managériale suisse. Bien sûr, il existe des différences spécifiques aux secteurs industriels ou aux cultures d'entreprises, mais nous identifions trois caractéristiques qui émergent de manière récurrente pour décrire la culture managériale des entreprises allemandes vue des filiales helvétique.

Les implications de la formation par apprentissage

La première caractéristique, commune à la culture managériale suisse, c'est l'importance de la formation professionnelle par apprentissage dans le système de qualification allemand. Celle-ci implique un fort investissement des entreprises dans la formation des jeunes et une socialisation professionnelle dans laquelle les jeunes s'identifient fortement à un métier et à l'entreprise dans laquelle elles et ils sont apprenti·e·s. La formation par apprentissage a de nombreuses implications directes et indirectes pour l'organisation. Elle comporte une forte valorisation des compétences techniques et des routines professionnelles qui seront transmises aux apprenti·e·s. Elle implique pour l'entreprise une organisation fonctionnelle structurée en casiers, chaque employé·e qualifié·e ou Sachbearbeiter_in étant responsable d'un territoire défini au sein de l'organisation dans lequel elle ou il mobilise son expertise, son Fachwissen, et peut prendre des décisions de manière relativement autonome. Conséquence indirecte sur la culture managériale, cette expertise professionnelle reconnue explique un style managérial moins hiérarchique

et plus participatif que dans les cultures organisationnelles où la compétence professionnelle est moins valorisée. Autre conséquence indirecte de cette valorisation, les managers-euses de l'entreprise allemande sont avant tout légitimes parce qu'elles et ils détiennent une expertise technique nécessaire au fonctionnement de leur service. L'autorité légitime des managers-euses allemand-e-s est celle d'un-e expert-e primus-a inter pares plus que celle d'un-e «patron-ne» ou d'un-e «leader» charismatique.

«L'autorité légitime des managers·euses alle-mand·e·s est celle d'un·e expert·e primus·a inter pares plus que celle d'un·e «patron·ne» ou d'un·e «leader» charismatique»

Eric Davoine

Une culture du dialogue social

Une deuxième caractéristique de la culture managériale allemande est liée au cadre institutionnel de la *Mitbestimmung*, avec un pouvoir fort aux délégué·e·s du *Betriebsrat* qui ont un droit de co-décision sur les choix de recrutement, de licenciement ou les modifications des règles de l'organisation du travail. Cette spécificité institutionnelle du droit allemand entraîne une culture renforcée du dialogue social, particulièrement participative pour les prises de décisions. Dans les filiales suisses, les managers·euses

allemand-e-s s'étonnent de voir un droit du travail simple et peu contraignant. Ils découvrent cependant rapidement que tous les comportements ne sont pas permis pour autant et que la réputation locale de l'employeur-euse est un mécanisme de contrôle social puissant qui peut conditionner fortement les pratiques des entreprises sur le marché de l'emploi. Toutefois, nos interlocuteurs-trices suisses reconnaissent que les managers-euses allemand-e-s amènent dans les filiales helvétiques un *Betriebsrat mindset*, c'est-à-dire une attitude culturelle favorable au dialogue social qui les conduit à favoriser naturellement la communication avec les représentant-e-s du personnel.

Une construction différente du consensus

La culture managériale allemande est aussi caractérisée par une culture de communication professionnelle explicite, sachlich et transparente. Mais nos interlocuteurs-trices suisses se montrent souvent plus critiques sur le style de communication de leur maison-mère allemande: elles et ils trouvent les managers euses allemand es plus directs que les suisses, plus agressifs-ves et plus tranché-e-s dans la défense de leurs positions ou dans la formulation de critiques. Si la culture managériale allemande a la réputation, comme la suisse, d'être une culture du consensus, le processus de construction du consensus passe en Allemagne par une communication de confrontation ou Auseinandersetzung qui semble parfois trop directe aux Suisses qui lui préfèrent des formes plus indirectes et plus euphémisées. Si certains de nos interlocuteurs trices dénoncent un stéréotype du style de communication allemand plus direct qui a la vie dure, certain·e·s interviewé·e·s suisses recommandent de regarder les débats politiques des parlements des deux pays pour mieux comprendre les différences de culture de débat et de prise de décision, différences que l'on retrouverait en entreprise.

Des cultures managériales en évolution

Bien sûr, les trois caractéristiques présentées ici rapidement sont plus spécifiques à la perspective des filiales suisses. On pourrait ajouter que de nombreuses entreprises industrielles allemandes, comme d'ailleurs en Suisse, sont des entreprises représentatives d'une culture du Mittelstand, entreprises de taille moyenne souvent présentes sur les marchés internationaux, avec une gouvernance d'entreprise familiale ancrée dans une histoire et une identité régionale. La culture managériale des entreprises allemandes évolue aussi avec la globalisation: des standards internationaux se sont établis dans les pratiques de management, les outils de gestion et les processus informatisés d'organisation. Dans les deux dernières décennies, la culture de travail des entreprises allemandes s'est aussi transformée, surtout dans les entreprises multinationales, où elle s'est nettement américanisée. Par exemple,

la communication entre collègues est aujourd'hui moins formelle: Herr Dr. Müller est souvent devenu Hans ou Peter et propose le tutoiement à son équipe, alors que dans les années 1980, le vouvoiement était d'usage. Herr Dr. Müller est aussi de plus en plus remplacé par Frau Dr. Müller: le management se féminise et de nombreuses entreprises allemandes, traditionnellement très masculines, proposent des programmes de gestion de la diversité et prônent une culture de recrutement et de promotion plus inclusive et plus égalitaire. Les équipes de direction des entreprises se sont aussi internationalisées.

Malgré ces évolutions, la culture managériale allemande a connu une certaine continuité en étant associée pendant plusieurs décennies au succès mondial de l'industrie allemande et au prestige du *made in Germany*. Les crises (énergétique, démographique, politique et monétaire) qui s'annoncent pour la décennie à venir sont de nouveaux défis importants pour l'industrie allemande et sa culture managériale, mais aussi pour ses filiales et ses partenaires, en Suisse et ailleurs.

Notre expert ▶ Eric Davoine est professeur et directeur de la Chaire Ressources Humaines et Organisation à l'Université de Fribourg depuis 2003. Auparavant, il a mené plusieurs recherches comparées France-Allemagne à l'Université de Freiburg i. Breisgau avant de travailler sur les filiales suisses d'entreprises multinationales. eric.davoine@unifr.ch

Références

- ▶ Barmeyer, C., & Davoine, E. (2008). Culture et gestion en Allemagne: la machine bien huilée. Davel, E., Dupuis, J.-P., Chanlat, J.-F.: Gestion en contexte interculturel: approches, problématiques, pratiques et plongées, Québec, Presses de l'Université Laval
- ▶ Barmeyer, C., Davoine, E., & Stokes, P. (2019). When the 'well-oiled machine'meets the 'pyramid of people:'Role perceptions and hybrid working practices of middle managers in a binational organization-ARTE. *International Journal of Cross* Cultural Management, 19(3), 251-272
- Davoine, E., & Schmid, S. (2022). Career patterns of top managers in Europe: Signs of further globalisation?. European Management Journal, 40(4), 467–474
- Schröter, O. & Davoine, E. «Unterschiede in der institutionellen Einbettung der Arbeitsbeziehungen und Human Resource Management Praktiken zwischen Deutschland und der Schweiz: eine explorative Untersuchung in Schweizer Tochtergesellschaften deutscher MNU.» Die Unternehmung 67.4 (2013): 364–390



Deutschland unter Druck

Der Russisch-Ukrainische Krieg sowie der Krieg in Israel und Gaza stellen die Bundesrepublik vor grosse Herausforderungen. siegfried weichlein

Lange gingen die Wissenschaft und die öffentliche Meinung davon aus, dass moderne Kriege von Warlords und Kindersoldaten in fernen Kontinenten um Rohstoffe und wegen ethnischer Konflikte geführt werden. Man nannte das *low intensity conflicts* von langer Dauer. Nun ist der Krieg zurück in Europa, es wird gar mit Atomwaffeneinsatz gedroht und historische Referenzen aus dem 20. Jahrhundert werden wieder aufgerufen. Traurige Zeuginnen davon sind die über eine Million ukrainische Frauen und Kinder, die als Kriegsflüchtlinge in die Bundesrepublik gekommen sind.

Unheimliches Déjà-vu

Bundeskanzler Olaf Scholz prägte drei Tage nach dem russischen Überfall auf die Ukraine den Begriff «Zeitenwende». Er bezog sich darauf, dass ein neues Kapitel in der Geschichte militärischer Auseinandersetzungen aufgeschlagen wurde: Staaten führen wieder Kriege gegen andere Staaten. Bündnisse und Allianzen treten wieder in den Vordergrund. Die Ukraine wird von den westlichen Staaten und der NATO unterstützt, die nicht an Bedeutung verloren, sondern mit Schweden und Finnland neue Mitglieder gewonnen hat. Gleichzeitig ist die russische Bedrohung nicht nur in Polen und den baltischen Staaten spürbar, sondern auch in der Bundesrepublik. In Warschau und im Baltikum fordert man daher mehr deutsche Führungsstärke, auch militärisch.

Sicherheitspolitik im Sinne von Truppenstärken, Waffengattungen, Präzisionsmunition, Offensiven und Defensiven ist auf die Tagesordnung der Bundespolitik zurückgekehrt. Alle europäischen Staaten verstärken ihre Armeen. Das gilt auch für die Bundesrepublik, die 2024 das erste Mal seit dem Kalten Krieg zwei Prozent ihres Bruttosozialproduktes für Verteidigungszwecke ausgeben hat. Dieses Umdenken ist vor dem Hintergrund der jüngsten

deutschen Geschichte auffällig: Deutsche militärische Aggression hatte Europa in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts zweimal mit Krieg überzogen. Damit das nie wieder geschehen konnte, wurde die Bundesrepublik zum festen Bestandteil des westlichen Verteidigungsbündnisses. Sie war eine Handelsmacht, sogar die drittgrösste Industrienation, militärisch aber war sie schwach und nicht interventionsbereit. Für den Auslandseinsatz der Bundeswehr gelten hohe Hürden. Das Umdenken setzte 2022 ein und betraf nicht nur Waffen, sondern sogar die Wehrpflicht. Es mehren sich Stimmen, die ein Pflichtjahr für alle Männer und Frauen im sozialen, karitativen und kulturellen Bereich oder bei der Bundeswehr fordern. Man verspricht sich davon, dass die Bundeswehr damit jährlich diejenigen 25'000 Mann erhält, die sie für den laufenden Betrieb benötigt. Erst 2011 war die Wehrpflicht ausgesetzt worden. Die einen beklagen das als «Remilitarisierung der Aussenpolitik», die anderen sehen darin eine nötige Antwort auf die russische Aggression zur Selbstverteidigung.

Wandel durch Handel

Auch in andere Bereiche griff der Krieg in der Ukraine tief und nachhaltig ein. Besonders betroffen waren die Energiepolitik und die russischen Erdgaslieferungen. Seit dem Ölpreisschock 1973 hatte die Bundesrepublik auf russisches Öl und Gas gesetzt und in mehreren Verträgen günstige Bedingungen ausgehandelt. CDU- wie auch SPD-geführte Regierungen sahen darin nicht nur die Möglichkeit, vom Öl aus dem nahöstlichen Krisengebiet unabhängiger zu werden. Sie verbanden damit auch Vorstellungen von Entspannung und einer Annäherung an Russland. «Wandel durch Handel» lautete das Schlagwort. Besonders tat sich hier der sozialdemokratische Bundeskanzler Gerhard Schröder (1998–2005) hervor. Er unterstützte Putin,

wo immer es ihm möglich war. Statt von der «gelenkten Demokratie» in Russland zu sprechen, verteidigte er Putin noch 2012 als einen «lupenreinen Demokraten». Öffentlich sichtbaren Ausdruck fand das deutsch-russische Verhältnis im Projekt North Stream 2, das russisches Gas an Polen und den baltischen Staaten vorbei durch die Ostsee nach Deutschland bringen sollte und das Bundeskanzler Olaf Scholz noch kurz vor dem 24. Februar 2022 als rein wirtschaftliches Projekt verteidigte. Russisches Öl und Gas dienten nicht nur der Energieversorgung der westdeutschen Wirtschaft, sondern auch der Einbindung Russlands in die internationale Politik. Entsprechend waren sich alle Experten sicher, dass Wladimir Putin keinen offenen Krieg gegen die Ukraine beginnen würde, was ihm ökonomisch schaden und in die Isolation treiben würde.

Aus der Traum

Doch genau das tat Putin am 24. Februar 2022. Die deutsche Politik erwachte jäh aus dem Traum deutsch-russischer Zusammenarbeit der Schröder-, aber auch der Merkel-Jahre. Billiges russisches Gas drohte die deutsche Politik erpressbar zu machen. In der Energiepolitik steuerte Bundeswirtschaftsminister Robert Habeck (Die Grünen) massiv um. Die politische Bedeutung von Nord Stream 2, wodurch sich die Bundesrepublik erpressbar machte, lag jetzt offen zu Tage. Das Projekt wurde beendet. Flüssiggasterminals machten Gaslieferungen aus anderen Ländern möglich. Im Winter 2022/2023 war Energiesparen angesagt. Die gesamte energiebezogene Infrastruktur der deutschen Wirtschaft stand auf einmal auf dem Prüfstand, was der grünen Klimapolitik entgegenkam. Langfristig orientiert war das Heizungsgesetz vom Sommer 2023, das lange für grossen Wirbel sorgte. Es begünstigt neue und energiesparende Heizungen und greift tief in den Alltag der Deutschen ein. Die hohen Energiepreise trieben die Inflation in die Höhe, was wiederum Forderungen nach höheren Löhnen bei den Gewerkschaften begründete. Die Lebenshaltungskosten der Deutschen stiegen massiv an, zumal bei Energie und Heizung. Auch in der Wirtschaftspolitik zeigte der Ukraine-Krieg Nachwirkungen. Nie mehr sollte die Bundesrepublik von einem Handelspartner wie Russland so abhängig werden. Die Konsequenz lautete: Diversifizierung der Handelsbeziehungen. Das betraf besonders die in den Merkel-Jahren gepflegte enge Beziehung zu China, die jetzt im neuen Licht erschien.

Gaza scheidet die Geister

Seit dem 7. Oktober 2023 sieht sich die Bundesrepublik mit einem weiteren eskalierten Krisenherd konfrontiert: dem Krieg in Israel und in Gaza. Der Terrorüberfall der Hamas auf Israel und die anschliessende Bodenoffensive der israelischen Armee erregten über die Massen die Gemüter. Er rief die deutsche Verantwortung für den Mord an den europäischen Juden, den Holocaust, und die darauffolgende Selbstverpflichtung der Bundesrepublik zur Verteidigung Israels in Erinnerung, die von allen grossen Parteien geteilt wird. Die Sicherheit Israels ist – so die gängige Formulierung – «Teil der Staatsräson» der Bundesrepublik. Entsprechend positionierte sich die Bundesregierung. Als die israelische Armee in den Gazastreifen einrückte, betonte sie entschieden das Recht Israels zur Selbstverteidigung.

Doch anders als beim Ukraine Krieg, der für die allermeisten moralisch eindeutig war, regte sich in Deutschland wie auch in der Schweiz beim Krieg in Gaza bald Widerspruch. Die Politik und die öffentlichen Medien stehen zur Solidarität mit Israel. Dagegen richteten sich Proteste an einigen Universitäten und öffentliche Demonstrationen, wo insbesondere die junge Generation ihre Solidarität mit den Opfern der israelischen Bodenoffensive in Gaza zum Ausdruck brachte. Der Antisemitismusvorwurf der einen Seite stand gegen den Vorwurf der Zensur auf der anderen Seite. Bei weitem nicht alle Demonstrierenden gegen den Krieg in Gaza distanzierten sich eindeutig vom Terroranschlag am 7. Oktober. «From the river to the sea, Palestine will be free» war auch auf deutschen Strassen und an deutschen Universitäten zu hören. Das aber verschärfte die öffentliche Debatte, weil dieser Slogan nicht die Besatzung Gazas und der Westbanks seit 1967, sondern die Staatsgründung 1948 rückgängig machen möchte.

Antisemitismus ist seit dem 7. Oktober in Deutschland wieder öffentlich sichtbar in Demonstrationen und Anschlägen auf Juden und Israelis. Anfang Februar 2024 prügelte ein Berliner Student einen seiner Kommilitonen an der Freien Universität Berlin krankenhausreif - weil er Jude war und an die von der Hamas verschleppten Geiseln erinnert hatte. Vor allem bei der jüngeren Generation scheint die Erinnerung an den Holocaust und die Solidarität mit Israel in den Hintergrund zu treten. Sie sehen den Krieg in Israel vielmehr durch die arabische oder auch muslimische Brille. Bei einer propalästinensischen Demonstration war jüngst ein Plakat mit der Aufschrift zu sehen: «Free Palestine from German guilt» -Befreit Palästina von der deutschen Schuld. Aber es gibt auch falsche Freunde Israels. Politiker der AfD betonen bei jeder Gelegenheit die Verbrechen der Hamas gegen Israel, um Muslime und letztlich den Islam aus Deutschland zu vertreiben. Der Krieg in Israel und Gaza spaltet die deutsche Gesellschaft mehr als dass er sie eint.

Unser Experte ➤ Siegfried Weichlein ist Professor für Europäische und Schweizerische Zeitgeschichte am Departement für Zeitgeschichte. siegfried.weichlein@unifr.ch

«C'était un travail obscène mais nécessaire»

Depuis 1934, personne ne s'était plus risqué à traduire en français Mein Kampf. Invité à Fribourg par le Professeur de l'Unifr Thomas Hunkeler, le traducteur Olivier Mannoni a expliqué les enjeux et les conditions de production de la nouvelle édition critique de l'ouvrage d'Hitler, parue en 2021 aux Editions Fayard. Patricia Michaud

Plutôt que de retraduire *Mein Kampf*, pourquoi ne pas laisser une bonne fois pour toutes cet ouvrage aux oubliettes?

Olivier Mannoni: Pour une raison très simple: si vous voulez éviter que des horreurs telles que celles qui ont été commises par les nazis ne se reproduisent, il faut connaître le contexte dans lequel elles ont été produites, les comprendre, les analyser. Mein Kampf, aussi insoutenable soit-il, est un document historique qui doit être rendu accessible, du moins aux chercheurs-euses. Il y a, encore et toujours, un culte autour de ce livre. Ce culte, il faut le refroidir. Montrer aux lectrices et aux lecteurs les mécanismes qui sous-tendent son discours afin de leur éviter de tomber dans le panneau. Traduire Mein Kampf est un travail obscène mais nécessaire, comme sont nécessaires les travaux des historien ne s.

Quels sont-ils, ces mécanismes qui sous-tendent le discours d'Hitler?

Olivier Mannoni: Il est assez révélateur de commencer par préciser qu'à sa sortie en 1925, Mein Kampf a provoqué des critiques horrifiées sur tout l'arc-en-ciel politique. Il s'agit d'une bouillie de langage, qui renvoie à une pensée confuse. Un phénomène accentué par l'absence totale de travail d'édition, correction des coquilles mise à part. Contrairement à la première traduction en français de 1934, qui était lissée, adaptée en «bon français», la nôtre tente de transposer l'univers mental de l'auteur, de montrer que l'écriture participe d'une démarche d'enfumage

qui permet de faire passer des messages simplistes. A noter que Trump s'en sert aussi, de cette méthode. Eh oui, les techniques de séduction et de communication des nazis étaient tristement avant-gardistes... Hitler crédibilise son projet – qui est construit sur un raisonnement volontairement faux – en le noyant dans une invraisemblance stylistique basée sur la répétition et la confusion. Puisqu'il n'est pas capable de convaincre autrement, c'est en rabâchant le même message abscons qu'il tente de le faire. Les complotistes l'ont bien compris: la logique ne peut rien contre l'illogisme lorsque ce dernier s'appuie sur la répétition et le mensonge.

Ce mandat de traduction, l'avez-vous accepté les yeux fermés?

Olivier Mannoni: Non. S'il s'était agi d'une «simple» traduction, comme celle de 1934, je n'aurais pas accepté. Dès le début du projet, il était clair que mon travail serait épaulé et encadré par une équipe d'historien·ne·s de premier plan. Et que le rendu irait bien au-delà du seul texte d'Hitler. Dans les faits, l'ouvrage ne s'appelle pas Mein Kampf mais Historiciser le mal, une édition critique de «Mein Kampf». Environ les deux tiers de ses quelque 900 pages sont consacrés à des annotations, commentaires et préfaces. Par ailleurs, cet ouvrage grand format, qui pèse environ 4 kg, est vendu au prix (dissuasif pour le grand public) de 100 euros et accompagné d'un avertissement de l'éditeur. Tous ses bénéfices sont reversés à la Fondation Auschwitz-Birkenau.

Vous avez passé plus de huit ans sur le projet; comment avez-vous vécu cette expérience, qui a d'ailleurs donné lieu à un essai intitulé *Traduire Hitler*?

Olivier Mannoni: Traduire Mein Kampf s'accompagne d'une lente descente dans l'horreur de la pensée d'Hitler. Alors oui, il faut faire attention de ne pas devenir fou. En tant que traducteur expérimenté, je suis habitué à faire preuve de distance professionnelle avec l'univers mental des auteur-e-s. Reste que dans ce cas précis, pour me ménager, je me suis contenté de Mein Kampf à doses homéopathiques. Et j'ai eu recours à une antidote très efficace: le génial auteur suisse Martin Suter, que je traduis depuis 25 ans.

La tempête qu'a provoquée l'annonce de la retraduction de *Mein Kampf* renvoie à une question plus large: peuton et doit-on tout traduire?

Olivier Mannoni: Cette question, on pourrait encore l'élargir: peut-on et doit-on tout publier? Prenons l'exemple des Protocoles des Sages de Sion, qui est un faux avéré très largement repris sous le nazisme, puis par l'extrême droite européenne. C'est un texte haineux qui utilise de vieilles mythologies racistes. Le republier n'a aucun intérêt: on ne peut pas l'analyser car ce n'est pas de l'histoire. Publier les écrits antisémites de Céline, notamment les torchons retrouvés récemment? Cela n'a aucun sens étant donné qu'ils n'apportent pas d'informations historiques, philosophiques ou morales dont on puisse tirer quelque chose.

Que dire des textes nazis de Rosenberg, Himmler ou Goebbels?

Olivier Mannoni: Là, c'est différent car il s'agit de documents historiques. Le mode d'expression de Goebbels, pour ne citer que lui, constitue une information intéressante en soi: il crée des techniques langagières de propagande, qui vont se retrouver ailleurs plus tard. Il est donc utile de connaître ses écrits même s'ils n'ont pas de valeur littéraire et une valeur historique problématique. Ils nous permettent de remonter à l'origine des techniques actuelles de torsion du langage. Pour résumer: une publication et/ou une traduction a du sens si elle peut apporter un éclairage. Ce qui est dénué de sens, ce sont les contenus obscènes et brutaux qui n'amènent rien du tout.

Thomas Hunkeler: Je me permets de rebondir sur le cas de Céline, car je ne suis pas 100% d'accord. Ce qui est problématique chez cet auteur – sur lequel j'ai pas mal travaillé – c'est que la séparation entre le «bon» et le «mauvais» Céline ne fonctionne pas. Il a certes un talent littéraire extraordinaire mais, du point de vue politique, c'est un parfait salaud. Il a notamment été l'un des pires antisémites français avant et durant l'Occupation. Or, lorsqu'on lit les pamphlets de Céline, on retrouve des parallélismes avec ses textes littéraires dans le style et le contenu. A mon avis, si on veut

comprendre le fonctionnement de la réception de cet auteur, il faut aussi publier ses textes antisémites, moyennant bien sûr un cadrage analytique. Attention, l'idée n'est pas de les mettre au même niveau que les écrits littéraires. Mais, en créant deux catégories séparées, on reconstruit cette dichotomie problématique entre grand écrivain et grand salaud. Il y a chez lui aussi cette volonté démagogique de déverser un flot de paroles, que l'on retrouve chez Hitler. En écartant ses pamphlets de son œuvre, on ferait en quelque le jeu du «bon Céline».

Olivier Mannoni: Je trouve vos arguments très pertinents. Ils me font penser à autre chose, le cas de Heidegger. Fallait-il publier ses *Cahiers Noirs*, d'une obscénité parfois insoutenable? Ils éclairent l'entier de l'œuvre de Heidegger, en permettent une nouvelle lecture. On finit par se poser la question: n'y a-t-il pas dans ses autres textes, aussi magnifiques soient-ils, des aspects problématiques? Dans ce cas, la publication a donc un sens, une valeur historique et intellectuelle. Finalement, votre avis sur Céline me convaincrait presque de lire ses écrits problématiques...

Est-ce que la traduction permet d'apporter une dimension supplémentaire au texte d'origine?

Olivier Mannoni: Je vous propose de quitter les mauvais auteurs pour passer aux bons, en l'occurrence Martin Suter, dont j'ai traduit presque tous les livres. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, traduire, ce n'est pas seulement transposer des mots dans une autre langue. C'est pour ça que l'IA ne parviendra jamais à faire de la traduction littéraire. Le traducteur s'interroge en permanence sur ce que veut dire l'auteur. Lorsque je traduis Suter, c'est comme s'il se trouvait derrière moi; je sais immédiatement lorsqu'un mot va déclencher une tempête. Un bon exemple est vorsichtig: chez l'écrivain suisse, cet adverbe annonce toujours quelque chose d'important. Or, il est très difficile à traduire. Selon les contextes, cela peut être «avec précaution» ou «avec prudence». Mais même ces deux termes sont imprécis. Je passe parfois des heures là-dessus. Il faut se mettre dans la tête de l'auteur, savoir où il veut en venir alors que parfois, lui-même ne le sait pas... Voilà pourquoi chaque traduction d'un même texte sera très différente. La sensibilité de la personne qui traduit va forcément produire une espèce d'interprétation, un peu comme dans le cas d'un interprète musical. La traduction, c'est la vision de l'auteur au-delà des mots utilisés. Bien sûr, on peut se tromper complètement. Si vous traduisez un texte tissé d'ironie au premier degré, ce sera un contresens absolu d'un bout à l'autre.

Le lecteur d'un ouvrage traduit bénéficie donc une grille de lecture que n'a pas le lecteur de l'ouvrage original?

Olivier Mannoni: En effet. Autre langue, autre époque: la poésie chinoise du XVIe siècle. Elle est sobrement

constituée de mots: «Fleurs, montagne, eau.» Aux XVII^e et XVIII^e siècles, on traduisait ainsi: «Il y avait des fleurs dans la montagne, l'eau coulait.» On plaquait une vision eurocentriste sur le texte. Aujourd'hui, les traducteurs vont chercher l'effet produit et tenter de le rendre. Ils ouvrent des possibilités aux lectrices et aux lecteurs sans les forcer. La traduction de ces poèmes est proche de la poésie européenne contemporaine: elliptique, suggestive, sans linéarité syntaxique plaquée.

Thomas Hunkeler: La traduction littéraire est une école de la précision. A la lecture d'un texte, la lectrice ou le lecteur normal·e va forcément privilégier certains éléments au détriment d'autres, qu'il choisit de ne pas considérer. Il est doté de cette liberté de créer son propre texte, qui fait partie du processus d'appropriation du texte. La traduction est un outil merveilleux pour freiner ce phénomène. Lorsqu'on traduit, on réalise qu'on croyait avoir compris alors qu'en fait, on ne comprenait pas tout. Idem pour un·e bon·ne éditeur·trice: elle ou il ne peut pas ne pas remarquer qu'il y a quelque chose à commenter.

Que se passe-t-il lorsqu'un-e auteur-re bilingue s'autotraduit?

Thomas Hunkeler: Une erreur courante consiste à penser que tous tes les bilingues sont des traducteurs trices. Or, leurs deux systèmes linguistiques fonctionnent l'un à côté de l'autre, en parallèle. Personnellement, alors qu'on me qualifie de bilingue français-allemand, je me tiens à distance de l'auto-traduction. Lorsque je publie un livre, j'ai l'impression d'avoir fait le tour de la question. Si je le traduisais, j'aurais tendance à le réécrire dans l'autre langue. Certes, en tant qu'auteur, j'en aurais le droit. Mais le rendu ne correspondrait plus du tout aux critères énoncés précédemment par Olivier. Beckett, auquel j'ai consacré ma thèse de doctorat, était un célèbre auto-traducteur. A force de devoir constamment répondre aux questions de ses traducteurs, il a fini par se mettre à traduire ses propres textes du français à l'anglais, quitte à réécrire de fond en comble certains de ses textes. Mais n'est pas Beckett qui veut...

Olivier Mannoni: On peut aussi citer Anne Weber, qui écrit en allemand et s'auto-traduit en français. Quoique, dans son cas, j'ose à peine utiliser ce terme: en réalité, elle se réécrit. On revient à ce que vous disiez à l'instant, Thomas: l'auteure produit carrément un autre livre, dans lequel sa pensée est différente. Cela n'est pas étonnant: une langue est le mode d'expression le plus profond d'une culture, d'une histoire.

La traduction de l'allemand vers le français comporte-telle des spécificités?

Olivier Mannoni: On entend souvent dire que l'allemand est une langue extrêmement précise et rigide. Grammaticalement, elle est en effet très précise. Par contre, la rigidité

est une légende. A l'école, les enfants francophones apprennent que über veut dire «au-dessus», mais en fait ça peut être «par-dessus», «par l'intermédiaire», etc. L'allemand est criblé de ce genre d'ambivalences. C'est une langue aux possibilités absolument incroyables, que les auteur·e·s utilisent de diverses manières. Le français a paradoxalement moins de flexibilité sémantique; par conséquent, la traductrice ou le traducteur est obligé de décider (et de préciser) le sens que l'auteur e peut vouloir donner à un mot. J'ai cité le vorsichtig de Suter tout à l'heure. Il y a aussi Hegel et son fameux Aufhebung, qui est littéralement intraduisible. Au point qu'on a, par convention, arrêté cinq ou six traductions possibles. La langue allemande se sert parfois de cette caractéristique pour maintenir une ambivalence poétique. Une fois traduit, l'auteur∙e peut se sentir à nu, car le français ôte le voile du langage. Cette polyvalence de l'allemand, jointe à la précision logique de la phrase, produit à la fois des chefs-d'œuvres... et des saloperies comme Mein Kampf.

Patricia Michaud est journaliste indépendante.

Notre expert ► Olivier Mannoni est est l'un des plus importants traducteurs littéraires de l'allemand vers le français. Il a traduit plus de 200 textes et ouvrages, dont *Mein Kampf* d'Hitler dans une édition critique (2021). Il est



par ailleurs l'auteur de l'essai *Traduire Hitler* (2022) et le directeur pédagogique de l'Ecole de Traduction Littéraire, à Paris. Il a reçu en 2018 le prestigieux prix de traduction Eugen-Helmlé. En mars 2024, il est intervenu à Fribourg dans le cadre des rencontres Aller-Retour organisées par la Collection CH.

olivier.mannoni@orange.fr

Notre expert > Thomas Hunkeler est professeur de littérature française et comparée à l'Unifr, où il co-dirige la formation «Bilinguisme et échange culturel». Parmi ses domaines de recherche figurent le théâtre contem-



porain ou encore les avant-gardes européennes. Son prochain livre, intitulé *Le masque de Hegel*, paraîtra en automne 2024 aux Editions du Seuil. thomas.hunkeler@unifr.ch

Verschlimbessern Verschlimmbessrn Verschlimmbesern



Deutsch und deutlich

Die deutsche Sprache scheint sich auf dem globalen Sprachenmarkt behaupten zu können – trotz der Vormachtstellung des Englischen in Wissenschaft, Wirtschaft und Diplomatie und trotz des Reputationsschadens durch Hitlerdeutschland. Regula Schmidlin

Vor ein paar Jahren bemerkte der englische Komiker John Cleese in einem Interview in der Frankfurter Allgemeinen Zeitung: «Viele Engländer, die wie ich ihre Jugend damit verbrachten, im Kino zu sehen, wie sich Engländer aus deutschen Kriegsgefangenenlagern befreien, denken, Deutsch sei eine Sprache, die gebellt wird.» Es sollte lange dauern, bis Deutsch wieder mit geistigem Reichtum und Völkerverständigung assoziiert und positiv bewertet wurde.

Die deutsche Sprache wird von rund 130 Millionen Menschen als Erst- oder Zweitsprache gesprochen. Damit ist Deutsch die meistgesprochene Sprache in der Europäischen Union. In sieben Ländern wird sie als Amtssprache verwendet: Deutschland, Österreich, Schweiz, Italien (Südtirol), Luxemburg, Liechtenstein und Belgien (Ostbelgien). Überdies gibt es weltweit rund siebeneinhalb Millionen deutschsprachige Menschen, die in 42 Ländern leben. Nach grosszügiger Schätzung gibt es 289 Millionen Menschen, die Deutsch als Fremdsprache lernen bzw. früher einmal gelernt haben. Blickt man auf die Rangliste der meistgesprochenen Sprachen der Welt, nimmt Deutsch den 12. Platz ein. Zum Vergleich: Französisch ist auf Rang 5, Italienisch auf Rang 20 und Englisch, natürlich, auf Rang 1.

Deutsch gilt als präzise und ausdrucksstark. Es verfüge, dank der literarischen Tradition und der langewährenden wissenschaftlichen Vorrangstellung, über einen besonders reichhaltigen Wortschatz und sei aufgrund seiner komplexen Struktur prädestiniert für den philosophischen Diskurs. Auch wenn solche Einschätzungen linguistischer Laien sprachvergleichenden Analysen nicht wirklich standhalten – schon nur die Wortschätze aller Sprachen dieser Welt sind offene Systeme und eigentlich nicht quantifizierbar –, und auch wenn das Sprachsystem genannt wird, wo eigentlich der Sprachgebrauch gemeint ist, ist es dennoch aufschlussreich, jene Merkmale der deutschen Sprache näher zu betrachten, die aus der Aussensicht offenbar besonders auffallen.

Einzigartig und unübersetzbar?

Fingerspitzengefühl, Schadenfreude, Weltschmerz – dies sind Wörter, die in den zahlreichen, im Internet wiederholt

kursierenden Listen deutscher Wörter figurieren, die angeblich unübersetzbar sind: Gemütlichkeit, Fernweh, verschlimmbessern, Zweckentfremdung, Innenleben, fremdschämen, Lebenskünstler, Torschlusspanik, Geborgenheit, Wanderlust und viele andere mehr. Sie sollen zeigen, wie eigenwillig, originell, vielleicht auch ausgefallen die deutsche Sprache ist, und damit auch ihre Sprecherinnen und Sprecher, denen, so die Vermutung, zum Beispiel das Gefühl der Schadenfreude näherliege als Anderssprachigen. Tatsächlich verdeutlichen die Wörter in diesen Listen komplexe Sachverhalte. Die französische Übersetzung von Schadenfreude, la joie maligne, scheint die Bedeutung des deutschen Wortes nur teilweise zu treffen. Es fehlt die Bedeutungskomponente des Heimlichen, Verstohlenen, vielleicht auch Schambehafteten. Die englische Übersetzung von Weltschmerz, the sadness or melancholy at the evils of the world, ist so umständlich, dass Weltschmerz als Germanismus auch im Englischen Eingang gefunden hat. Die frühesten Belege für Weltschmerz findet man bei Jean Paul. Das Wort wurde gemäss Jacob und Wilhelm Grimm «vom Jungen Deutschland und den ihm nahe stehenden autoren als modewort und literarisches schlagwort aufgegriffen und verbreitet» (Kleinschreibung im Original). Kurz und bündig ist die italienische Übersetzung des erst seit den 1930er Jahren belegbaren Wortes Fingerspitzengefühl - la sensibilità. Dies erfasst aber nur einen Teil des Konzeptes, das durch das deutsche Wort ausgedrückt wird und dort auch Einfühlungsgabe und Taktgefühl mitmeint.

Es ist nicht abzustreiten, dass in Sprachkulturen, die für einen komplizierten Sachverhalt ein einziges Wort aufweisen, das Bedürfnis entstand, genau dieses Konzept möglichst ökonomisch und griffig auszudrücken. Wie solche Wörter entstanden und auf welchen Wegen ihr Gebrauch sich verbreitete, ist jedoch in vielen Fällen nicht eindeutig zu klären. Nicht alle dieser angeblich singulär deutschen Wörter kann man, wie im Falle von Weltschmerz, im Umkreis eines bestimmten Autors ansiedeln. Zudem kann man nicht ausschliessen, dass es in irgendeiner anderen Sprache der Welt ebenfalls ein Wort mit der Bedeutung von Gemütlichkeit, Wanderlust oder auch Lebenskünstler gibt.

Anders verpackte Informationen

Warum sind Germanismen so schwierig übersetzbar? Zunächst ist jede Übersetzung eines Ausdrucks von einer Sprache in eine andere bloss eine Annäherung mit möglichst grosser Äquivalenz auf verschiedenen Ebenen, etwa der Ebene der Kernbedeutung, der Ebene der Mitbedeutung oder Konnotation – das Wort Köter hat zum Beispiel im Vergleich zu Hund eine negative Konnotation - oder der formal-ästhetischen Bedeutung. Was nun bei den als singulär deutsch betrachteten Wörtern auffällt: In vielen Fällen handelt es sich um Komposita. Ein deutsches Kompositum wie zum Beispiel Torschlusspanik ins Französische zu übersetzen, ist schon nur aus morphologischen Gründen, also aus Gründen der sprachspezifischen Wortbildungsmöglichkeiten, nicht Element für Element möglich. Das Wort hat im Deutschen eine so genannt synthetische Struktur und muss in eine so genannt analytische Struktur überführt werden, da Deutsch aus typologischer Sicht eher synthetisch, das Französische aber aus typologischer Sicht eher analytisch ist. Das bedeutet, dass die Information jeweils auf mehrere, syntaktisch aufeinander bezogene Einzelwörter verteilt werden muss. Die französische Übersetzung von Torschlusspanik, die das PONS-Wörterbuch vorschlägt, ist aus meiner Sicht äusserst gelungen: peur de laisser passer un moment décisif. Nicht die singulären deutschen Wörter werden also gefeiert, wenn man Konstruktionen wie Bierseligkeit, Minderwertigkeitskomplex, Immobilienberatungsunternehmen oder Darmkrebsfrüherkennungsuntersuchung bewundert (oder fürchtet), sondern eigentlich die deutsche Morphologie, die Möglichkeit der deutschen Wortbildung.

Aber auch hier ist einzuwenden: Andere germanische Sprachen kennen ebenfalls geschlossene Komposita. Norwegisch kennt das Wort *utepils* für das Bier, das man an sonnigen und warmen Tagen draussen trinkt. Viele Komposita gibt es auch im Englischen. Dort aber fallen sie deshalb weniger auf, weil zu den geschlossenen Komposita (handshake, newspaper) auch offene Komposita kommen, bei denen die lexikalischen Bestandteile getrennt geschrieben werden (school bus, economy class). Dazu kommen, wenn auch seltener, Bindestrichkomposita (well-being, editor-in-chief).

Rindfleischetikettierungsüberwachungsaufgabenübertragungsgesetz

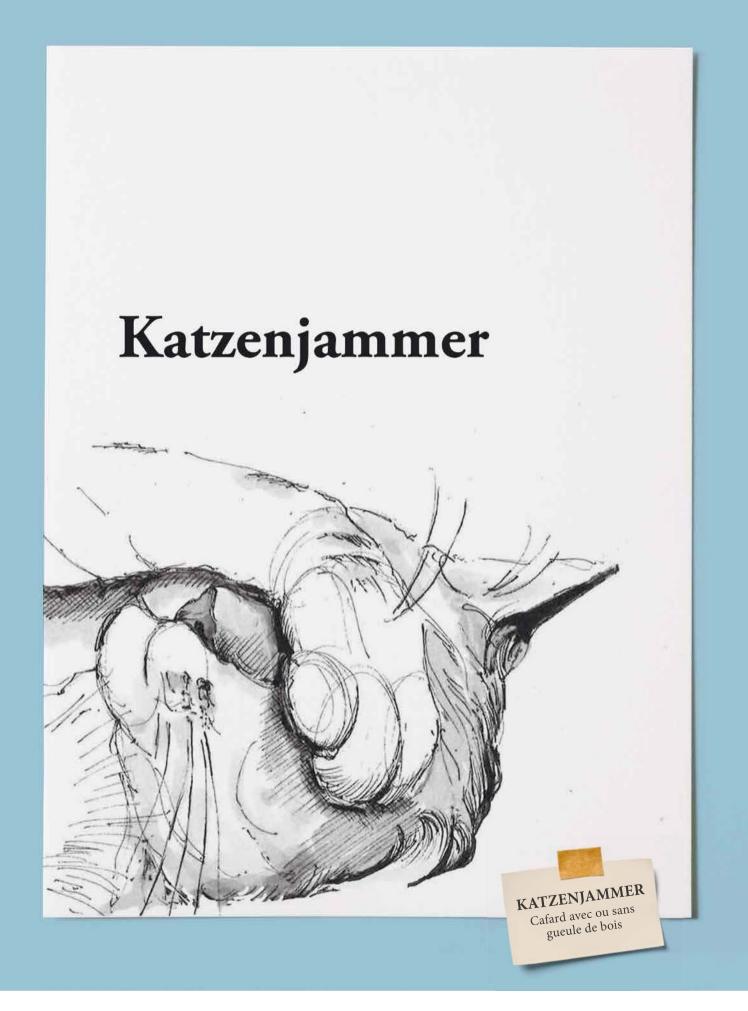
Als spezifisch deutsch gelten lassen muss man allerdings wohl die Mehrfachkomposita von Substantiven, die aus drei, vier, fünf oder sogar noch mehr Gliedern bestehen. Diese sind in bestimmten Fachsprachen und typischerweise auch in der deutschen Verwaltungssprache anzutreffen: Arbeiterunfallversicherungsgesetz, Finanzdienstleistungsunternehmen, Veranstaltungsinformationsdienst. Das Verstehen solcher Komposita ist anspruchsvoll, weil sie zwar von

links nach rechts gelesen werden, aber vom Grundwort her, das am Ende steht, entschlüsselt und bei jedem Schritt in zwei sinnvolle Einheiten segmentiert werden müssen: Dienst, Informations-dienst, *Veranstaltungs-informationsdienst*.

Solche Mehrfachkomposita, wie z.B. das Wort Rindfleischetikettierungsüberwachungsaufgabenübertragungsgesetz, sind jedoch nicht nur aus Sicht Anderssprachiger, sondern auch aus Deutschschweizer Sicht ungewöhnlich. Im Schweizerhochdeutschen werden solche überschiessenden Mehrfachkomposita gerade in der Verwaltungssprache dadurch verhindert, dass sie jeweils in die anderen Landessprachen übersetzt werden müssen. Was also im Bundesland Thüringen Dritte Thüringer SARS-CoV-2-Sondereindämmungsmassnahmenverordnung genannt wurde, hiess im Kanton Freiburg Verordnung über kantonale Massnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus. Während das Wort Sondereindämmungsmassnahmenverordnung vom Grundwort Verordnung her verstanden werden muss (Verordnung, Massnahmen-verordnung usw.), wird die Schweizer Variante linear in der Leserichtung entschlüsselt. Das als typisch deutsch erachtete, synthetische Kompositum hat im Schweizerhochdeutschen also eine analytische Entsprechung. Sprachwissenschaftlich ausgedrückt: Der Kern der Nominalphrase wird linear mit Präpositionalphrasen erweitert. Der Schritt zur französischen Übersetzung ist dadurch nicht mehr gross: Ordonnance relative aux mesures cantonales pour freiner la propagation du coronavirus. Es ist also gut möglich, dass das Schweizerhochdeutsche durch den engen Sprachkontakt mit dem Französischen und Italienischen analytischer geworden ist. Das Rindfleischetikettierungsüberwachungsaufgabenübertragungsgesetz aus Mecklenburg-Vorpommern (!) wurde übrigens 2013 ausser Kraft gesetzt.

Unsere Expertin ➤ Regula Schmidlin ist Professorin für Germanistische Linguistik am Departement für Germanistik. Sie hat zur Variation der deutschen Standardsprache geforscht. Aktuell leitet sie ein Forschungsprojekt zum Erwerb von Textkompetenz auf Sekundarstufe II. Sie war zudem an verschiedenen Wörterbuchprojekten beteiligt.

regula.schmidlin@unifr.ch



Das elfte Gebot

Es ist bereits geschehen, also kann es wieder geschehen. Darum: Sei nicht gleichgültig! Sei wachsam! Alle müssen aufstehen, wenn eine Regierung eine Minderheit angreift. Der Staat muss die Verfassung, die Menschenrechte und Minderheiten achten. Martin Widrig

Kaum etwas hat die Menschheit mehr erschüttert als die Ereignisse, die sich um die Zeit des zweiten Weltkrieges abgespielt haben. Das Bestreben, eine Wiederholung solcher Verbrechen zu verhindern, führte nicht zuletzt zur Schaffung der Menschenrechte. Die Gewährleistung «der angeborenen Würde (...) und unveräusserlichen Rechte aller (...) Menschen (bildet) die Grundlage von Freiheit, Gerechtigkeit und Frieden in der Welt», erörtert etwa die UNO in der Präambel zur Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte von 1948. Der Menschheit höchstes Ziel ist eine Welt, «in der die Menschen Rede- und Glaubensfreiheit und Freiheit von Furcht und Not geniessen». Der Staat muss die Menschenrechte anerkennen, «damit der Mensch nicht gezwungen wird, als letztes Mittel zum Aufstand gegen Tyrannei und Unterdrückung zu greifen».

Eine Regierung darf Menschenrechte zwar einschränken, aber nicht «verletzen». Sie verletzt sie, wenn sie in diese eingreift, aber nicht beweist, dass der Eingriff notwendig und geeignet ist, um ein wichtigeres Gut als das Individualrecht zu schützen. So bewahren die Menschenrechte das Individuum effizient vor willkürlichen Handlungen des Staates.

Erfolgsmodell der Nachkriegsjahre

Eine Reihe weiterer Massnahmen zielt darauf ab, eine Wiederholung der Geschichte zu verhindern. So lernen wir bereits in der Schule über die Machtergreifung Hitlers, über das mit dem Titel «Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich» schöngemalte «Ermächtigungsgesetz», mit dem sich das Parlament selbst entmächtigte, über das Verbot, die Zensur und Verfolgung von unliebsamen Parteien und Ansichten oder über die Macht von Propaganda. Zudem unterhalten wir Gedenkstätten, veranstalten Gedenkanlässe, haben freie Medien und die Gewaltenteilung.

Die Lehren aus dem zweiten Weltkrieg haben zu einer Blütezeit des Westens geführt. Nach Michael Esfeld, einem Professor für Wissenschaftsphilosophie, ist dies auch einem Zusammenspiel von Rechtsstaat und Wissenschaft zu verdanken. So müssten in der Wissenschaft Evidenz und

Argument einer kritischen Prüfung standhalten. Qualität zähle, nicht Autorität. Auch unsere ehemalige Rektorin, Professorin Astrid Epiney, hat darauf hingewiesen, wie wichtig es ist, dass die Universität ein Ort bleibt, an dem wissenschaftliche Ergebnisse und Meinungen (im Rahmen des Gesetzes) frei diskutiert werden können. Aber genügt all das, um einen neuen Totalitarismus zu verhindern?

Könnte es wiedergeschehen?

Es ist geschehen, also kann es wieder geschehen, sagt zum Beispiel Primo Levi, der das Schlimmste der damaligen Zeit - den Holocaust - überlebte. Verschiedene soziale und psychosoziale Experimente suggerieren, dass er richtig liegt. In jedem Land können sich Dynamiken entwickeln, wie es sie seinerzeit in Deutschland gab. Der auf einer wahren Gegebenheit aufbauende und inzwischen verfilmte Roman «Die Welle» etwa beschreibt ein Experiment, in dem eine amerikanische Schulklasse totalitäre Leitsätze unkritisch annahm und lebte. Die meisten Schüler_innen folgten blind der Mehrheit. Auch in einem bekannten Experiment von Solomon Asch verweigerten sich gut 75 Prozent der Personen wegen Gruppendynamiken der Realität. Sie beantworteten Fragen falsch, obwohl sie die richtige Antwort kannten, weil andere zuvor auch eine falsche Antwort gegeben hatten. In einem Experiment von Stanley Milgram waren gut 65 Prozent der Versuchspersonen bereit, einen Menschen zu töten, wenn eine glaubwürdige Autorität die Anweisung dazu erteilte - und dies für ein belangloses Experiment: Die Versuchspersonen glaubten, es gehe darum herauszufinden, ob mitunter lebensgefährliche Elektroschocks für falsche Antworten den Lernfortschritt einer Person begünstigen.

Schleichende Angewöhnung

Aber wie kann es sein, dass ein Volk, Politiker_innen und selbst Gerichte bei derartigen Verbrechen mitmachen, ohne es zu merken? Eine mögliche Antwort auf diese Frage liefert der Holocaustüberlebende Marian Turski in einer Rede vom Januar 2020. «Auschwitz ist nicht vom Himmel

gefallen», erinnert er. Die Opfer, die Täter und die Zeugen seien langsam daran gewöhnt worden, dass man eine Minderheit ausgrenzen durfte. Irgendwann wurde das Volk gleichgültig und hörte auf, auf das Böse zu reagieren. Schrittweise wurde es Juden erst verboten, sich auf gewisse Bänke zu setzen oder ins Schwimmbad zu gehen. Später mussten sie Gesangsvereinen fernbleiben, ihre Kinder durften nicht mehr mit deutschen Kindern spielen und Nahrungsmittel durften sie erst nach 17 Uhr einkaufen. Schliesslich hiess es, dass Juden Krankheiten und Epidemien verbreiten. Gerade Letzteres sei gefährlich und der Anfang von dem, das schnell folgen könne, mahnt er: Arbeits- und Ausreiseverbote, dann die Deportationen. Um eine Wiederholung der Geschichte zu verhindern, darf man nicht gleichgültig sein. Alle müssen aufstehen, wenn die Regierung Minderheiten angreift. Es ist wichtig, die Verfassung, die Rechte und die Minderheiten zu schützen. Dies ist das 11. Gebot.

Kann man in eine Diktatur hineinrutschen, ohne dass man es merkt?

Nachdenklich stimmen in diesem Zusammenhang auch teilweise sehr kritische Ansichten zu den Massnahmen während der Corona-Pandemie. Während eine Mehrheit von uns die Massnahmen gutgläubig und opferbereit annahm, um zur Überwindung der Krise beizutragen und auch die Zertifikatspflicht zumindest für tragbar erachtete, war eine Minderheit höchst besorgt.

Die meisten von uns haben die Massnahmen als ein notwendiges Übel betrachtet, um die Pandemie zu bewältigen. Aber war dem wirklich so? Die Frage ist schon darum interessant, weil die Möglichkeit, dass wir uns geirrt haben, die Deutschen von damals in einem völlig anderen Licht erscheinen lässt: Waren die etwa genauso gutgläubig und vernünftig wie wir? Kann man in eine Diktatur hineinrutschen, ohne dass man es merkt? Natürlich können wir diese komplexe Frage an dieser Stelle nicht abschliessend beantworten. Unverkennbar ist jedoch, dass es während der Pandemie zu massiven Menschenrechtseinschränkungen aller und insbesondere der «Ungeimpften» gekommen ist. Das Bundesgericht verurteilte sogar unseren Kanton, da er Menschenrechte minderbemittelter Studierender verletzte.

Was nun?

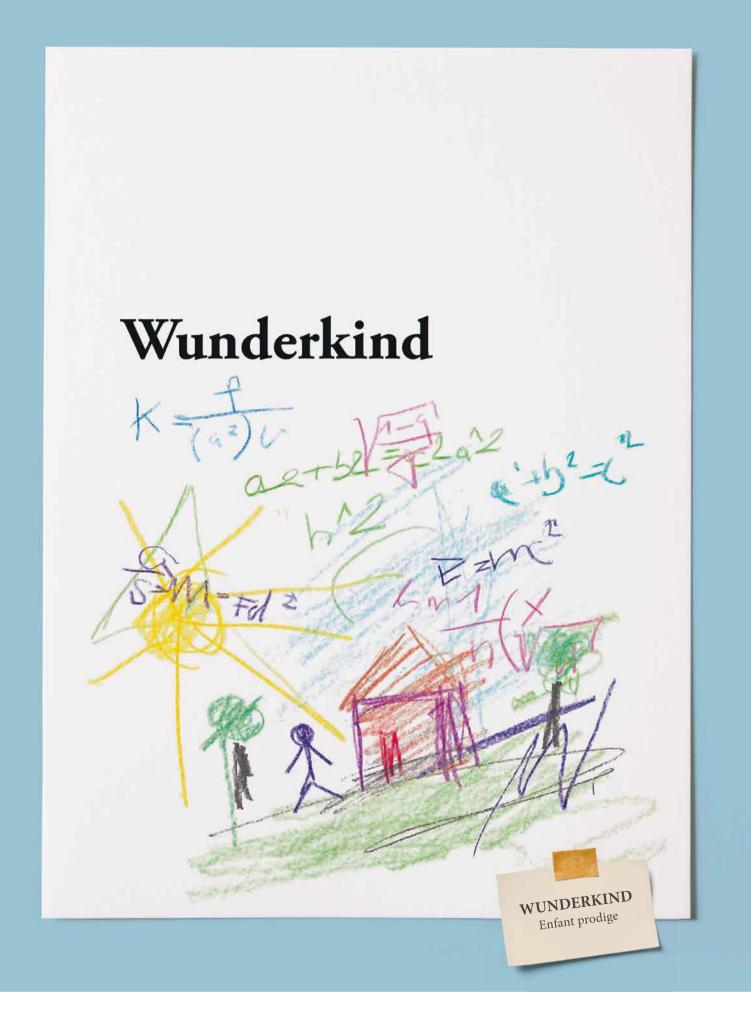
Der Bundesrat scheint von der Richtigkeit seiner Massnahmen überzeugt zu sein und möchte diese nun für alle möglichen Gesundheitsnotfälle im Epidemiegesetz verankern. Zudem unterstützt er eine Änderung der Internationalen Gesundheitsvorschriften und einen neuen Pandemiepakt, worüber die Vertragsstaaten der WHO im Mai 2024 abstimmen werden. Mehrere Kreise befürchten eine grosse Machtabtretung an die WHO – vor allem, wenn «Gesundheit» im Sinne von One Health interpretiert wird, die auch die Gesundheit der Tier- und Umwelt mitumfasst.

Die unkritische Zementierung der Massnahmen im Gesetz und der Wille zur Abgabe der Macht an die WHO um über solche und härtere Massnahmen zu entscheiden überrascht. Klar, die Corona-Zeit war auch für die Behörden schwierig. Oft mussten sie innert kurzer Zeit schwierige Entscheidungen fällen. Darum ist möglich und nachvollziehbar, dass sie menschenrechtliche und wissenschaftliche Grundsätze weniger stark befolgten als eigentlich notwendig gewesen wäre. Während einer Krise ist eine gewisse Nachsicht angebracht. Unter normalen Umständen sollte dies aber gerade eben nicht der Fall sein. Nicht weil wir unserer Regierung «Böses» unterstellen sollten, sondern weil Menschenrechte zwar schnell abgetreten, aber nur schwer zurückzugewinnen sind. Umso wichtiger ist es jetzt die Ruhe vor dem nächsten Sturm zu nutzen, um das Geschehene rigoros aufzuarbeiten und zu prüfen welche Massnahmen sich auch unter den üblichen Grundsätzen von Rechtsstaat und Wissenschaft rechtfertigen lassen. Die Ergebnisse dieser Untersuchung müssten dann in die Gesetzgebung miteinfliessen. Dieses Vorgehen, die Forderung offener (wissenschaftlicher) Debatten, die Verhinderung einer zu grossen Machtkonzentration und die Beachtung des 11. Gebots sind, ganz allgemein betrachtet, wohl das Beste, das wir tun können, um diese wichtigen, opferreichen Errungenschaften der Menschheit aus Deutschlands schwersten Tagen auch für künftige Generationen zu wahren und ein unbemerktes Abdriften in einen neuen Totalitarismus zu verhindern.

Unsere Experte > Martin Widrig ist Lektor am Lehrstuhl für Infrastrukturrecht und neue Technologien der Rechtswissenschaftlichen Fakultät. martin.widrig@unifr.ch

Referenzen

- ▶ Michael Esfeld: Land ohne Mut, Berlin 2023, S. 82.
- ▶ BGE 149/191



Land der Dichter und Denker

Die Literaten träumten davon oder litten daran. Arnd Beise

«Deutschland? Aber wo liegt es? Ich weiß das Land nicht zu finden», stellte Friedrich Schiller 1796 fest. Johann Wolfgang von Goethe bekräftigte: «Zur Nation euch zu bilden, ihr hofft es, Deutsche, vergebens.»

Um 1800 war die Auflösung des Deutschen Reichs, die bereits im Mittelalter begonnen hatte, an ihr Ende gekommen. 1806 wurde das «Heilige Römische Reich Deutscher Nation» auf Wunsch Napoleons von den deutschen Fürsten liquidiert. Tatsächlich gab es auch vorher kein «Deutschland»: Spätestens seit dem Westfälischen Frieden 1648 war «Deutschland» in rund 300 kleine und kleinste «Herrschafften eingetheilet, welche einander nichts zu befehlen» (Christian Wernicke 1685) hatten oder sich sogar bekriegten.

Die Poeten aber dichteten trotzdem für und über Deutschland; mitunter nicht einmal auf Deutsch. Nicodemus Frischlin zum Beispiel pries 1585 die Überlegenheit des neuzeitlichen Deutschlands gegenüber der Antike auf Latein in seinem Drama «Iulius Redivivus». Hier treten der im Titel genannte Gaius Julius Caesar samt seinem ehemaligen Widersacher Marcus Tullius Cicero freundschaftlich wiederbelebt auf, um sich von dem ebenfalls wiederbelebten Hermann, dem Cherusker, und dem erst 1540 verstorbenen Humanisten Eobanus Hessus belehren zu lassen, dass das humanistisch gebildete Deutschland das antike Rom weit übertreffe. Cicero ist begeistert: «Jch gäntzlich wehn | Teütschland sey worden gar Athen»; und auch Caesar gibt zu: «seelig ist diß landt.»

Die Gedanken sind frei

In der Gelehrtenrepublik träumte man von Deutschland; politisch blieb «Deutschland (...) durch seine alte und neue Schwachheit ganz Nullität», wie sich Johann Gottfried Seume um 1800 ausdrückte. Wenn man freundlich sein wollte, nannte man es das Land der Dichter und Denker. Während Franzosen, Russen und Briten sich als Nationen konstituiert und unter sich «das Land» und «das Meer» aufgeteilt hätten, sei das Land der Deutschen ein

«Luftreich des Traums» geblieben, meinte Heinrich Heine 1844 und bekannte zugleich: «Denk ich an Deutschland in der Nacht, | Dann bin ich um den Schlaf gebracht, | Ich kann nicht mehr die Augen schließen. | Und meine heißen Tränen fließen.» Heine weinte, weil «deutsch» und «frei» zwei Wörter zu sein schienen, die man seinerzeit nicht zusammen denken konnte, wenn Freiheit nicht bloss die des Gedankens in der Gelehrtenrepublik meinen sollte.

Immerhin gab es in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts aber auch einige wenige Schriftsteller, die an eine baldige Demokratisierung Deutschlands glaubten. Georg Büchner zum Beispiel spottete über die deutsche Kleinstaaterei: «KÖNIG PETER. Werden die Gränzen beobachtet? CEREMONIENMEISTER. Ja, Majestät. Die Aussicht von diesem Saal gestattet uns die strengste Aufsicht. (Zu einem Bedienten.) Was hast Du gesehen? ERSTER BEDIENTE. Ein Hund, der seinen Herrn sucht, ist durch das Reich gelaufen. CEREMONIENMEISTER (zu einem andern). Und Du? ZWEITER BEDIENTE. Es geht jemand auf der Nordgränze spazieren, aber es ist nicht der Prinz, ich könnte ihn erkennen. (...) ERSTER BEDIEN-TE. Halt! Ich sehe was! Es ist etwas wie ein Vorsprung, wie eine Nase, das Übrige ist noch nicht über der Gränze; und dann seh' ich noch einen Mann und dann noch zwei Personen entgegengesetzten Geschlechts. CEREMO-NIENMEISTER. In welcher Richtung? ERSTER BE-DIENTE. Sie kommen näher. Sie gehen auf das Schloß zu. Da sind sie.» («Leonce und Lena», 1837.) Und er hoffte mit seinem Ko-Autor Friedrich Ludwig Weidig, ja war sich zeitweilig sogar sicher, dass sich auch «in Deutschland» bald «das Volk» erheben und «seine Fürsten», die «es zerfleischten und schunden», hinwegfegen würde: «Hebt die Augen auf und zählt das Häuflein eurer Presser, die nur stark sind durch das Blut, das sie euch aussaugen und durch eure Arme, die ihr ihnen willenlos leihet», rief er den hessischen Bauern stellvertretend für das deutsche Volk zu und prophezeite: «Deutschland ist jetzt ein Leichenfeld, bald wird es ein Paradies seyn. Das deutsche Volk ist Ein Leib, ihr seyd ein Glied dieses Leibes. Es ist einerlei, wo die Scheinleiche zu zucken anfängt. Wann der Herr euch seine Zeichen gibt (...), dann erhebet euch und der ganze Leib wird mit euch aufstehen. (...) Ihr bautet die Zwingburgen, dann stürzt ihr sie, und bauet der Freiheit Haus.» («Der Hessische Landbote», 1834.) Die Geschichte zeigt, dass dieser Optimismus haltlos war. Immerhin sah es 1848 kurzfristig so aus, als könnte ein neues Deutschland entstehen. «Auf die Trompeten geblasen, | Deutschland, Deutschland ist frei!» Aber wie Adolf Glaßbrenner in einem seiner «Verbotenen Lieder» bereits geahnt hatte: Es war nur «ein grüner Traum.» Die Revolution von 1848/49 ging als «gescheiterte Revolution» in die Geschichtsschreibung ein.

Sehnsucht nach Deutschland

Theodor Fontane, einer der führenden Realisten, schrieb 1852, es gelte nunmehr alle «Vortrefflichkeitsschablonen ins Pult» zu «verschließen» und sich abzufinden. Die Literatur dieser Zeit ist geprägt durch den Geist der Resignation. «Hoffen wir Alle auf dem Wege der Geduld und Entsagung zu unserm Recht zu kommen. (...) Wir sind Alle zur Entsagung geboren», lautete die Parole (Willibald Alexis, 1852).

Unterdessen mehrte sich die Sehnsucht nach einem einigen Deutschland, an dessen «Wesen / Einmal noch die Welt genesen» möge, wie es Emanuel Geibel formulierte («Deutschlands Beruf», 1861). Es «wuchs (...) die junge Pflanze der deutschen Einheit heran, bis jener Tag kam, da ein Ruf allgemeiner Entrüstung das ganze Deutschland zu dem Kampf gegen den Erbfeind unter die Waffen rief. In jenem Augenblicke gab es keine Mainlinie, keinen Norden und Süden mehr, es gab nur noch eine – deutsche Nation», schwärmte Anfang der 1870er Jahre ausgerechnet die Schwester des oben zitierten Propheten der Freiheit, Luise Büchner, und verkannte Otto von Bismarck als Garanten von «Freiheit und Recht».

Von Liebe und Hass

Friedrich Nietzsche hatte schon in den 1870er Jahren geklagt, die Jugend werde zu «zeitiger Grauhaarigkeit» erzogen. Doch einige klagten wie Georg Heym 1910: «ich ersticke noch mit meinem brachliegenden Enthousiasmus in dieser banalen Zeit», und er wünschte sich, dass endlich etwas Mitreissendes geschehe; etwa, «daß man einen Krieg begänne, er kann ungerecht sein».

Dieser Krieg wurde Wirklichkeit, und in den Schützengräben des Ersten Weltkriegs verblutete die expressionistische Generation. Vergeblich warnte in der kurzen Weimarer Republik Kurt Tucholsky davor, Deutschland den Nationalisten zu überlassen: Auch «wir lieben dieses Land (...) mit dem gleichen Recht» wie «die Mehrzahl der nationalen Esel (...). Wir haben das Recht, Deutsch-

land zu hassen – weil wir es lieben. Man hat uns zu berücksichtigen, wenn man von Deutschland spricht, uns: Kommunisten, junge Sozialisten, Pazifisten, Freiheitliebende aller Grade; man hat uns mitzudenken, wenn «Deutschland» gedacht wird» («Heimat», 1929). Nach 1933 sorgten die Nazis dafür, dass derer, die Tucholsky erwähnte, bei dem Wort «Deutschland» nicht mehr gedacht wurde.

In Folge des Zweiten Weltkriegs wurde Deutschland geteilt. In der BRD erkannte Heinrich Böll 50 Jahre nach dem Erscheinen von Manns «Untertan» noch immer «das Zwangsmodell einer untertänigen Gesellschaft», gegen das die meisten Schriftsteller_innen engagiert anschrieben. In der DDR war Geschichtsoptimismus vorgeschrieben, doch Brecht entlarvte dessen Zwangscharakter schon 1953 in den Versen: «Wenn der Eiserne sie prügelt | singen die Musen lauter»; Thomas Brasch brachte die Tragödie des sozialistischen Drittels von Deutschland 1977 auf den Punkt: «Vor den Vätern sterben die Söhne.»

Das Leiden hat ein Ende

Die Implosion des sogenannten Ostblocks ermöglichte 1990 den Beitritt der DDR zur BRD; seither gibt es wieder ein Deutschland. Den literarisch Schreibenden fiel dazu wenig ein. Das Feuilleton feierte in den 1990er Jahren die «Normalisierung» Deutschlands und seiner Literatur, weil literarisch scheinbar nicht mehr an Deutschland gelitten wurde. Die Literatur verkam kurzzeitig zu einem Archiv der Alltagskultur.

Das Thema «Deutschland» wurde im 21. Jahrhundert aber eine Domäne der Literatur von Autor_innen, die als Kinder von Immigrant_innen in Deutschland geboren wurden. «Deutschland war nicht das, was du dir erhofft hattest, Hüseyin. Du hattest dir ein neues Leben erhofft. Was du bekamst, war Einsamkeit» in dem «kalten, herzlosen Land», summiert zum Beispiel die Erzählerin der 1986 in Karlsruhe geborenen Fatma Aydemir ein Einwandererschicksal in dem Roman «Dschinns» (2022), mit dem sie zu Recht auf die Shortlist des Deutschen Buchpreises gelangte und für den sie 2023 den Preis der LiteraTour Nord bekam.

Unser Experte ► Arnd Beise ist Professor für Germanistische Literaturwissenschaft und Literaturgeschichte am Departement für Germanistik. arnd.beise@unifr.ch

Suisse – Allemagne: Le chemin passe par Bruxelles

Puisque les relations bilatérales entre la Suisse et l'Union européenne sont complexes à plusieurs titres, pourquoi ne pas s'adresser plus directement à nos voisins? Pas si simple, car le droit européen règlemente les négociations touchant à ses Etats membres. Explications. Astrid Epiney

La Suisse entretient des relations notamment économiques, mais aussi scientifiques et culturelles, très étroites avec ses pays voisins, parmi lesquels l'Allemagne revêt, pour différentes raisons, une importance particulière. Dans un contexte où persistent les difficultés à stabiliser les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne (UE), la question se pose de savoir si au moins certains dossiers ne pourraient pas être réglés directement par des accords internationaux touchant uniquement les deux pays concernés. A première vue, cette approche paraît séduisante, puisqu'elle éviterait différentes «complications» liées aux processus décisionnels au sein de l'Union, notamment l'implication de tous les Etats membres dans le mandat de négociation et le rôle très important de la Commission européenne, qui doit toujours tenir compte des intérêts de l'ensemble des Etats membres.

Pas si simple

Toutefois, cette solution a priori parfaite se heurte à de nombreuses difficultés, notamment d'ordre juridique. En effet, le droit de l'Union européenne limite les compétences des Etats membres dans la conclusion d'accords avec des pays tiers comme la Suisse. L'Union européenne – elle-même un sujet de droit international – a le pouvoir de conclure des conventions internationales dans les domaines de sa compétence. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir des règles concernant la relation entre les accords conclus par l'Union européenne (qui font partie intégrante du droit de l'UE et doivent donc être respectés et appliqués par les Etats membres) et ceux conclus ou à conclure

par les Etats membres, afin d'éviter d'éventuels conflits et d'assurer l'effectivité du droit de l'UE. Ainsi, les traités fondateurs de l'UE contiennent des dispositions à ce sujet qui ont été interprétées et précisées dans une vaste jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

En résumé, dans ce contexte, trois aspects sont particulièrement importants:

- Tout d'abord, l'Union européenne a des compétences dites exclusives dans certains domaines. Ce principe signifie que, dans les domaines concernés, seule l'Union européenne peut conclure des conventions internationales et que les Etats membres n'ont plus aucune compétence en la matière. En fait partie notamment la politique commerciale extérieure qui concerne tous les aspects liés à l'importation et l'exportation de produits.
- Même hors des domaines relevant de ces compétences exclusives, les Etats membres ne sont pas autorisés à conclure des accords internationaux avec des Etats tiers pour autant que l'Union ait réglé le domaine en question de façon exhaustive par du droit interne, par exemple au travers de directives ou de règlements. Au vu de l'étendue du droit de l'UE, ce cas de figure se présente très régulièrement, notamment dans les domaines concernant le marché intérieur. En effet, il faut partir du principe que les dispositions du droit de l'UE concernant le marché intérieur (qui couvre la libre circulation des marchandises, services, personnes et capitaux) revêtent, en règle générale, un caractère exhaustif avec notamment pour conséquence que les Etats membres ne sauraient

- conclure individuellement des accords internationaux en la matière avec des pays tiers.
- Finalement et de manière générale, des conventions internationales conclues par les Etats membres ne doivent pas d'une façon ou d'une autre entraver l'effectivité du droit de l'UE. Si tel est le cas ou non doit être analysé pour chaque situation précise en tenant compte de la portée du droit de l'UE pertinent et du contenu exact de l'accord en question.

Autonomie restreinte

En plus de ces principes juridiques qui limitent de manière considérable la marge de manœuvre des Etats membres concernant leurs relations extérieures, il convient de rappeler que l'UE a mis sur pied une multitude de programmes (par exemple dans le domaine de la recherche ou des échanges d'étudiant·e·s), ainsi que de systèmes de collaboration et d'information multiples (comme dans le domaine de la sécurité alimentaire ou de la stabilité du réseau électrique), souvent à travers la création d'agences européennes. Une participation à ces mécanismes européens passe nécessairement par des accords avec l'Union elle-même.

Il ressort de ce qui précède que ni l'Allemagne ni d'autres Etats membres de l'UE ne peuvent régler leurs relations avec des pays tiers de manière «autonome»; au contraire, leur marge de manœuvre est très limitée, que ce soit dans les domaines relatifs au marché intérieur ou dans d'autres domaines tels que la participation à différents programmes ou systèmes d'information européens. Il faut donc partir de l'idée que, pour régler de manière adéquate les relations entre la Suisse et ses pays voisins comme l'Allemagne et afin que la Suisse puisse effectivement sauvegarder ses intérêts, le chemin passe nécessairement par Bruxelles.

Soigner le contact

C'est pourquoi les contacts et négociations avec la Commission sont cruciaux pour que la Suisse puisse continuer de participer – à travers des accords dits bilatéraux – à de larges parties du marché intérieur et de profiter d'autres collaborations ou systèmes d'information mis sur pied par l'Union européenne. En d'autres termes, si la Suisse estime que cette participation au marché intérieur est dans son intérêt, tout comme la participation à d'autres acquis du droit de l'Union tels que les programmes de recherche ou la coopération dans le cadre de «Schengen/Dublin» (une question à laquelle le Conseil fédéral, le Parlement et le peuple ont répondu favorablement à plusieurs reprises), il est indispensable de passer par des accords avec l'UE.

La procédure de conclusion de tels accords connaît différentes étapes qui impliquent la participation de la Commission européenne, du Conseil de l'UE (composé des membres des gouvernements des Etats membres) et du Parlement européen. Le Conseil de l'UE, et donc les Etats membres, est quant à lui impliqué de A à Z, tant en amont des négociations (puisque le mandat des négociations doit être décidé par le Conseil) qu'à la fin du processus (puisque la conclusion d'un accord international nécessite en principe l'approbation du Conseil).

En définitive, l'idée de régler les relations entre la Suisse et l'Allemagne en aparté, notamment en ce qui con-cerne la participation de la Suisse au marché européen ainsi qu'à des programmes ou systèmes d'information européens, n'est pas viable, la marge de manœuvre et les possibilités des Etats membres étant très limitée. Le chemin passe dès lors forcément par Bruxelles. Ce constat n'empêche toutefois pas que les relations avec les pays voisins restent d'une grande importance, et ce à plusieurs égards: un gouvernement national comme celui de l'Allemagne a notamment une certaine influence - voire une influence certaine - sur les décisions du Conseil. De plus, en ce qui concerne tout particulièrement l'Allemagne, il convient également de souligner le rôle des Länder qui peuvent aussi faire valoir leurs intérêts non seulement auprès du gouvernement national, mais aussi à Bruxelles. Ainsi, le Baden-Württemberg a, par exemple, toujours exprimé son très grand intérêt à ce que les relations avec la Suisse soit stabilisées et développées. En ce sens, les contacts politiques étroits que la Suisse entretient tant avec le gouvernement allemand qu'avec le Baden-Württemberg sont d'une grande importance.

Il n'empêche que les négociations sont menées par la Commission européenne qui doit forcément tenir compte de l'intérêt de tous les Etats membres et des principes régissant le droit européen en général et le marché intérieur en particulier.

Sur cette toile de fond, il convient d'analyser et d'évaluer le mandat de négociation qui vient d'être décidé par le Conseil fédéral pour les négociations Suisse-Union européenne au sujet de la stabilisation et du développement des accords bilatéraux Suisse-UE («Bilatérales III»). De tels accords – dont le contenu reste à préciser lors des négociations à venir – impliquent forcément des compromis des deux parties et des obligations réciproques qui limitent, bien entendu, la marge de manœuvre des parties contractantes. Au final, il s'agit d'une pesée d'intérêts et d'une évaluation des risques auxquelles il faut procéder sur la base d'une analyse du contenu de l'accord trouvé, tout en sachant que des relations stables avec l'Allemagne – et toute participation au marché intérieur de l'UE – passent forcément par Bruxelles.

Notre experte **Astrid Epiney** est professeure à l'Institut de droit européen. astrid.epiney@unifr.ch







Une équipe du Département d'oncologie, microbiologie et immunologie a découvert des marqueurs dans le sang qui permettent d'identifier la présence d'un cancer du sein. De quoi révolutionner le dépistage de la maladie. sophie Roulin

Un test sanguin pour dépister le cancer du sein et détecter les rechutes de manière précoce, c'est ce que propose Xemperia SA, un spin-off de l'Université de Fribourg. Ses fondateurs-trices s'appuient sur des découvertes faites par une équipe de recherche de la Faculté des sciences et de médecine. La société espère commercialiser sa solution d'ici 2028.

A la tête de la start-up, Curzio Rüegg, professeur de médecine à l'Unifr, et Sarah Cattin, responsable de la plateforme Cell Analytics Facility de la Faculté des sciences, reviennent sur leur découverte, le chemin parcouru et leurs aspirations.

Quelle est la nature de vos découvertes et que permettent-elles dans le cadre du dépistage d'un cancer du sein?

Curzio Rüegg: Les cellules cancéreuses interagissent avec les tissus avoisinants, ce qui implique des réactions des systèmes immunitaires et inflammatoires. Ces cellules immunitaires et inflammatoires vont ensuite circuler dans le sang. Elles peuvent s'arrêter à proximité de la tumeur et faciliter sa progression, devenant des facilitateurs de la croissance et des disséminations (métastases) tumorales. Le but avec notre test est de les utiliser comme des «sentinelles» révélatrices de la présence d'une ou de plusieurs tumeurs. Grâce à une prise de sang et à une analyse complexe de cet échantillon sanguin, nous allons détecter des réactions de l'organisme, des signes de la présence d'un cancer en développement.

Pourquoi vous êtes-vous focalisés sur le cancer du sein?

Curzio Rüegg: Le cancer du sein est un cancer très fréquent. Il est même le plus répandu chez les femmes. Les dégâts provoqués sont importants, tout comme le nombre de décès, malgré les progrès dans les traitements et malgré les efforts réalisés dans la prévention et le dépistage. Tout cela est encore perfectible.

Sarah Cattin: Il y a aussi une part d'opportunisme. On connaît bien la biologie de ce cancer. Il est beaucoup étudié et de grandes banques de données existent et sont accessibles. On ne partait pas de nulle part.



Curzio Rüegg est professeur ordinaire au Département d'oncologie, microbiologie et immunologie. Ses recherches portent sur les mécanismes de la métastase, la dormance du cancer du sein, les biomarqueurs du cancer et la détection du cancer. curzio.ruegg@unifr.ch

Quel était votre point de départ de votre recherche?

Curzio Rüegg: Ça fait treize ans que notre groupe de recherche est établi à Fribourg. L'hypothèse qui a mené à ces résultats a émergé il y a une dizaine d'années. Il a d'abord fallu confirmer que nos suspicions avaient un intérêt et savoir comment les approcher. Pour être honnête, il y a dix ans, les technologies à disposition ne permettaient pas les observations que nous avons réalisées. Ce sont donc les avancées technologiques qui rendent possibles de nouvelles études.

Sarah Cattin: Nous sommes dans un processus continu. Nous nous appuyons sur nos études précédentes et sur des observations que nous avons pu faire sur des souris. Il s'agit ensuite de comprendre comment les éléments interagissent, d'analyser, de comparer nos observations avec les banques de données existantes...

Est-ce que votre hypothèse de base s'est révélée exacte?

Curzio Rüegg: On aboutit rarement à l'hypothèse qu'on avait émise au départ. La recherche n'est pas linéaire. Ce sont plutôt une multitude de lignes sur lesquelles on avance en parallèle. L'hypothèse de base ne doit donc pas être trop précise pour ne pas empêcher ces digressions.

Dans le cas de vos recherches sur le cancer du sein, la réponse est-elle éloignée de l'hypothèse?

Sarah Cattin: L'idée centrale qui nous a guidés était de suivre des patientes qui développaient des métastases alors qu'elles suivaient un traitement. Nous voulions comprendre comment les malades répondaient au traitement et quand et pourquoi le cancer arrivait à passer outre ce traitement.

Curzio Rüegg: On pensait se situer assez tard dans l'avancée de la maladie, avec des indicateurs pour une reprise de l'activité métastatique. Mais, au final, nos découvertes nous ont menés également tout au début du processus, puisque les biomarqueurs identifiés favorisent le dépistage, donc bien en amont de ce qu'on avait imaginé.

Comment est financée une recherche comme celle qui vous a amenés à découvrir ces biomarqueurs?

Sarah Cattin: Lorsque nous sommes dans le domaine de la recherche expérimentale, le financement est assuré par l'université et le Fonds national pour la recherche scientifique (FNS), dont c'est l'un des rôles, mais aussi par des soutiens obtenus auprès de fondations ou de la Ligue suisse contre le cancer. Viennent ensuite les recherches cliniques, qui impliquent des interactions avec des êtres humains ou des échantillons provenant d'êtres humains pour confirmer les réponses obtenues en laboratoire et s'assurer qu'elles tiennent la route d'un point de vue statistique. Cette deuxième phase nécessite d'autres sources de financement. Ce sont essentiellement des fondations, dédiées à telle ou telle cause, qui vont soutenir des projets qui leur semblent intéressants et porteurs.

Curzio Rüegg: Arrive enfin le troisième stade, celui où l'on vise à commercialiser le fruit de nos recherches, ce qui sort complètement du rôle de l'université et des fondations. On parle alors de levée de fonds et d'investisseurs privés. On entre dans un autre monde qui n'est pas du tout le nôtre.

Un monde que vous connaissez déjà pour avoir lancé deux autres start-up précédemment?

Curzio Rüegg: Justement, c'est pour ça que je dis que ce monde n'est pas le nôtre. J'ai appris de ces expériences. Nous avons donc essayé de prendre toutes les précautions pour nous protéger en créant une SA, en brevetant nos découvertes et en nous entourant d'expert·e·s.

Sarah Cattin: Mais nous savons que nos objectifs peuvent diverger de ceux des investisseurs euses. Nous aspirons à aider le plus grand nombre grâce à un test sanguin qui, selon l'état de nos connaissances, permettra un diagnostic plus fiable et moins onéreux que le système de dépistage actuel. Le marché est potentiellement énorme et nous allons attirer une «clientèle» avec des intérêts plus économiques que philanthropiques. Nous devrons gérer leurs attentes et ne pas précipiter les dernières étapes.

L'objectif est-il de remplacer les mammographies de dépistage organisées pour les femmes entre 50 et 70 ans par votre test sanguin?

Curzio Rüegg: Si l'on se penche sur les chiffres actuels, le système de dépistage est perfectible. D'une part parce que la mammographie ne concerne que les 50 à 70 ans, alors qu'un quart des malades développent un cancer avant l'âge de 50 ans. D'autre part parce que l'imagerie passe à côté d'une partie des lésions: environ 40% ne sont pas visibles. Sans compter que le dépistage révèle énormément de résultats positifs qui ne sont pas dus à un cancer. Beaucoup de biopsies sont réalisées sans confirmer la maladie, avec tout le stress que génère ce genre de prise en charge pour les patientes.



Sarah Cattin est scientifique, responsable d'une plateforme technologie au sein du Département d'oncologie, microbiologie et immunologie.
Sarah.cattin@unifr.ch

Sarah Cattin: Nous espérons nous positionner en amont pour que toutes les femmes, dès 35 ou 40 ans, soient testées régulièrement et de manière moins invasive. La mammographie ne va pas disparaître pour autant, mais elle sera utilisée en cas de réponse positive au test pour localiser la ou les lésions.

Est-ce que vous êtes encore loin de pouvoir lancer votre test sur le marché?

Sarah Cattin: Nous espérons être prêts en 2028.

Quelles sont les étapes à venir?

Sarah Cattin: Nous devons d'abord terminer une étude réalisée dans le cadre universitaire. Jusque-là, nous n'avons pris en considération que des patientes souffrant d'un cancer du sein. Nous devons nous assurer que les signaux sont bien spécifiques en prenant en compte des malades souffrant d'autres pathologies. Ensuite, il y aura un *switch* technologique à réaliser pour obtenir un kit utilisateur. Et surtout, nous devons réaliser une importante étude de validation avec des comparaisons entre les résultats obtenus grâce à ce kit final et ceux obtenus dans le cadre d'un dépistage traditionnel par mammographie. Tout cela dans des conditions réelles pour voir si notre produit est compétitif au niveau de la détection. Ce qui demandera encore quelques années et des movens financiers importants.

Votre entreprise Xemperia est basée à Fribourg. C'est important pour vous?

Curzio Rüegg: Oui, c'est important. Ces recherches ont été réalisées à Fribourg, grâce à des collaborations avec l'Hôpital fribourgeois HFR, le Centre du sein fribourgeois, le CHUV, et d'autres centres romands pour les analyses cliniques. Notre test est un produit local! Dans sa stratégie, le Canton de Fribourg mentionne régulièrement l'innovation. Je pense qu'il a des chances à saisir en soutenant notamment les innovations produites par l'Unifr. Le succès du Canton ne se mesurera pas à l'importance de la fortune créée par les impôts récoltés, mais par la valeur des projets innovants qui feront bouger les lignes au-delà de ses frontières.

Sophie Roulin est journaliste indépendante.





In den letzten beiden Jahren haben die Gletscher in der Schweiz so viel Eis verloren wie zwischen 1960 und 1990. Sogar auf einer Höhe von fast 4500 Metern über Meer schmilzt das einst ewige Eis. Der Wissenschaft kommen dadurch jahrtausendalte Klimaarchive abhanden. **ori schipper**

Seit bald 20 Jahren kraxelt Matthias Huss in den Schweizer Alpen herum, um mit seinen Kolleginnen und Kollegen die in den Gletschern enthaltenen Eismassen zu vermessen. Bei ihren Arbeiten im Feld lesen Huss und sein Team jeweils an den in die Gletscher gebohrten Messstangen ab, wie sich die Eisdicke verändert hat. Daraus bestimmen sie, wie viel Eis seit der letzten Messung verschwunden und als Schmelzwasser ins Tal hinuntergerauscht ist.

Tausende kleine Gletschern vor dem Aus

Mit ihren Daten führen die Glaziologen die wertvollen und zum Teil über hundertjährigen Messreihen des Schweizer Gletschermessnetzes Glamos fort. «In den 1960er und 1970er Jahren war die Massenbilanz noch mehr oder weniger stabil», sagt Huss, der Glamos leitet und an der Universität Freiburg wie auch an der ETH Zürich forscht und unterrichtet. «Doch seit den 1980er Jahren macht sich der menschgemachte Klimawandel immer stärker bemerkbar.» Je nachdem, wie viel Schnee im Winter fällt und wie lange er auf den Gletschern liegenbleibt, schwankt der Verlust des Eisvolumens von Jahr zu Jahr. Seine Vorgänger hätten noch bis zur Jahrtausendwende manchmal auch ausgeglichene Bilanzen in die Messreihen eintragen können, in Jahren, in denen sich die Schmelze mit der Bildung von neuem Eis die Waage hielten. «Doch ich selbst habe das noch nie gesehen, da die Sommer-Schmelze massiv zugenommen hat», sagt Huss.

Von den Versuchen, die Gletscher durch Abdeckungen zu retten, hält Huss nicht viel. Zwar hätten Untersuchungen gezeigt, dass sich damit lokal etwa die Hälfte der Schmelze einsparen liesse. Und einige Skigebiete hätten mit solchen Massnahmen gute Erfahrungen gemacht, vor allem, um ihre Infrastruktur länger aufrechterhalten zu können. Doch die Tücher seien aus einem synthetischen Material gefertigt, das sich mit der Zeit zu Mikroplastik zersetze. Und um schweizweit alle Gletscher komplett abzudecken, müsste man jedes Jahr fast zwei Milliarden Franken investieren. «Das ist sinnlos», sagt Huss. «Wenn wir die Gletscher retten wollen, müssen wir das Klima stabilisieren.»

Für die kleinen Gletscher sei allerdings der Zug jetzt schon abgefahren, denn sie reagierten verzögert auf die erhöhten Temperaturen. Selbst wenn es gelänge, den Anstieg ab sofort zu stoppen und die Temperaturen auf dem heutigen Niveau zu halten, würden Tausende von Gletschern in den nächsten Jahrzehnten komplett abschmelzen. Vor einigen Jahren hat Huss zum Beispiel am medienwirksamen Begräbnis des Pizolgletschers teilgenommen. Jetzt liege dort noch ein Eisblock, der vielleicht 20 Meter breit und lang sei. «Beim letzten Besuch habe ich davon ein kleines Stück abgepickelt, das seither bei mir im Tiefkühler liegt», sagt Huss.

Rasante Beschleunigung

Daran, dass die Eismassen zusehends kleiner werden, hat er sich gewöhnt. Aber in den letzten beiden Jahren hat sich der Gletscherschwund in der Schweiz rasant verstärkt. In nur zwei Jahren sind zehn Prozent des gesamten Eisvolumens verschwunden, so viel wie zwischen 1960 und 1990. Diese Beschleunigung des Gletscherschwunds kommt überraschend. Denn bei einer moderaten Klimaerwärmung erwarte man eigentlich einen umgekehrten Verlauf: «Gletscher versuchen, sich an steigende Temperaturen anzupassen, indem sie sich auf höhere Lagen

zurückziehen, wo es kälter ist», erklärt Huss. Deshalb sollten die Gletscher eigentlich immer langsamer schmelzen. Doch offenbar kann ihr Rückzug nicht mit der Geschwindigkeit der Erderwärmung mithalten. Zudem setzten die beiden aussergewöhnlich schneearmen Winter und die beiden weit überdurchschnittlich warmen Sommer – mit rekordhohen Nullgradgrenzen bis in den September – dem einst ewigen Eis auch auf weit über 3000 Metern über Meer sehr stark zu.

«Gletscher versuchen, sich an steigende Temperaturen anzupassen, indem sie sich auf höhere Lagen zurückziehen, wo es kälter ist»

Matthias Huss

Allerdings gibt Huss auch zu bedenken, dass die Rekordschmelze im Jahr 2022 für die Energieversorgung in der Schweiz ein Glücksfall war. Genau zum Zeitpunkt, als ganz Europa wegen des Kriegs in der Ukraine und dem Wegfallen der Erdgaslieferungen aus Russland in eine Energiekrise zu schlittern drohte, hat die grosse Menge an Schmelzwasser dafür gesorgt, dass sich die Stauseen der Elektrizitätswerke auffüllten. Doch Huss denkt, dass wir in diesen Jahren einen Kipppunkt erreicht haben. «Auch wenn die Gletscher weiterhin rasch an Masse verlieren, wird die Schmelzwassermenge abnehmen, weil das

noch vorhandene Eisvolumen immer kleiner wird», sagt Huss. «Bei einer ähnlichen Energiemangellage hätten wir in 30 Jahren deshalb deutlich mehr Probleme.»

Widersprüchliche Gefühle

Die dramatische Entwicklung der letzten beiden Jahre weckt in Huss widersprüchliche Gefühle: «Als Wissenschaftler finde ich diese Extreme spannend und faszinierend. Gleichzeitig macht es mich persönlich traurig, wenn wir Messreihen aufgeben müssen.» Einige kleinere Gletscher wie etwa der St. Annafirn in den Urner Alpen hätten schon so viel Eis verloren, dass weitere Messungen einfach keinen Sinn mehr ergäben, meint Huss. Zudem würden sie immer gefährlicher. Denn wenn das Eis wegschmilzt, verlieren die Gesteinsmassen in den steilen Bergflanken ihre Stütze – und das Steinschlagrisiko steigt.

«Wenn man während vielen Jahren immer wieder an den gleichen Ort zurückgekehrt ist, und dann nach der letzten Messung seine Sachen zusammenpackt, tut es weh», erzählt er. Irgendwie scheinen wir Menschen den Gletschern eine Art Beseeltheit zuzusprechen, was sich auch an Begriffen wie «Toteis» erkennen lässt. «So bezeichnen wir Glaziologen die Überbleibsel, die nur noch vor sich hinschmelzen. Und die nicht mehr mit dem aktiven Gletscher verbunden sind», führt Huss aus. «Im Gegensatz dazu steckt in einem Gletscher per Definition eine Dynamik drin: Er bewegt sich. Und er erneuert sich, wenn sich der Schnee über die Jahre in festes Eis verwandelt.»

Einzigartiger Standort

Genau diese Erneuerung untersucht Enrico Mattea auf dem Colle Gnifetti. Diesem auf 4450 Metern über Meer gelegenen, flachen und breiten Schneesattel im Monte-Rosa-Massiv an der Grenze zwischen der Schweiz und Italien entspringt der Grenzgletscher, der weiter unten in den riesigen Gornergletscher mündet. Weil es in dieser luftigen Höhe oft stark windet, setzen sich jährlich nur rund 30 Zentimeter Schnee an. Zudem kriecht hier der oberste Teil des Gletschers wegen des flach abfallenden Untergrunds nur sehr langsam nach unten.

Schicht für Schicht hat sich das Eis dadurch über Tausende von Jahren auf eine Dicke von 100 Metern aufgetürmt. «Zuunterst ist das Eis rund 10 000 Jahre alt», sagt Mattea, der sich zuerst als Masterstudent und nun als Doktorand schon seit fünf Jahren mit dem Gletschergeschehen auf diesem einzigartigen Standort befasst.

In diesem Zeitraum ist er acht Mal per Helikopter hochgeflogen. Das ist so spektakulär, wie es tönt, weil die Hubschrauber in der dünnen Luft auf solchen Höhen an ihr Limit stossen. Oft muss der Pilot gleich zweimal fliegen, um zuerst den Bergführer mit Mattea und einem weiteren Glaziologen abzuladen und danach die Instrumente zu transportieren, die zusammen oft über 150 Kilogramm auf die Waage bringen. Mattea hat sogar schon einen Absturz miterlebt, als ein Helikopter beim Versuch, auf dem harten Schnee zu landen, plötzlich abgesackt ist. «Wir sind zum Glück nur mit einigen blauen Flecken davongekommen», sagt Mattea.

Ende einer jahrtausendealten Ära

Die Instrumente dienen Mattea dazu, das Temperaturprofil im Eis zu messen. Während die Temperatur des Gletschers zehn Meter unter der Oberfläche noch bis zur Jahrtausendwende -14 Grad Celsius betrug, ist sie seither auf -12 Grad Celsius geklettert. «Das sieht zwar nach einem kleinen, unbedeutenden Unterschied aus», sagt Mattea. «Doch das Eis erwärmt sich schneller als das globale Klima.» Diese Erwärmung ist ein Problem, weil heute deutlich mehr Schnee an der Oberfläche schmilzt und als Wasser in die Tiefe sickert, wo es schliesslich wieder zu Eis gefriert - und dadurch den Gletscher überproportional erwärmt. Im nassen Eis vermischen sich die feinen jährlichen Schichten des Gletschers. Dadurch verlieren die Gletscher ihre Funktion als Klimaarchiv.

«Natürlich sind die Temperaturveränderungen der Gletscher auf über 4000 Metern über Meer weniger dramatisch als ihr Verschwinden weiter unten», sagt Mattea. «Trotzdem ist das ein monumentaler Umbruch, den wir hier oben sehen. Er bedeutet das Ende einer jahrtausendealten Ära, während der sich das Eis weitgehend ungestört

ansammeln konnte.» Noch vor wenigen Jahren habe die Wissenschaft Eisbohrkerne aus den Gletschern in den Alpen extrahieren können, um in den feinen Unterschieden zwischen den Schichten etwa abzulesen, wie sich das Römische Reich vor über 2000 Jahren entwickelt hat.

«Das Eis erwärmt sich schneller als das globale Klima»

Enrico Mattea

In Zeiten des Friedens und Wohlstands gewannen die alten Römer mehr Silber als in Zeiten, die von Krankheiten und Kriegen geprägt waren. Beim Herstellen der Silbermünzen – der so genannten Denaren – entwich immer auch Blei in die Luft. Ein kleiner Teil davon setzte sich im Schnee auf den Alpen ab. In den Eisbohrkernen gab dieser Hauch von Blei Tausende Jahre später über längst vergangene Epochen genauestens Auskunft. Doch nun drohen solche im Eis enthaltenen Spuren verloren zu gehen. «Bald sind sie für immer vom Schmelzwasser verwischt», sagt Mattea.

Ori Schipper ist freischaffender Wissenschaftsjournalist.

Unsere Experten ► Matthias Huss und

- ► Enrico Mattea forschen beide am Departement für Geowissenschaften der Universität Freiburg.
- ▶ matthias.huss@unifr.ch
- ▶ enrico.mattea@unifr.ch



Was bedeutet Lesen für Sie persönlich und beruflich?

Ariane Schwab: Lesen ist eine Praktik, die sich immer weiter ausdifferenziert, je älter ich werde, in allen unterschiedlichen Kontexten, in denen ich lebe. Sei es im Beruf, wo ich natürlich wissenschaftliches Lesen pflege, das mich zum Teil davon abhält, zu Hause zu lesen. Mit meinen Kindern lese ich viel und gerne. In all seinen Kontexten hat das Lesen immer wieder eine andere Bedeutung. Es kann einerseits erholend und bereichernd sein, mir neues Wissen beschaffen, oder auch Erfahrungen und Erlebnisse geben, die ich sonst in meinem Leben vielleicht nicht hätte.

Arnd Beise: Dadurch, dass ich Literaturwissenschaftler bin und es meine Arbeit ist, Belletristik, also literarische Texte, wissenschaftlich zu erforschen und zu analysieren, gibt es gar keine Trennung zwischen beruflichem und privatem Lesen. Aber es gibt natürlich einen Unterschied zwischen informierendem Lesen z. B. eines Beipackzettels, damit ich die Tabletten richtig einnehme, und dem literarischen Lesen.

Johanna Jutzet, haben Sie auch eine Déformation professionnelle?

Johanna Jutzet: Ich glaube, ein bisschen weniger, weil ich entschieden habe, dass ich nur lese, was ich will. Ich würde sagen, dass bei mir kein grosser Unterschied besteht zwischen beruflichem und sonstigem Lesen. Als ich mich mit der Thematik auseinandergesetzt habe, wurde mir bewusst, dass es einerseits dieses solitäre Lesen, aber auch dieses Gemeinschaftserlebnis von Vorlesen oder ganz vielen anderen Möglichkeiten gibt.

Was beschäftigt Sie wissenschaftlich?

Claudia Leopold: Mich interessiert, was genau passiert, wenn wir einen Inhalt, einen Zusammenhang verstehen oder nicht verstehen. Worin genau besteht der Unterschied? Aus der Forschung wissen wir, dass es unterschiedliche Ebenen des Verstehens gibt. Interessant ist das Konzept des mentalen Modells: Das ist eine Art abstraktes Bild des Gelesenen, welches räumliche Beziehungen zwischen funktionalen Elementen darstellt. In meiner Forschung untersuche ich die

Wirkung von visuell-räumlichen Lernstrategien. Ebenso ist bekannt, dass das Verstehen kein trockener, abstrakter Prozess ist. Wenn jemand z. B. etwas über Werkzeuge liest, werden im Gehirn Bereiche aktiviert, die auch bei tatsächlichen Handlungen mit Werkzeugen aktiviert sind. Dies verweist auf neue Möglichkeiten für die Förderung von Leseprozessen hin.



Ariane Schwab ist Professorin für Fachdidaktik Deutsch an der HEP | PH FR. ariane.schwab@edufr.ch

Ariane Schwab: Mein Forschungsinteresse knüpft dort an, wo Menschen noch nicht lesen können: Wie werden Kinder an Textwelten herangeführt, also an Lesepraktiken, die wir mit ihnen schon in sehr frühen Jahren ausüben können? Da geht es um diese Erlebnisräume, die Sie, Frau Leopold, ansprechen. Im Sinne von ko-konstruktiven Prozessen, in denen wir gemeinsam in Bilderbüchern Bild und Verbaltext erkunden. Kinder haben dabei ihre eigenen Zugänge. Auch digitale Möglichkeiten des Lesens interessieren mich, denn schliesslich eröffnen sie uns allen neue Räume und auch hier können wir wieder von Modellen lernen, wie wir strategisch in diesen Textwelten vorgehen können.

Arnd Beise: Das ist in meinem Bereich natürlich vollkommen anders. Als Literaturwissenschaftler setze ich das Verstehen voraus; aber wir bemühen uns, die Texte richtig zu verstehen. Und dann diskutieren wir darüber, was wir verstehen, z. B. was uns Texte sagen können, sowohl über die Vergangenheit als auch über die Gegenwart. Wir interpretieren also Texte und müssen im Unterricht sicherstellen, dass Texte nicht missverstanden werden.

Johanna Jutzet: Mir könnte es eigentlich egal sein, ob die Leute die Bücher effektiv lesen. Sie sollen einfach Bücher kaufen (lacht). Ich finde es spannend, wenn ich sehe, wie viele Kinder in den Laden kommen, die lesen und die ganz genau wissen, was sie lesen wollen. Das finde ich ganz toll. Die Frage ist immer, wie man möglichst viele Leute in den Laden bringt und dafür sorgt, dass sie mit einem Buch wieder rausgehen.

Nur einem?

suspekt vor.

Johanna Jutzet: Ich bringe schon eine gewisse kapitalistische und wirtschaftliche Komponente mit. Wenn ich aber sehe, dass z. B. unsere junge Auszubildende mehr liest als wir alle zusammen, dann denke ich, die Zukunft des Lesens ist zumindest bei einigen sehr begeisterten jungen Menschen gesichert. Das stimmt mich optimistisch.

steht «leseunfähig». Was halten Sie davon? Johanna Jutzet: Ich glaube, wir haben viel mehr Ablenkung als sonst. Ich will nicht alles auf Smartphones und Digitales schieben, aber ich denke schon, dass das Zeitfresser sind. Mit dem Lesen lässt sich wunderbar Langeweile überbrücken, aber in einem kindlichen Leben gibt es heute weniger Langeweile, weil man z. B. das iPad

hat. Das Wort «Leseunfähigkeit» klingt

gar nicht schön und es kommt mir etwas

Auf dem 3. Platz des Wortes des Jahres 2023

Arnd Beise: Ich möchte das unterstützen. Ich glaube, es geht gar nicht um Leseunfähigkeit, sondern allenfalls um Leseunwilligkeit. Wenn wir einen längeren literarischen Text lesen wollen, müssen wir uns eine Zeitinsel schaffen. Wir müssen bereit sein, zu sagen: «Ja, das ist eine wertvolle Zeit, die ich mit Lesen verbringe und nicht eine vertane Zeit.» Da kommt es natürlich

stark drauf an, wie das gesellschaftlich im

Allgemeinen bewertet wird.

Ariane Schwab: Mir gefällt dieser Blick sehr, weil er auf das System und unsere Gesellschaft ansetzt, und nicht auf das Subjekt. Der Begriff zielt aber auf das Subjekt ab. Als Lesedidaktikerin, der es um diese Lesesubjekte geht, möchte ich den Blick doch auch auf die Gesellschaft richten. Wie PISA zeigt, schaffen es einige nicht, sich in der literalen Welt so zu bewegen, dass sie auch Erfolg haben können. Was wollen wir für eine Gesellschaft? Eine, die es verbietet, ein nicht-zielgerichtetes Lesen zu finden oder eine, die Räume schafft, in denen es für einmal nicht um den Output oder PISA-Resultate geht, sondern um Leseinseln, innerhalb derer wir Texte entdecken, und uns zurückziehen können?



Claudia Leopold ist Professorin am Zentrum für Lehrerinnen- und Lehrerbildung der Universität Freiburg. claudia.leopold@unifr.ch

Claudia Leopold: Bezogen auf die PISA-Studie finde ich wichtig, dass der aktuelle Lernstand der Schüler_innen regelmässig erfasst wird. Wenn wir auf die PISA-Ergebnisse schauen, zeigen diese, dass ein Viertel Kompetenzniveau 2, d. h. die Mindestkompetenzen beim Lesen, nicht erreicht. Eine Lesekompetenz auf Niveau 2 bedeutet, dass jemand das Thema in einem Text identifizieren kann, einfache Schlussfolgerungen

ziehen kann und ein basales Textverständnis hat. Ich finde das noch nicht alarmierend, denn die Schweiz liegt insgesamt betrachtet über dem OECD-Durschnitt. Dennoch sollte auf dieses Viertel geachtet werden und Interventionen sind angebracht. Vor allem, wenn berücksichtigt wird, dass die Gruppe der leseschwachen Schüler_innen zugenommen hat.

Haben Sie denn konkrete Strategien, wie darauf geachtet werden soll?

Ariane Schwab: Lange hat man nicht darauf geachtet, dass Kinder diese basalen Kompetenzen genügend ausbilden können, damit ihre Arbeitsgedächtnisse entsprechend auch frei sind, um an diese Verstehensprozesse herangehen zu können. Die Lesedidaktik versucht mittlerweile, vielmehr darauf zu setzen, dass das «Lesen üben» einen sportiven Charakter kriegt, dass man z. B. in Tandems liest und die Leseflüssigkeit trainiert. Wenn Lesende fliessend lesen können, können wir strategisch vorgehen: Wie können wir jetzt einen Text knacken? Arnd Beise: Das Spielerische scheint mir da sehr wichtig zu sein, nicht so sehr das Sportive. Wenn Eltern und Kinder z. B. zusammen lesen und über das, was sie gelesen haben, auch reden, dann kommt man ins Gespräch, und darüber kommt auch das Verstehen relativ leicht zustande. Ich glaube, ein Problem ist, wenn die Lesenlernenden allein gelassen werden. Eltern sollten ihren Kindern vorlesen und mit ihnen über die Geschichten diskutieren. Das sage ich jetzt als Laie und Vater (lacht).

Johanna Jutzet: Ich weiss nicht, ob Sie schon mal von Silent Reading Raves gehört haben. Das ist der neue Trend aus dem englischsprachigen Raum: Man trifft sich an einem Ort und alle lesen für sich. Zum Beispiel kann dafür eine Buchhandlung länger offenbleiben. Auch für Erwachsene muss Lesen also nicht nur ein solitäres Erlebnis sein.

Arnd Beise: Das hat zu tun mit dem wissenschaftlichen Lesen, denn der wissenschaftliche Austausch über Lektüre im Seminar besteht darin, dass alle Zuhause denselben Text gelesen haben, und dann spricht man zusammen darüber und versteht dadurch den Text besser.



Arnd Beise ist Professor am Departement für Germanistik der Universität Freiburg. arnd.beise@unifr.ch

Claudia Leopold: Ich glaube, wichtig ist auch die Lesemotivation der Schüler_innen. Wenn nur wenig Motivation für das Lesen vorhanden ist, werden sie seltener geeignete Strategien anwenden. Motivation ist aber für sich betrachtet noch nicht hinreichend, es braucht auch die richtige Herangehensweise, Wissen über geeignete Lesestrategien und die Fähigkeit, das eigene Lernen zu steuern.

Arnd Beise: Aus reinem Vergnügen zu lesen, müsste doch auch ein wichtiges Motiv sein. Es ist nicht nur die Möglichkeit, etwas zu lernen, sondern die Welt auch besser auszuhalten und Freude zu haben.

Claudia Leopold: Sie sprechen die intrinsische Motivation an. Das heisst, jemand liest, weil er oder sie Freude an der Tätigkeit des Lesens selbst hat oder weil der Inhalt für die Person besonders bedeutsam ist.

Arnd Beise, verändert sich das Lesen Ihrer Studierenden in der Zeit des Studiums?

Arnd Beise: Ich hoffe, dass es sich verbessert. Das passiert automatisch durch die Routine, die man erwirbt. Mit mehr Leseerfahrung sieht man immer mehr in Texten und versteht sie besser. Es ist einfach eine Frage der Zeit. Lesenlernen kostet Zeit und Lesen kostet Zeit. Diese müssen wir uns nehmen und anderen geben.

Ariane Schwab: Ich glaube, wir müssen auch aushalten, dass wir im Leben immer wieder neu Lesen lernen müssen. Das ist etwas, das gerade im Hochschulkontext manchmal etwas schwierig ist, weil sich die Leute auf Neues einlassen müssen. Diese neuen Herausforderungen sind aber auch das Interessante am Lesen.

Ariane Schwab, von der Pädagogischen Hochschule aus werden von Studierenden Erzählanlässe in der Buchhandlung veranstaltet. Was erhoffen Sie sich daraus?

Ariane Schwab: Das Zielpublikum sind 3- bis 8-Jährige. Es wird stark auf die Lesepraktiken fokussiert. Nicht in allen Familien werden diese Lesepraktiken im selben Masse gelebt. Ein Problem unserer Gesellschaft ist auch, dass nicht alle Lesepraktiken legitimiert sind. In meinem Forschungsprojekt bin ich viel in Kindergärten unterwegs. Dort merke ich, dass anderssprachige Kinder zuhause sehr wohl Lesepraktiken einüben, aber die sind in der Schule nicht legitimiert, weil sie in anderen Sprachen stattfinden, weil sie über Textsorten stattfinden, die für die Schule nicht relevant sind. Das Vorlesen könnte ermöglichen, dass wir über die Generationen hinweg gemeinsam das Lesen praktizieren. Die Studierenden führen die Kinder an Geschichten heran. die sie selbst noch nicht lesen können.

Bei Erhebungen werden die Kinder häufig nach der Anzahl Bücher im Haushalt gefragt. Gibt es tatsächlich einen Zusammenhang zwischen der Anzahl Bücher der Erziehungsberechtigten und der Lesefertigkeit?

Johanna Jutzet: Ich frage mich, inwiefern ein Kind, das in einem Haushalt aufwächst, wo es viele Bücher gibt, wo das Lesen aber nicht praktiziert wird, besser lesen kann. Ich weiss nicht, ob die Präsenz der Bücher entscheidend ist.

Arnd Beise: Ich habe Kollegen, die darüber klagen, dass ihre Kinder nicht lesen; und ich weiss, dass da Tausende von Büchern herumstehen. Wichtiger sind die gemeinsamen Praktiken.

Ariane Schwab: Mich interessiert es in meinem Forschungsprojekt, ob es zu Hause ein Bücherregal gibt. Ich fände es aber schwierig,

daraus den Schluss zu ziehen, dass deshalb besonders viel oder wenig gelesen wird. Gibt es zu Hause aber Bücher, so kann man auch literale Praktiken ausüben und vormachen. Manche Lehrpersonen berichten darüber, dass Kinder teilweise nicht wissen, wie ein Buch gehalten wird. Das muss auch erst gelernt werden.



Johanna Jutzet ist Buchhändlerin und Kodirektorin in der Lüthy Kanisiusbuchhandlung in Freiburg. johanna.jutzet@buchhaus.ch

Johanna Jutzet, können Sie ein Kinderbuch nennen, das Sie häufig empfehlen?

Johanna Jutzet: «Gust der Mechaniker» von Leo Timmers. Es ist ein Wimmelbilderbuch, das es schafft, den Leser als eine Art Detektiv mitzunehmen. Ich habe es oft verschenkt und verkauft und erhalte nur positive Rückmeldungen. Wenn die Kinder es ein- oder zweimal gelesen haben, dann kann man fragen: «Was denkst du, was jetzt als nächstes passieren wird?»

Claudia Leopold: Was sie hier ansprechen, ist eine sinnvolle Lesestrategie, nämlich die des vorausschauenden Lesens. Sie ist in vielen Leseförderprogrammen zu finden und kann von Erwachsenen ohne grossen Aufwand angeregt und angeleitet werden.

Ariane Schwab: Viele Lesestrategien können mit solchen Bilderbüchern modelliert

werden, weil das Kind partizipieren kann. Davon gibt es viele Bücher auf dem Markt. *Arnd Beise*: Die Haltung des Detektivs muss gepflegt werden. Denn ist man ein guter Detektiv, ist man auch ein guter Literaturwissenschaftler. Wir gehen permanent auf Spurensuche im Text, versuchen Zusammenhänge zu verstehen oder herzustellen. Das macht uns zu kleinen Sherlocks.

Zum Schluss: Gibt es Mythen, rund um das Lesen, die sich immer noch halten und die Sie dekonstruieren wollen?

Ariane Schwab: Viele. Etwa, dass man viel lesen muss, um lesen zu können.

Claudia Leopold: Oder auch der Mythos, dass man alles Gelesene behalten muss. Manche Schüler_innen lesen einen Textabschnitt im Lehrbuch mit dem Ziel, sich mit dem Gelesenen zu füllen «wie ein leeres Gefäss». Das funktioniert allerdings nur kurzfristig, weil der Prozess der Wissenskonstruktion eine eigene Verarbeitung und Neustrukturierung des Gelesenen voraussetzt und am individuellen Vorwissen ansetzt.

Johanna Jutzet: Dass es wertvolle und weniger wertvolle Literatur gibt! Ich finde das hemmend. Es gibt z. B. Eltern, die ihren Kindern sagen: Du darfst ein Buch auswählen, aber keinen Comic oder Manga. Wenn die Leute das Gefühl haben, sie dürften nur «Anständiges» lesen, dann haben sie vielleicht keine Lust mehr darauf, weil es «zu anstrengend» ist. Die Leute sollen einfach lesen, was sie wollen.

Lovis Noah Cassaris ist Wissenschaftsredaktor bei Unicom.



L'Université de Fribourg a signé un accord national l'engageant à communiquer de manière ouverte sur les animaux utilisés dans la recherche. L'objectif: reprendre la main dans un débat émotionnel et y amener des arguments factuels. Un enjeu important pour l'une des deux seules institutions à mener des expériences avec des singes en Suisse. Daniel Saraga

Quatre mille: c'est le nombre d'animaux qui ont été utilisés à l'Université de Fribourg dans des expériences scientifiques en 2022. A savoir 3'712 rongeurs, 273 poissons, 15 primates et 5 léporidés (famille de mammifères comprenant les lapins et les lièvres). Ces chiffres figurent dans le premier rapport annuel de l'institution sur l'expérimentation animale. La haute école fribourgeoise a choisi d'augmenter la transparence sur ce thème. Elle est l'une des premières de Suisse à avoir signé, en 2021, l'Accord suisse de transparence sur la recherche animale (STAAR). Il engage les acteurs·trices scientifiques à communiquer de manière ouverte - et convaincante - sur ce sujet délicat, émotionnel et âprement débattu en société (voir «STAAR: des exigences de transparence»).

«En résumé, l'accord veut soutenir une communication proactive sur l'expérimentation animale, explique Marius Widmer, responsable de la communication de l'Université de Fribourg et membre du groupe de travail de STAAR. Si nous ne parlons pas de ce thème, d'autres le feront à notre place, dont notamment des associations opposées à la recherche avec les animaux.» Le monde académique s'exprime encore souvent en deuxième temps et en réaction à des allégations ou des critiques. «Cela constitue un mode de communication très défensif, poursuit Marius Widmer. Pour équilibrer les points de vue, il faut que les institutions de recherche fassent entendre leur voix de manière proactive. C'est le but premier de STAAR.» Ces efforts doivent être réalisés

de manière continue et soutenue, et pas seulement lorsqu'une pression politique met en danger l'expérimentation animale, comme ce fut le cas en 2022 avec une initiative populaire visant à l'interdire entièrement.

L'accord établit un cadre commun à ces efforts de communication, fédère les acteurs-trices au niveau national et consolide le soutien institutionnel. «Il permet d'éviter de répéter les mêmes discussions –parfois un peu philosophiques – sur le bien-fondé ou non de communiquer sur ce sujet, relève Marius Widmer. Nous pouvons désormais avancer de manière concrète et durable.»

Expliquer le contexte

Les signataires de l'accord – la plupart des institutions faisant ou soutenant des expérimentations animales – s'engagent ainsi à déclarer le nombre d'animaux utilisés, à expliquer les procédures suivies et le degré de gravité des expériences, à souligner le rôle de l'utilisation d'animaux dans des études concrètes ainsi qu'à soutenir le dialogue avec la société. Il s'agit donc à la fois de renforcer la transparence et d'avancer des arguments soutenant l'expérimentation animale.

«La transparence n'est pas une fin en soi, confirme Marius Widmer, mais sert la cause de la science en contribuant à défendre la possibilité même de mener des recherches avec des animaux. Toutefois, il faut garder en tête que les critiques envers l'expérimentation animale – y compris celles avançant des arguments discutables – sont absolument légitimes sur le plan

démocratique. Elles poursuivent un objectif noble, la réduction de la souffrance des êtres vivants, qui est également soutenu par les scientifiques.»

L'institution fribourgeoise s'est désormais largement ouverte, invitant les médias et les politiques à visiter les animaleries et à assister aux expériences. L'objectif n'est pas d'être «missionnaire» ou de convaincre, mais de se donner la possibilité d'informer sur les objectifs des recherches, d'expliquer pourquoi une alternative sans être vivant n'est pas possible dans un cas précis, ou encore de donner des détails sur les conditions vécues par l'animal. «La société, tout comme notre campus, héberge autant d'opinions diverses, poursuit Marius Widmer. On ne peut pas éviter la confrontation des idées, même avec des gens très polarisés. Ceci dit, Fribourg est une petite ville où tout le monde se croise, ce qui aide à avoir un climat constructif et relativement apaisé.»

La force d'une image

L'Université de Fribourg occupe une position sensible dans ce débat, étant avec sa consœur zurichoise l'une de deux seules de Suisse à mener des expériences scientifiques avec des singes. «Ce sont des animaux très proches des humains qui éveillent naturellement une grande empathie et se retrouvent souvent au cœur des débats», commente Michael Schmid, professeur dans la Section de médecine. Le neuroscientifique mène des recherches avec des macaques pour mieux comprendre comment le cerveau traite les informations

visuelles et participe au développement de prothèses visuelles pour des personnes aveugles. «Certaines images des expériences peuvent choquer et il est important de pouvoir les contextualiser.»

Le pourquoi et le comment des études - comme leur objectif ou la manière dont l'animal les vit - peuvent rapidement se perdre dans les débats, ou se voir occultés par la force d'une image. Lors d'un débat sur la Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) en 2022, l'émission Arena projette une vidéo montrant un singe de l'équipe fribourgeoise. Alors qu'il semble plutôt bien disposé à participer à l'expérience, la vidéo s'arrête au moment précis où l'animal est immobilisé dans un chariot et a un regard inquiet – de quoi développer de l'empathie pour lui et imaginer qu'il est angoissé. «Il s'agit pour moi d'un procédé un peu manipulateur, comme si je prenais une série de photos d'une personne en train de parler ou de manger pour en sélectionner la moins flatteuse», avance Marius Widmer. D'où la volonté des institutions de recherche d'expliquer le contexte de manière proactive et de souligner l'importance de le relayer de manière honnête.

«Je ne vais pas prétendre être neutre dans ce débat, poursuit Michael Schmid. Les scientifiques qui travaillent avec des animaux ont la conviction qu'étendre nos connaissances est une bonne chose pour la société, notamment en contribuant à améliorer les possibilités de diagnostic et de traitement. Ce que nous pouvons - et devons - faire, c'est embrasser ce mouvement de transparence et montrer au public comment nous travaillons, et pourquoi.» Alors que le monde académique «avait tendance à rester discret et à adopter une position attentiste», le neuroscientifique dit préférer empoigner le problème de manière active plutôt «que de rester dans la tour d'ivoire».

Pour lui, cette évolution profite de l'arrivée d'une nouvelle génération de scientifiques, à l'aise sur les réseaux sociaux et dans les rencontres avec le public. «Dialoguer avec des gens hors du milieu académique peut aussi nous aider à progresser. Autrefois, la tête des singes était toujours immobilisée durant les expériences afin d'assurer des conditions stables pour l'enregistrement

des signaux neuronaux. Mais nous avons entendu qu'une telle situation est difficilement tolérable pour de nombreuses personnes et avons réussi à développer des méthodes permettant un relevé des données fiable sans que la tête des primates soit continuellement fixée. Nous nous posons plus de questions, et plus souvent, comme de savoir s'il serait possible de se passer de l'expérience ou de la remplacer par d'autre procédés sans animaux.»

Remplacer, réduire et raffiner

La communication a son rôle à jouer, mais c'est dans les laboratoires que les progrès concrets sont à accomplir. Les institutions de recherche suisses adhèrent largement aux principes des 3R, à savoir remplacer autant que possible les animaux (*in vivo*) par des cultures cellulaires (*in vitro*) ou des simulations par ordinateur (*in silico*), réduire le nombre d'expérimentations animales et les raffiner par des méthodes impliquant moins de souffrance ou de contraintes.

«Le principe des 3R constitue un repère important pour le milieu de la recherche en Suisse, souligne Katharina Fromm, rectrice de l'Université de Fribourg depuis le 1er février 2024. Il nous pousse à bien réfléchir avant, pendant et après les recherches afin de tout faire pour minimiser l'impact sur les animaux.» Pour la chimiste, «expliquer ce que nous faisons, comme exigé par l'accord STAAR, est la seule manière de gérer cette question et s'inscrit dans notre volonté de renforcer globalement le dialogue avec la société». Mais intensifier la communication implique un certain investissement: «Il est important de bien coordonner ces efforts, car on ne peut pas demander à tous les scientifiques de communiquer avec le grand public. La recherche a besoin de temps; il faut le respecter.»

Daniel Saraga est rédacteur scientifique indépendant.

La recherche animale à l'Université de Fribourg

Avec celle de Zurich, l'Université de Fribourg est la seule en Suisse à mener des expériences avec des singes. Mais plus de 92% des expériences se font avec de souris et des rats. Un tiers de ces rongeurs proviennent d'une ligne génétiquement modifiée de sorte à pouvoir répondre aux questions de recherche. Deux tiers des animaux ont participé à des expériences de degré de gravité 0 ou 1 (douleur ou inconvénient de courte durée et léger), 30% de degré 2 (contrainte d'intensité moyenne) et 7% de degré 3 (contrainte courte mais sévère ou modérée mais à moyen ou long terme). Pour être autorisée, toute étude doit convaincre la commission d'éthique responsable que la souffrance de l'animal est justifiée par les bénéfices attendus pour la société. Le rapport annuel donne plus d'information: unifr.ch/go/animalresearch

STAAR: des exigences de transparence

Lancé en 2022. l'Accord suisse de transparence sur la recherche animale (STAAR) veut «améliorer la communication et la transparence sur l'utilisation des animaux dans la recherche». Ses signataires s'engagent à publier des chiffres précis sur les animaux utilisés, à expliquer comment l'expérimentation animale fonctionne, à souligner son importance et à soutenir le dialogue avec la société. L'Université de Fribourg fait partie des premiers signataires rassemblant les universités et instituts de recherche fédéraux menant des expériences avec les animaux, ainsi que des institutions telles que le Fonds national suisse et les Académies suisses des sciences.

Nos expert·e·s ► **Katharina Fromm** est rectrice de l'Université de Fribourg. katharina.fromm@unifr.ch

- ► Michael Schmid est président et professeur au Département des neurosciences et des sciences du mouvement de la Section de médecine. michael.schmid@unifr.ch
- ► Marius Widmer est responsable d'Unicom Communication & Médias. marius.widmer@unifr.ch

People & News

Die Unifr heisst folgende neuen Professor_ innen herzlich willkommen: Anis Feki ist seit Anfang Februar neuer Professor an der Abteilung für Medizin der Mathematisch-Naturwissenschaftlichen und Medizinischen Fakultät. Er wird zu 50 Prozent am Departement für medizinische und chirurgische Fachgebiete (MSS) tätig sein sowie zu 50 Prozent am Kantonsspital HFR Freiburg. Ebenfalls seit Februar ist **Didier Caenepeel** an der Unifr. Der gebürtige Belgier übernimmt eine Professur an der Theologischen Fakultät, am Departement für Moraltheologie und Ethik. Anfang August wird Stefan Maeder als Professor für Schweizerisches Strafrecht und Strafprozessrecht an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät seinen Einstand geben. Auch Vitus Huber stösst im August zur Unifr. Der Historiker wird eine Professur antreten am Departement für Geschichte, Philosophie, Kunstgeschichte und Musikwissenschaft. Timothée Léchot ist im Rahmen eines SNF Starting Grants seit Februar an der Philsophischen Fakultät am Departement für Französisch tätig. Auch Anna Stoll-Knecht ist mit einem SNF Starting Grant zur Unifr gekommen. Seit Februar gehört sie zum Departement für Musikologie der Philosophischen Fakultät.

Das Rektorat der Unifr hat **Philippe Genoud** zum Gründungsdekan der neuen Fakultät für Erziehungs- und Bildungswissenschaften ernannt. Er wird unterstützt von den Professoren **Jean-Louis Berger** und **Christoph Müller** als Gründungsvizedekane sowie Prof. **Delphine Etienne-Tomasini** als Gründungsvizedekanin der neuen Fakultät für Erziehungs- und Bildungswissenschaften. Dieser Gründungsdekanatsrat wird bis zur formellen Gründung der 6. Fakultät wirken. Prof. Genoud ist aktuell verantwortlich für die französischsprachige Ausbildung für die

Sekundarstufe I. Die neue Fakultät für Erziehungs- und Bildungswissenschaften soll die gesamte Lehrpersonenausbildung an der Unifr vereinen. Diese künftige sechste Fakultät wird verschiedene bestehende Einheiten der Lehrerbildung der Unifr sowie die ganze Pädagogische Hochschule PH FR umfassen. Im August 2025 soll der erste Studiengang an der neu gegründeten Fakultät starten.

Christian Bochet, Professor am Departement für Chemie der Unifr, wurde mit dem Jaubert Prize 2024 der School of Chemistry and Biochemistry der Universität Genf ausgezeichnet. Der Preis wird an Alumni der UNIGE verliehen, die mit bedeutenden Arbeiten zum Wohlergehen der Menschheit beitragen.

Adina Epure erhielt im Januar den Pfizer Forschungspreis 2024 für ihre Arbeit «Policy to cover perinatal care costs: a quasi-experimental study on adverse newborn health outcomes», die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit am PopHealthLab der Unifr sowie an der UNIGE verfasst hat. Der Forschungspreis von Pfizer wird seit 33 Jahren verliehen für herausragende Erkenntnisse aus der biomedizinischen Grundlagenforschung und der klinischen Forschung. Im Januar 2024 erhielten insgesamt 13 Forschende einen Pfizer-Preis.

Im **QS World University Ranking on Sustainability** hat die Unifr gut abgeschnitten. Das Ranking stellt den Umgang mit
Mensch und Umwelt in den Fokus und
klassifiziert die Unifr an 311. Position von
insgesamt 1400 bewerteten Universitäten
weltweit. Innerhalb der Schweiz steht die
Unifr an 5. Stelle der 10 bewerteten Universitäten und an 2. Stelle für Forschungen im

Bereich der Umweltwissenschaften. Mit Beginn des Frühlingssemesters 2024 entsteht das Institut für digitale Kommunikation und Medieninnovation. Es vereint die Stärken in diesem Bereich der Unifr und der Fachhochschule Graubünden. Eine Besonderheit des Instituts ist die kooperative Direktion: Sie setzt sich zusammen aus Sina Blassnig, die die neu geschaffene Professur an der Unifr antreten wird, und Bianca Baerlocher von der Fachhochschule Graubünden, welche den neuen dazugehörigen Masterstudiengang leitet. Das Institut kombiniert sozialwissenschaftliche Theorien und Methoden mit medientechnischem Know-how in Forschung und Lehre. Mit dieser Kombination strebt das Institut danach, Lösungen für branchenspezifische und gesellschaftliche Herausforderungen im Medien- und Kommunikationsbereich zu entwickeln.

Am 20. Juni 2024 findet in der Aula Magna der Unifr das Schweizer Finale des Wettbewerbs «Ma thèse en 180 secondes» statt. Insgesamt 16 Kandidat_innen aller Westschweizer Universitäten sowie der UZH und der EPFL werden auf der Bühne stehen, um ihre jeweiligen Doktoratsarbeiten in 180 Sekunden zu präsentieren und um die ersten drei Plätze zu kämpfen. Die Gewinnerin oder der Gewinner des Schweizer Finales wird die Schweiz im November am Internationalen Finale in Abidjan an der Elfenbeinküste vertreten.

In stillem Gedenken

Zu den am Col de la Tête Blanche tödlich verunglückten Personen im Wallis gehörten auch Studierende sowie ein Alumnus der Unifr. Die Universität spricht den Familien ihr tiefes Beileid aus.



Elisabeth Dutton

Professeure au Département d'anglais

Qu'est-ce qui vous ennuie?

Les films longs, lents, complaisants et sans dialogue intelligent

Où devriez-vous améliorer?

Apprendre à accepter les choses que je ne peux pas changer

De quoi n'avez-vous aucune idée? La littérature du XVII^e siècle. C'est une énorme lacune pour moi

Un regret?

Avoir été trop anxieuse à la fin de l'adolescence et dans la vingtaine

Vos principales qualités professionnelles?

La passion, la productivité, l'authenticité, l'humour

De quoi avez-vous peur? Perdre le contrôle de mon esprit ou de mon corps

Préférez-vous mourir définitivement ou vous réincarner en animal? Et si oui, lequel?

Ce serait extraordinaire de savoir ce que l'on ressent en volant – peut-être pourrais-je revenir sous la forme d'un martinet?

Quelle faculté aimeriez-vous avoir? Chanter, très joliment - surtout les œuvres de Byrd, Tallis

Avez-vous un tic? Je ne pense pas

A quoi croyez-vous?

Que nous sommes toutes et tous un mélange de bon et de mauvais

Quelle question vous posez-vous encore et encore?

Pourquoi choisissons-nous continuellement l'intérêt personnel à court terme plutôt qu'un bien collectif qui rendrait tout le monde – y compris nous – plus heureux?

> Qu'est-ce qui vous émeut aux larmes? La bonté humaine

Votre moment préféré de la journée?
L'aube

A quelle époque auriez-vous aimé vivre?

Peut-être le XII^e siècle – j'aurais aimé assister à la construction de la cathédrale de Durham, où j'ai grandi: c'est un bâtiment tellement extraordinaire, tellement beau



